

2007

RAPPORT FINANCIER
ANNUEL



SOMMAIRE

| | |
|---|----------|
| Déclaration de la personne responsable du rapport | page 34 |
| Structure du Groupe | page 35 |
| Conseil d'Administration / Comité de Direction | page 36 |
| Rapport de gestion du Conseil d'Administration | page 37 |
| Rapport du Président | page 59 |
| Comptes consolidés | page 65 |
| Comptes annuels | page 105 |



DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport

de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

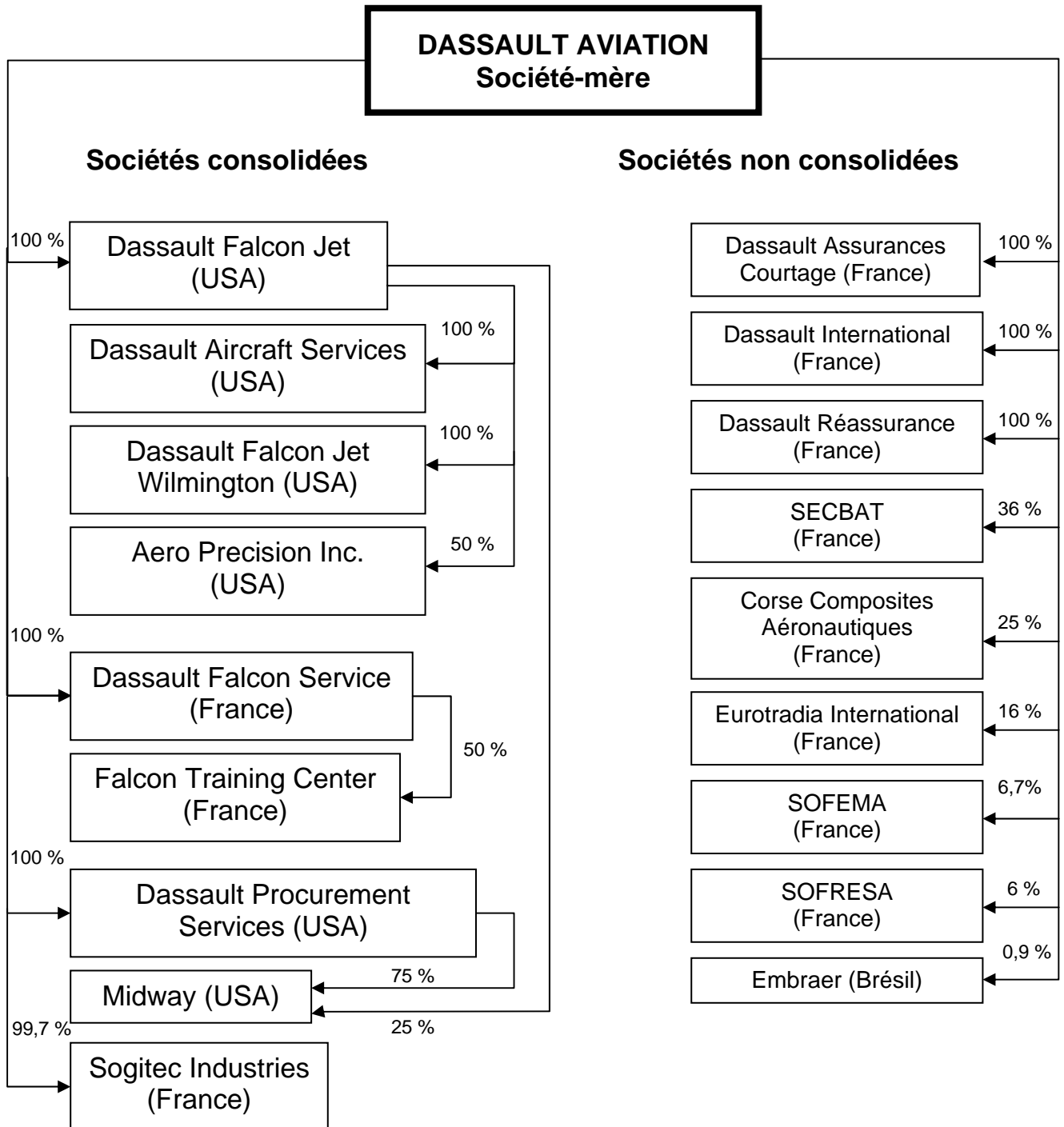
Paris, le 21 février 2008

Charles EDELSTENNE
Président-Directeur Général



STRUCTURE DU GROUPE

Le groupe Dassault Aviation est un groupe international qui englobe la majeure partie de l'activité aéronautique du Groupe Industriel Marcel Dassault.



ACTIONNAIRES DE DASSAULT AVIATION

50,55 % GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT
46,30 % EADS France
3,15 % PUBLIC

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président d'Honneur
Serge DASSAULT

Président-Directeur Général
Charles EDELSTENNE

Administrateurs

Olivier ANDRIES
Olivier DASSAULT
Serge DASSAULT
Charles EDELSTENNE
Louis GALLOIS
Philippe HUSTACHE
Denis KESSLER
Bruno REVELLIN-FALCOZ
Pierre-Henri RICAUD

COMITE DE DIRECTION

Président

| | |
|--------------------|---|
| Charles EDELSTENNE | Président-Directeur Général |
| Alain BONNY | Directeur Général du Soutien Militaire |
| Claude DEFAWE | Directeur Commercial |
| Didier GONDOIN | Directeur Général Technique |
| Jacques MIANNAY | Directeur Général de la Qualité Totale |
| Jacques PELLAS | Secrétaire Général |
| Guy PIRAS | Directeur Général Industriel et Achats |
| Loïk SEGALIN | Directeur des Affaires Economiques et Financières |
| Eric TRAPPIER | Directeur Général International |
| Olivier VILLA | Directeur Général Adjoint des Avions Civils |

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

M. le Contrôleur général des armées Thierry PERRIN

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mazars & Guérard S.A., représentée par M. Serge CASTILLON, associé
Deloitte & Associés S.A., représentée par M. Philippe MOURARET et M. Dominique JUMAUCOURT, associés



Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

GROUPE DASSAULT AVIATION

RÉSULTATS CONSOLIDÉS :

PRISES DE COMMANDES :

La bonne tenue du marché de l'aviation d'affaires s'est amplifiée en 2007.

Nous avons enregistré 212 commandes de FALCON neufs. Ces commandes constituent un record historique pour DASSAULT AVIATION, le montant antérieur de commandes FALCON le plus élevé étant de 158 en 2006.

Nos **Prises de Commandes consolidées** 2007 sont de **6,26 Milliards d'Euros**. Elles augmentent de 18 % par rapport à 2006. Les FALCON en représentent 86 %.

L'évolution des Prises de Commandes consolidées est la suivante, en **Millions d'Euros** :

| Année | Défense | | Falcon | Total | % Export |
|-------------|------------|------------|--------------|--------------|-------------|
| | France | Export | | | |
| 2003 | 878 | 153 | 1.385 | 2.416 | 62 % |
| 2004 | 1.730 | 123 | 2.166 | 4.019 | 53 % |
| 2005 | 315 | 150 | 4.061 | 4.526 | 93 % |
| 2006 | 391 | 142 | 4.762 | 5.295 | 90 % |
| 2007 | 644 | 239 | 5.382 | 6.265 | 89 % |

CHIFFRE D'AFFAIRES :

Le **Chiffre d'Affaires consolidé** 2007 est de **4,08 Milliards d'Euros**, en hausse de 24 % par rapport à 2006. Les FALCON en représentent 57 %.

L'évolution du Chiffre d'Affaires consolidé est la suivante, en **Millions d'Euros** :

| Année | Défense | | Falcon | Total | % Export |
|-------------|------------|------------|--------------|--------------|-------------|
| | France | Export | | | |
| 2003 | 545 | 1.061 | 1.692 | 3.298 | 82 % |
| 2004 | 505 | 838 | 2.116 | 3.459 | 83 % |
| 2005 | 1.349 | 428 | 1.651 | 3.428 | 58 % |
| 2006 | 974 | 275 | 2.053 | 3.302 | 67 % |
| 2007 | 883 | 855 | 2.347 | 4.085 | 77 % |

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL :

Le **Bénéfice opérationnel consolidé** 2007 est de **503 Millions d'Euros**, en augmentation de 35 % par rapport à 2006.

La rentabilité opérationnelle s'établit à 12,3 %.

RÉSULTAT NET :

Le **Bénéfice net consolidé** (Groupe et part du Groupe) 2007 s'élève à **382 Millions d'Euros**, en hausse de 36 % par rapport à l'exercice 2006.

La rentabilité nette est de 9,4 %.

COMMUNICATION FINANCIÈRE :

DASSAULT AVIATION retient un secteur d'activité, l'aéronautique, sans distinction géographique pour l'information sectorielle prévue par les normes IFRS.

En effet, DASSAULT AVIATION considère que ses produits militaires et civils présentent des caractéristiques comparables en matière de :

- conception, développement, fabrication et maintenance,
- vente et distribution,
- politique d'établissement des prix de vente qui conduit à des performances économiques proches,

et que leur marché ne présente pas de caractéristiques géographiques particulières.

CESSION DE TITRES EMBRAER

DASSAULT AVIATION a cédé 57,5 % de ses actions EMBRAER, dans le cadre de l'offre publique de vente de titres en février 2007.

Cette opération a permis de réaliser une plus-value brute de 26 Millions d'Euros incluse dans le bénéfice opérationnel.

A l'issue de cette opération, DASSAULT AVIATION détient 0,9 % du capital d'EMBRAER. Cela traduit la volonté de DASSAULT AVIATION d'y maintenir sa présence qu'elle considère comme stratégique.

STRUCTURE FINANCIÈRE :

Notre Groupe n'a aucun endettement bancaire. Les dettes financières significatives apparaissant au passif du bilan consolidé correspondent à la participation des salariés bloquée en compte courant et aux avances remboursables FALCON.

La Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des soldes créditeurs de banque s'élèvent à 1,24 Milliards d'Euros.

Cette donnée n'est pas comparable avec la trésorerie en normes françaises. En effet, la majeure partie des valeurs mobilières de placement dont dispose le Groupe est, en normes IFRS, classée en "actifs non courants" au niveau du bilan et évaluée à la valeur de marché.

Le Groupe a défini un indicateur propre appelé "trésorerie disponible" qui reflète le montant des liquidités totales dont dispose le Groupe, déduction faite des dettes financières. Il reprend les postes du bilan suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- valeurs mobilières de placements disponibles à la vente (à leur valeur de marché),
- dettes financières.

La **Trésorerie disponible consolidée** s'élève à **4,56 Milliards d'Euros au 31 décembre 2007** contre 3,50 Milliards d'Euros au 31 décembre 2006.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS :

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont les suivants :

RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE TRÉSORERIE :

Le Groupe n'a pas de risque significatif sur ses dettes financières et sur ses valeurs mobilières de placement (disponibles à la vente ou équivalents de trésorerie). Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est en effet constitué essentiellement de placements monétaires à court terme.

La trésorerie ainsi que le portefeuille de valeurs mobilières de placement disponibles à la vente permettent au Groupe de faire face à ses engagements sans risque de liquidité.

RISQUES DE CRÉDIT :

Le Groupe réalise ses opérations de trésorerie et de change avec des organismes financiers reconnus.

Le Groupe limite les risques liés au défaut des contreparties clients en réalisant la majorité de ses ventes au comptant et en faisant garantir par la COFACE ou par des sûretés réelles les crédits accordés. Le risque de fabrication est aussi garanti auprès de la COFACE pour les contrats militaires exports significatifs.

Compte tenu de la méthode de dépréciation des créances clients retenue pour l'établissement des comptes, la part à risque des créances échues non dépréciées à la clôture est non significative.

RISQUES DE MARCHÉ :

- **Risques de change :**

- Portefeuille de couvertures :

Le Groupe a un risque de change sur la vente des FALCON qui sont pour la quasi-totalité libellés en dollars US. Le Groupe, au travers de la Société Mère, est exposé à un risque de change, une part des dépenses de la Société Mère étant encourue en euros.

La Société Mère couvre partiellement ce risque en utilisant des contrats de vente à terme et le cas échéant des options de change.

Elle ne couvre ses flux nets de trésorerie futurs que s'ils sont reconnus hautement probables et de manière partielle. Elle s'assure ainsi que les premières rentrées de trésorerie futures seront suffisantes pour exercer les couvertures de change mises en place. Le montant de la couverture peut être ajusté en fonction de l'évolution dans le temps des flux nets attendus.

- Titres EMBRAER :

La Société Mère du Groupe détient des titres de la société EMBRAER. Cette dernière est cotée sur le marché brésilien. Elle est valorisée en euros dans les comptes du Groupe sur la base de sa valeur de marché à la clôture, en réal brésilien, convertie en euro. La valeur des titres peut donc, en particulier, fluctuer en fonction de la parité de ces deux devises.

- **Autres risques :**

Le Groupe est soumis à un risque de prix lié à la fluctuation du cours de bourse des titres EMBRAER.

ACTIVITÉS DU GROUPE :

ÉVOLUTION DES PROGRAMMES :

- **Programmes FALCON :**

Concernant les avions d'affaires FALCON, l'exercice 2007 est caractérisé par une très forte activité commerciale, supérieure à celle de l'année dernière. Un nouveau record de commandes a été établi.

L'exercice a également été marqué par :

- la livraison de 70 FALCON contre 61 en 2006,
- **la livraison du premier FALCON 7X le 13 juin 2007**, faisant suite à sa double certification européenne et américaine le 27 avril 2007,
- l'annonce à l'EBACE, en mai 2007, du lancement du programme FALCON 2000 LX,
- le premier vol du FALCON 2000DX le 19 juin 2007 à Mérignac et sa certification par l'EASA et la FAA le 12 octobre 2007.

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

• Programmes DÉFENSE :

Concernant le RAFALE, l'année 2007 a été marquée par :

- la livraison de 13 RAFALE de série,
- le déploiement de RAFALE de l'Armée de l'Air et de la Marine sur un théâtre d'opérations extérieur. Cette opération a démontré la très bonne disponibilité et les capacités opérationnelles de l'avion,
- la réception du Centre de Simulation RAFALE de Saint-Dizier,
- la poursuite des travaux de développement du standard F3 et notamment la réalisation de plusieurs tirs de validation mis en œuvre depuis le porte-avions Charles de Gaulle (AASM, AM39) ou depuis le Centre d'Essais des Landes (ASMPA).

S'agissant des autres programmes, il convient de noter :

- la livraison des 15 MIRAGE 2000-5 neufs à la Grèce,
- la fin de la phase de faisabilité du démonstrateur d'avion de combat sans pilote (UCAV) nEUROn en juin 2007 et l'acceptation par la DGA des fournitures associées en novembre 2007. La phase de définition a ainsi commencé en juillet 2007. Ce programme, placé sous la maîtrise d'œuvre de DASSAULT AVIATION, associe cinq autres partenaires européens : ALenia (Italie), EADS-CASA (Espagne), HAI (Grèce), RUAG (Suisse) et SAAB (Suède),
- la poursuite des travaux d'intégration de la liaison 16 aux MIRAGE 2000 D et MIRAGE 2000-5,
- dans le domaine spatial, la production d'équipements pyrotechniques pour Ariane et Vega et la participation à une étude du CNES sur le mini lanceur aéroporté sous RAFALE.

SERVICES ET SOUTIEN AUX CLIENTS :

En 2007, nous avons :

- doublé la période de garantie de nos pièces de rechange FALCON,
- mis en service à Saint-Cloud un centre d'assistance technique FALCON,
- reçu de l'Etat français une commande importante de rechanges RAFALE et obtenu à l'export des commandes de rechanges pour avions militaires.

ACTIVITÉS DES FILIALES :

- **DASSAULT FALCON JET (USA)** : cette société commercialise nos FALCON et en réalise les aménagements.

Sa Direction Générale est située à Teterboro (New Jersey) et son site industriel à Little Rock (Arkansas).

Ses filiales sont :

- DASSAULT FALCON JET - WILMINGTON (à 100 %), société de services et de maintenance aéronautiques, située à Wilmington (Delaware),
- DASSAULT AIRCRAFT SERVICES (à 100 %), société chargée de la promotion des ventes de services et de maintenance aéronautiques aux Etats-Unis, également située à Wilmington (Delaware),
- APRO (à 50/50 avec MESSIER-SERVICES INC.), société chargée de la réparation et de la maintenance des trains d'atterrissage et des commandes de vol des avions FALCON et ATR, dont le centre d'activité est situé à Deerfield Beach (Floride).

- **DASSAULT FALCON SERVICE (France)**, implantée sur l'aéroport de Paris-Le Bourget, contribue au support des FALCON dans les deux domaines suivants :
 - maintenance et réaménagement des FALCON : station-service dédiée aux FALCON, elle entretient chaque année environ 250 avions représentant près de 400 visites et 2.200 dépannages,
 - location et management de FALCON dans le cadre d'une activité de transport public de passagers : ce pôle d'activité dispose d'un service d'accueil des avions de passage (FBO, handling) et apporte son expertise en terme d'emploi opérationnel des FALCON.
- **DASSAULT PROCUREMENT SERVICES (USA)** est la centrale d'achat aux Etats-Unis d'équipements aéronautiques pour les FALCON.
- **MIDWAY (USA)** assure la révision et la réparation d'équipements aéronautiques civils pour les équipementiers français, fournisseurs pour les FALCON ou d'autres avions.
- **SOGITEC INDUSTRIES (France)** opère dans les domaines de la simulation et de la documentation. En 2007, elle a livré le simulateur pour le RAFALE F2 à Saint-Dizier et la documentation du FALCON 7X sous format électronique, réalisée en mode collaboratif entre DASSAULT AVIATION et ses partenaires.

PARTICIPATIONS :

- **CORSE COMPOSITES AÉRONAUTIQUES (France)**, est spécialisée dans la réalisation de pièces aéronautiques en matériaux composites, en particulier pour ses sociétés actionnaires (EADS AIRBUS, LATECOERE, SNECMA et DASSAULT AVIATION).
- **EMBRAER (Brésil)**, acteur important dans l'Aéronautique, nous permet de maintenir notre présence en Amérique du Sud, notamment au Brésil.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT :

En complément de nos programmes, nos travaux de préparation du futur portent sur les études de concepts d'aéronefs, de développements technologiques et d'amélioration de nos processus outillés.

Renforcer nos capacités de maîtrise d'œuvre, améliorer notre compétitivité et créer des différentiateurs pour nos produits restent nos objectifs principaux.

Dans le domaine militaire, un certain nombre de travaux pour maintenir le RAFALE au meilleur niveau dans le futur sont proposés à la Direction Générale pour l'Armement (DGA).

En complément de nEUROn, nous avons terminé une première phase d'étude de préparation d'un futur UCAV opérationnel dans le cadre de Programmes d'Etudes Amont qui nous ont permis de proposer trois concepts d'UCAV opérationnels. Ces travaux doivent se poursuivre dans la perspective de préparation de la suite de nEUROn.

En 2007, une priorité a été donnée à la recherche pour la prochaine génération de FALCON de technologies innovantes pour réduire significativement l'impact environnemental des futurs avions d'affaires et proposer des services de haute qualité à nos clients.

Les démonstrateurs qui vont s'inscrire dans l'initiative technologique Clean Sky dont le démarrage est prévu en 2008 permettront de valider les développements menés dans le domaine de la gestion de l'énergie à bord, le contrôle avancé de l'avion, la réduction de la traînée et l'éco-conception.

Le 7ème Programme Cadre de Recherche Développement (PCRD) Européen ainsi que la DPAC soutiennent le montage de projets contribuant à ces objectifs.

Dans le domaine des études amont, nous coordonnons notamment la proposition d'un projet sur le diagnostic en maintenance dans le cadre du pôle de compétitivité Astech.

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

NOUVELLE RÉVOLUTION INDUSTRIELLE :

Comme indiqué dans les précédents rapports, DASSAULT AVIATION, à l'occasion du FALCON 7X, a fait de l'entreprise numérique étendue et du Product Lifecycle Management (PLM) une réalité, lui conférant une avance technologique et un avantage compétitif significatif. Ainsi, après la conception autour d'un "plateau physique", les partenaires ont poursuivi leur travail sur un "plateau virtuel" dans le cadre d'une maquette numérique unique partagée par tous.

NOUVELLES TECHNIQUES DE FABRICATION :

La généralisation de l'utilisation des outils PLM sur le FALCON 7X a permis des gains significatifs en coûts et cycles d'industrialisation et de production.

Dans le cadre des pôles de compétitivité, nous proposons des projets de développement dans les domaines des composites et des pièces métalliques (nouveaux alliages d'aluminium, nouvelles méthodes de soudage).

Le développement de la robotisation des assemblages se poursuit.

Plusieurs études sont en cours pour diminuer l'impact environnemental des procédés de fabrication : nouvelles gammes de peinture à taux de solvants polluants réduits, procédés alternatifs de l'usinage chimique de l'aluminium et du titane, nouveaux procédés de soudure des composants électroniques.

MOYENS INDUSTRIELS :

La modernisation et l'adaptation du parc de moyens industriels de DASSAULT AVIATION se sont traduites en 2007 en particulier par :

- la mise en service de moyens performants, dont notamment :
 - deux cellules robotisées d'assemblage fuselage à Argenteuil,
 - deuxième cellule robotisée d'assemblage pour couture des tronçons à Biarritz,
 - adaptation et développement des capacités Resin Transfer Molding (RTM) à Biarritz,
 - cabine de grenaillage à Seclin,
- la commande de nouveaux moyens :
 - cellule d'usinage grande vitesse à Seclin,
 - deuxième cabine de grenaillage à Seclin,
 - centre de pointage à Commande Numérique à Argonay,
 - cabine de peinture pour fuselages, avec rénovation du bâtiment, à Biarritz,
 - systèmes de mesure par laser de poursuite pour Biarritz, Martignas et Seclin.

Par ailleurs, l'extension du hall Lindbergh et l'agrandissement de l'aire de point fixe de Mérignac ont été lancés.

ÉTHIQUE :

La Charte d'Ethique du Groupe vise à fédérer le personnel autour de nos valeurs professionnelles et éthiques. Elle fixe notre code de conduite dans nos comportements quotidiens avec nos clients, partenaires et fournisseurs.

Cette Charte intègre les principes du "Global Compact", notre Société ayant adhéré au Pacte Mondial de l'ONU.

QUALITÉ TOTALE :

Nous avons poursuivi notre politique de Qualité Totale autour de quatre grandes orientations :

- penser satisfaction du Client d'abord,
- être meilleurs que nos concurrents en coût et qualité,
- valoriser les hommes,
- respecter l'environnement.

Ces deux dernières orientations traduisent notre engagement à soutenir des valeurs fondamentales, et ce en cohérence avec notre adhésion au Pacte Mondial de l'ONU.

Nous avons, en novembre 2007, passé avec succès l'audit de suivi de certification EN 9100, norme spécifique au secteur aéronautique englobant l'ISO 9001.

Nous assurons également le suivi de nos agréments de conception, production et entretien des avions civils.

Enfin, nous poursuivons nos actions sur l'ensemble des entités de la Société, Directions et Établissements, en matière de maîtrise des risques programmes, produits, processus et environnement.

RESSOURCES HUMAINES :

Les effectifs du Groupe DASSAULT AVIATION sont de 12.160 personnes au 31 décembre 2007.

DASSAULT AVIATION, SOCIÉTÉ MÈRE**ACTIVITÉS :**

Les activités de DASSAULT AVIATION, Société Mère, notamment en matière d'évolution des programmes, de recherche-développement et de production, vous ont été présentées dans le cadre des activités du Groupe.

RÉSULTATS :**PRISES DE COMMANDES :**

Les **Commandes** reçues par la Société Mère en 2007 représentent **5,54 Milliards d'Euros**, en hausse de 24 % par rapport à 2006.

Leur évolution au cours des cinq derniers exercices est la suivante, **en Millions d'Euros** :

| Année | Défense | | Falcon | Total |
|-------------|------------|------------|--------------|--------------|
| | France | Export | | |
| 2003 | 878 | 139 | 1.084 | 2.101 |
| 2004 | 1.727 | 103 | 1.530 | 3.360 |
| 2005 | 313 | 134 | 3.485 | 3.932 |
| 2006 | 380 | 141 | 3.933 | 4.454 |
| 2007 | 638 | 233 | 4.664 | 5.535 |

CHIFFRE D'AFFAIRES :

Le **Chiffre d'Affaires 2007** de la Société Mère s'est élevé à **3,61 Milliards d'Euros**, en hausse de 26 % par rapport à 2006.

Son évolution au cours des 5 derniers exercices a été la suivante, **en Millions d'Euros** :

| Année | Défense | | Falcon | Total |
|-------------|------------|------------|--------------|--------------|
| | France | Export | | |
| 2003 | 541 | 1.061 | 1.199 | 2.801 |
| 2004 | 495 | 837 | 1.478 | 2.810 |
| 2005 | 1.347 | 419 | 1.204 | 2.970 |
| 2006 | 971 | 252 | 1.630 | 2.853 |
| 2007 | 878 | 844 | 1.883 | 3.605 |

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

RÉSULTAT NET :

Le Bénéfice net de 2007 s'élève à **323 Millions d'Euros**, en hausse de 44 % par rapport à 2006.

Le Personnel recevra au titre de la Participation et de l'Intéressement 115 Millions d'Euros, dont :

- Participation : 101 Millions d'Euros
- Intéressement : 14 Millions d'Euros

Ces sommes représentent 29,1 % des salaires perçus en 2007, à comparer avec un montant de la Participation légale obligatoire de 10,5 %.

DIVIDENDES (AFFECTATION DU RÉSULTAT) :

Si vous approuvez les comptes de l'exercice 2007, nous vous proposons d'affecter le Bénéfice net de l'exercice s'élevant à : 323.495.737,49 Euros

lequel, augmenté du report à nouveau des exercices

antérieurs, soit 1.671.514.039,43 Euros
constitue un total de 1.995.009.776,92 Euros

de la manière suivante :

- **distribution au titre des dividendes de 107.334.508,20 Euros**
- le solde au report à nouveau 1.887.675.268,72 Euros

Si vous acceptez cette proposition, il sera distribué au titre de l'exercice 2007 **un dividende par action de 10,6 Euros**.

La distribution ci-dessus sera soumise, pour les personnes physiques imposables sur le revenu en France, au barème progressif après l'abattement de 40 % ou, sur option, au prélèvement libératoire. Quelle que soit l'option retenue, cette distribution donnera lieu aux prélèvements sociaux qui seront effectués à la source.

Nous vous rappelons les distributions des trois exercices antérieurs :

| Exercice | Dividendes nets distribués (en Euros) | Abattement (1) |
|----------|---------------------------------------|----------------|
| 2004 | 7,70 | 50 % |
| 2005 | 9,90 | 40 % |
| 2006 | 7,40 | 40 % |

(1) pour les personnes physiques

TABLEAU DES RÉSULTATS :

Le tableau des Résultats de DASSAULT AVIATION au cours des cinq derniers exercices figure dans les annexes aux comptes annuels (élément 34).

INTÉGRATION FISCALE :

Notre Société a opté pour le régime d'Intégration Fiscale à compter du 1^{er} janvier 1999 avec ses filiales françaises détenues à plus de 95 %. Une Convention d'Intégration Fiscale a été signée avec celles-ci et a été renouvelée fin 2003 pour cinq ans.

GESTION DES RISQUES :

Les risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée sont les mêmes que ceux exposés dans la partie du Rapport sur la gestion du Groupe, la Société Mère ayant un poids prépondérant dans le Groupe.

ACHATS ET SOUS-TRAITANCE :

Le montant annuel des achats de DASSAULT AVIATION atteint 2,27 Milliards d'Euros, soit 63 % du chiffre d'affaires.

Les achats se répartissent selon trois domaines : équipements et soutien (2/5), semi-produits, accessoires, sous-traitance industrielle et de procédés spéciaux (2/5), achats généraux dont formation et prestations intellectuelles (1/5).

Les fournisseurs pour les produits Défense sont essentiellement localisés en France. Ceux relatifs aux produits Falcon sont principalement en Europe et en Amérique du Nord.

DOMAINE SOCIAL :

EMPLOI :

L'effectif total de notre Société est de 8.327 personnes au 31 décembre 2007.

| Effectif au 31/12/2006 | Départs | Embauches | Effectif au 31/12/2007 |
|------------------------|---------|-----------|------------------------|
| 8.452 | 772 | 647 | 8.327 |

Les 647 recrutements de l'année 2007 ont concerné toutes les catégories professionnelles avec un effort particulier sur les ouvriers. Les embauches ont concerné toutes les classes d'âge, essentiellement en contrat à durée indéterminée.

Dans le cadre de notre accord d'entreprise sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes signé le 30 janvier 2007 visant notamment au développement de la mixité, les embauches féminines ont concerné 17 % du total des embauches.

Les actions conduites dans le cadre des relations avec l'enseignement se sont développées. Citons en particulier :

- notre partenariat avec l'association "Elles bougent" pour la valorisation des métiers d'ingénieur au féminin,
- le Défi Aérospatial Etudiant qui a pour objectif d'associer des équipes d'étudiants au projet d'avion de tourisme spatial mené par Jean-Pierre HAIGNERE,
- les échanges avec différentes associations d'étudiants dans le but de leur apporter à la fois le sens aéronautique et la pratique de technicien ou d'ingénieur.

De nombreuses interventions "métiers" sont également organisées dans les lycées professionnels, IUT, universités ou écoles d'ingénieurs. En parallèle, notre présence sur les forums ou des visites d'étudiants que nous organisons dans nos propres établissements aident le jeune à construire son projet professionnel.

Nous sommes également présents au travers des nombreux cours donnés dans les écoles par nos experts qui viennent ainsi compléter les cursus académiques par leur expérience professionnelle.

Au 31 décembre 2007, le nombre de salariés en contrat à durée déterminée est de 60, soit 0,72 % de l'effectif. L'effectif moyen intérimaire (ETT) est de 270, soit 3,24 % de l'effectif.

EMPLOI ET INSERTION DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS :

Un nouvel accord triennal (2007-2009) a été signé le 14 novembre 2006 avec les cinq organisations syndicales et a été agréé par l'autorité administrative.

Nous avons embauché 7 handicapés en 2007 et accueilli 15 stagiaires handicapés.

Nous finançons des aménagements de postes de travail adaptés et des aides pour les études de jeunes handicapés.

L'effort global de la Société s'établit à 661 unités face à une obligation d'emploi de 6 %, soit 508 unités.

ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION :

Au 31 décembre 2007, le nombre de salariés en forfait de salaire sans référence horaire ou en forfait annuel défini en jours est de 4.210 personnes.

L'horaire effectif hebdomadaire moyen des personnels horaires est de 34,50 heures.

Le nombre de salariés à temps partiel s'établit au 31 décembre 2007 à 3,36 % de l'effectif soit 280 personnes.

L'absentéisme moyen est de 3,18 % des jours travaillés.

Le rapport annuel sur l'égalité professionnelle des femmes et des hommes ne fait pas apparaître de différences significatives. Un accord d'entreprise sur l'égalité professionnelle des femmes et des hommes a été signé début 2007. Son contenu porte notamment sur le développement de la mixité en particulier dans les métiers techniques, le développement professionnel et la formation ainsi que sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.

Le salaire annuel minimum Société est pour 2007 de 20.020 Euros.

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

L'évolution annuelle moyenne des salaires des présents/présents est de 4,70 %.

Les salaires bruts annuels (en Euros) des effectifs présents/présents se répartissent comme suit :

| | 1er décile | 1er quartile | médiane | 3ème quartile | 9ème décile |
|------|------------|--------------|---------|---------------|-------------|
| 2007 | 26.153 | 30.317 | 38.610 | 54.798 | 77.254 |

Au titre de l'exercice 2007, le montant de la participation et l'intéressement moyen par salarié bénéficiaire sera respectivement de 11.599 et 1.613 Euros.

En outre, 31.684.264 Euros ont été versés aux Comités d'Établissement au titre des activités sociales (5% de la masse salariale) ou ont fait l'objet de dépenses sociales diverses : transport, logement, restauration...

NÉGOCIATIONS SOCIALES :

Le programme de concertation et de négociations avec les organisations syndicales s'est poursuivi.

C'est ainsi qu'en 2007 ont été signés, outre l'accord annuel sur les salaires et l'organisation du temps de travail, les accords d'entreprises portant sur :

- l'égalité professionnelle des femmes et des hommes,
- l'intéressement collectif pour les exercices 2007 à 2009,
- la composition du Comité Central d'Entreprise,
- la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences,
- les équipes de suppléance,
- le régime d'astreinte,
- le risque décès/incapacité absolue ou définitive des cadres et non cadres.

Par ailleurs, de nombreux groupes de travail ont été mis en place afin d'approfondir, avant négociation, la connaissance sur des sujets aussi variés que la prévoyance santé, le risque décès, la carrière des représentants du personnel, les fonds communs de placement, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET FORMATION :

Nous avons poursuivi, au cours de l'année 2007, la démarche de modernisation de nos politiques de développement des Ressources Humaines, initiée dès le début 2000.

Nos actions, avec pour objectif central de contribuer à accroître la performance de l'entreprise, ont permis de maintenir et de développer le niveau de compétences des collaborateurs en tenant compte d'une part des aspirations individuelles et collectives et d'autre part de l'environnement socio-économique de l'entreprise.

Engagés sur le long terme, certains projets commencent à porter leurs fruits. Ainsi :

- dans le cadre du projet Maîtrise des compétences Société, 90 % des personnels sont aujourd'hui affectés au référentiel des métiers/fonctions de l'entreprise,
- l'élaboration de Curriculum Vitae, initiée en 2001, ainsi que la réalisation et le suivi des entretiens individuels font aujourd'hui partie des outils usuels de la gestion des ressources humaines. L'expérience ainsi acquise et la signature en 2007 de l'accord d'Entreprise relatif à la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences ont abouti à une amélioration des supports de l'Entretien Individuel,
- la mobilité professionnelle, outil indispensable, permet de satisfaire aux besoins en ressources de l'entreprise et répond aux souhaits du personnel,
- le transfert des savoirs et des savoir-faire opérationnels au travers du Conservatoire des métiers Dassault (dont le catalogue des formations s'enrichit de façon continue) est déployé dans tous les établissements,
- une culture managériale axée sur une communication de proximité de bonne qualité est diffusée au travers de nombreux séminaires de l'Institut DASSAULT,

- le déploiement du séminaire de formation nommé "DASSAULT Classe Affaires" véhiculant la "culture Client", favorise les réflexes d'ordre commercial et juridique dès la première phase de nos projets,
- la poursuite de nos investissements en matière de formation professionnelle continue répond aux besoins opérationnels des collaborateurs. Elle représente un effort financier équivalent à 3,53 % de la masse salariale pour 185.973 heures de formation.

Au cours de l'année 2007, 556 stagiaires, bénéficiant de conventions de stages, ont été accueillis par l'ensemble des directions de l'entreprise.

La taxe d'apprentissage s'élève à 3.074.418 Euros.

La communication et l'information à caractère social ont été poursuivies via notamment l'outil Deltanet qui offre à chaque collaborateur des informations en temps réel relevant de l'organisation de la vie courante dans l'entreprise. Les traditionnelles rencontres "Direction/Encadrement/Collaborateurs/Organisations Syndicales" se sont poursuivies, illustrant ainsi le mode de communication direct que l'entreprise entend développer.

SANTÉ - SÉCURITÉ :

Au cours de l'année, le nombre d'accidents avec arrêt de travail a été de 199 correspondant à un taux de fréquence ⁽¹⁾ de 16,06 et d'un taux de gravité ⁽²⁾ de 0,43.

Par ailleurs, 7 maladies professionnelles ont été reconnues par la Sécurité Sociale en 2007.

- (1) Nombre d'accidents du travail avec arrêt X 1 000 000
Nombre d'heures travaillées
- (2) Nbre de journées perdues par incapacité temporaire X 1 000
Nombre de jours travaillés

ENVIRONNEMENT :

CONTEXTE

En cohérence avec son adhésion au Pacte Mondial de l'ONU, Dassault Aviation a procédé, entre 2003 et 2005, à la certification de tous ses sites selon la

norme ISO 14001 relative aux systèmes de management environnemental.

Nous avons ensuite décidé en 2007 de consolider notre démarche environnementale en mettant en place un système de management global Société.

FILIALES À L'ÉTRANGER

Le site industriel principal de notre filiale américaine, Dassault Falcon Jet, spécialisé dans l'aménagement commercial des Falcon, est également certifié ISO 14001.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Nos principales réalisations en 2007 en matière de protection et/ou d'amélioration de l'environnement ont été les suivantes :

- certification du Système de Management Environnemental Société selon la norme ISO 14001 en avril 2007,
- mise en place d'une base de données des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits chimiques utilisés par nos usines,
- mise en œuvre sur tous les sites réalisant la peinture extérieure des Falcon d'une nouvelle gamme sans chromate et à bas taux de composés organiques volatils (COV),
- qualification de l'anodisation non-colmatée des pièces en alliages d'aluminium, permettant de réduire la quantité résiduelle de chromates présente sur avion.

ORGANISATION INTERNE DE LA SOCIÉTÉ EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

- ***Le système de management environnemental des sites Dassault Aviation (SME Etablissement)***

Le SME de chaque site repose principalement sur les fonctions qualité et environnement qui représentent la Direction auprès des autorités compétentes.

Un réseau de correspondants environnement soutient l'encadrement des sites afin de relayer sur le terrain les consignes, analyses et plans d'actions.

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

- **Le système de management environnemental de Dassault Aviation (SME Société)**

La Direction Générale de la Qualité Totale (DGQT) pilote le SME Société. Elle élabore la politique environnementale, coordonne les actions des sites et des directions centrales.

La DGQT définit également le référentiel, met à disposition des outils opérationnels communs et donne aux responsables environnement des sites des directives alignées sur les meilleures pratiques internes ou externes.

Enfin, la DGQT est chargée d'établir des bilans Société en vue de la revue de direction.

- **Maîtrise des risques environnementaux**

Nos sites industriels sont soumis à la législation sur les installations classées pour l'environnement (ICPE).

Leur classement est représentatif du niveau de risque :

- faible (déclaration) : Martignas et Saint-Cloud,
- moyen (autorisation) : Argenteuil, Argonay, Biarritz, Istres, Mérignac et Seclin,
- fort (autorisation/Seveso seuil bas) : Poitiers, pour lequel une analyse des risques très poussée a été menée.

Nos sites industriels ont, ces dernières années, réalisé des progrès significatifs pour la maîtrise des risques environnementaux :

- analyse exhaustive de leurs risques,
- mise en place d'un plan de réaction aux situations d'urgence,
- exercices de simulation d'accidents.

- **Sensibilisation du personnel**

La quasi-totalité du personnel de Dassault Aviation et des entreprises extérieures travaillant sur nos sites et ayant des activités à impacts environnementaux a été sensibilisée à l'environnement.

PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES

- **Tableau de bord environnement**

Nous avons mis en place un tableau de bord des impacts au niveau Société (consommations de ressources, rejets, déchets, ...).

Chaque site a défini :

- localement les indicateurs du tableau de bord Société,
- des indicateurs spécifiques pertinents pour ses activités.

Les indicateurs de chaque site sont passés en revue lors des revues de direction environnementales périodiques, auxquelles assistent des représentants de la DGQT.

- **Consommation de ressources / Energie**

Outre le kérosène employé pour les essais en vol, l'énergie utilisée par Dassault Aviation sur ses différents sites provient aujourd'hui à 55 % de l'électricité, à 43 % du gaz et à 2 % de combustibles liquides (fuel, gazole).

| Année | Téra Joules | | | |
|-------|-------------|-----|------|------------|
| | Electricité | Gaz | Fuel | Total |
| 1998 | 322 | 321 | 98 | 741 |
| 2006 | 359 | 324 | 9 | 692 |
| 2007 | 350 | 279 | 11 | 640 |

Malgré l'augmentation significative de la charge de production, la consommation énergétique globale baisse grâce aux programmes d'économie d'énergie réalisés par les sites.

L'électricité est utilisée principalement pour l'éclairage des sites, la climatisation des locaux et pour certains procédés (traitements thermiques, fabrication de composites, ...).

Le gaz fournit l'énergie nécessaire au chauffage des locaux, mais aussi à la mise en œuvre de certains procédés (traitement de surface et ateliers de peinture).

Nous avons très fortement diminué depuis 1998 la consommation de fuel au profit d'énergies moins polluantes pour l'air. Les capacités de stockage de fuel qui demeurent sont surtout dédiées au fonctionnement des générateurs électriques de secours.

- **Consommation de ressources / Eau**

L'eau utilisée sur nos sites de production provient des réseaux d'alimentation publique et/ou de pompages en nappe. De plus, l'établissement d'Argenteuil a mis en place un système de récupération des eaux pluviales.

| Année | Milliers m ³ | | |
|-------|-------------------------|--------------|-------|
| | Eau de ville | Eau de nappe | Total |
| 1998 | 463 | 271 | 734 |
| 2006 | 197 | 90 | 287 |
| 2007 | 174 | 77 | 251 |

La diminution significative de la consommation d'eau depuis 1998 est notamment due aux efforts de maîtrise des eaux utilisées pour le refroidissement, la restauration, les sanitaires et l'arrosage des espaces verts.

- **Matières premières et autres produits**

Les structures d'avions sont principalement constituées d'aluminium qui est recyclé. Les matériaux composites, les peintures et mastics entrent également dans leur composition. Parmi les consommables, nous utilisons des acides et des bases (bains de traitement de surface), des huiles d'usinage et également des solvants de dégraissage, essentiellement non halogénés.

- **Solvants et rejets associés**

Le tableau ci-dessous illustre l'évolution de la consommation globale de solvants sur nos sites.

| Année | Tonnes | | |
|-------|---------------|-----------|-------|
| | Non halogénés | Halogénés | Total |
| 2000 | 144 | 118 | 262 |
| 2006 | 144 | 19 | 163 |
| 2007 | 119 | 11 | 130 |

Malgré l'augmentation de la charge de production par rapport à 2000, la consommation de solvants baisse, en particulier celle des solvants halogénés. Cette performance est liée au remplacement de ces solvants (par exemple trichloréthylène) par d'autres substances telles que les produits lessiviels à base aqueuse.

Nos sites rejettent, de façon diffuse ou canalisée, des composés organiques volatils (COV) liés aux procédés de dégraissage et d'application de peinture. Les émissions de COV ont baissé d'environ 40 % depuis 2000.

- **Autres rejets atmosphériques**

Les émissions atmosphériques proviennent également des installations classiques de combustion (chaudières et groupes de secours), ainsi que des essais effectués sur les avions.

Ces activités génèrent des rejets de dioxyde de carbone (CO₂), de dioxyde de soufre (SO₂) et d'oxydes d'azote (NO_x).

| Année | Kilo Tonnes de CO2 | | |
|-------|--------------------|---------------|-------|
| | hors kérosène | part kérosène | Total |
| 1998 | 26 | 23 | 49 |
| 2006 | 19 | 21 | 40 |
| 2007 | 17 | 19 | 36 |

| Année | Tonnes de SO2 | | |
|-------|---------------|---------------|-------|
| | hors kérosène | part kérosène | Total |
| 1998 | 17 | 3 | 20 |
| 2006 | 0 | 3 | 3 |
| 2007 | 0 | 3 | 3 |

| Année | Tonnes de NOx | | |
|-------|---------------|---------------|-------|
| | hors kérosène | part kérosène | Total |
| 1998 | 39 | 50 | 89 |
| 2006 | 23 | 46 | 69 |
| 2007 | 21 | 43 | 64 |

L'évolution de la répartition des consommations énergétiques vers une part plus importante des énergies « propres » se traduit par une diminution des rejets d'oxydes d'azote et surtout par la

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

quasi disparition des rejets de dioxyde de soufre, en dehors de ceux liés à l'activité aérienne.

- **Rejets aqueux**

Les principaux rejets d'eaux résiduaires industrielles proviennent des activités de traitement de surface.

Afin de prévenir le rejet de métaux lourds dans le milieu naturel, et d'assurer leur conformité à la réglementation, les sites de production concernés sont équipés de stations de détoxification.

Des indicateurs spécifiques montrent que les flux en polluants contenus dans les eaux de traitement de surface en sortie de station d'épuration sont nettement inférieurs aux valeurs limites fixées par les réglementations nationales et locales.

En outre, le site d'Argonay dispose, pour ses activités de traitement de surface, d'un atelier « zéro rejet » qui permet la suppression des rejets de polluants ayant un impact significatif sur l'environnement.

- **Déchets**

Les déchets générés par nos usines se répartissent en deux grandes catégories : les déchets industriels banals ou DIB (papier, carton, ferraille, etc.) et les déchets industriels dangereux ou DID (huiles, boues d'hydroxydes métalliques, solvants, emballages souillés, etc.).

Notre production globale de déchets est présentée dans le tableau ci-après :

| Année | Tonnes | | |
|-------|---------------|-----------|-------|
| | Non dangereux | Dangereux | Total |
| 2005 | 4.919 | 2.184 | 7.103 |
| 2006 | 6.071 | 2.043 | 8.114 |
| 2007 | 6.298 | 2.217 | 8.515 |

L'augmentation du tonnage des déchets est liée à la montée en cadence de production. Elle provient essentiellement de celle des déchets générés par les activités suivantes :

| Année | Tonnes | | |
|-------|--------------------|----------------|-------|
| | Traitement Surface | Métaux Usinage | Total |
| 2005 | 989 | 2.251 | 3.240 |
| 2006 | 1.062 | 3.077 | 4.139 |
| 2007 | 1.177 | 3.272 | 4.449 |

- **Bruit et vibrations**

Les éléments bruyants sont autant que possible placés à l'intérieur des bâtiments, et les appareils susceptibles de générer des vibrations sont montés sur des massifs béton équipés de plots antivibratiles.

Les mesures de bruit effectuées ne font pas ressortir de nuisance sonore significative.

La gestion des vols et essais sols est faite de façon à minimiser l'impact sonore sur le voisinage.

- **Trafic**

La rationalisation industrielle effectuée ces dernières années a été l'occasion d'une optimisation économique et environnementale des transports inter-établissements.

Les transports de produits chimiques et de déchets dangereux représentent une faible part du trafic de poids-lourds généré par les sites de production.

- **Odeurs**

Nos sites ne sont à l'origine d'aucune nuisance olfactive significative pour le voisinage.

LE COÛT DE L'ENVIRONNEMENT

- **Dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité de la Société sur l'environnement**

L'effort d'investissement pour l'environnement engagé par Dassault Aviation en 2007 s'élève à un Million d'Euros.

2,28 Millions d'Euros ont été consacrés à des études en matière de risques, d'impacts et de conformité réglementaire.

- **Domages causés à l'environnement**

Dassault Aviation n'a jamais été, par décision de justice, condamnée pour pollution ni contrainte de verser des indemnités en réparation de dommages causés à l'environnement.

Le site d'Anglet a été soumis en 2006 à un arrêté préfectoral lui prescrivant une analyse d'impact et une étude de traitement pour une pollution historique de la nappe phréatique (chrome et solvants halogénés). La société a donc procédé à une évaluation des risques sanitaires potentiels liés à la pollution historique qui a migré à l'extérieur du site. Elle a mis en œuvre un traitement de la pollution, conformément à un arrêté préfectoral de juin 2007. L'installation de traitement et de suivi a été étudiée et mise en route début décembre 2007 et un arrêté municipal de la commune d'Anglet a rappelé l'interdiction d'usage des eaux souterraines.

- **Montant des provisions et garanties financières**

Dassault Aviation n'a pas passé de provisions en matière d'environnement et ne se trouve pas soumis au dépôt de garanties financières en vertu des arrêtés préfectoraux actuels d'autorisation d'exploiter.

Rappelons qu'en complément de son contrat d'assurance responsabilité civile exploitation générale (1,5 Millions d'Euros pour les risques d'atteinte à l'environnement), la Société a mis en place une garantie multirisques environnement à hauteur de 8 Millions d'Euros.

LES PRIORITÉS ET LES AXES DE PROGRÈS

Nos priorités 2008 en matière d'environnement seront de :

- consolider notre certification ISO 14001 globale Société en corrigeant nos quelques points faibles apparus lors de l'audit de 2007,
- développer notre prise en compte de l'environnement dans la conception de nos nouveaux produits,
- mettre en place l'organisation et les outils rendus nécessaires par le règlement Reach sur les substances chimiques préoccupantes.

INFORMATION DES ACTIONNAIRES :

STRUCTURE DU CAPITAL

Le capital social de la Société s'élève à 81.007.176 Euros. Il est divisé en 10.125.897 actions d'une valeur nominale de 8 Euros chacune. Elles sont cotées sur le marché "Euronext Paris".

L'actionnariat de DASSAULT AVIATION est le suivant au 31 décembre 2007 :

| Actionnaires | Nombre d'actions | Pourcentage du capital et des droits de vote |
|--------------|-------------------|--|
| GIMD (1) | 5.118.240 | 50,55 % |
| EADS France | 4.688.307 | 46,30 % |
| Public | 319.350 | 3,15 % |
| TOTAL | 10.125.897 | 100,00 % |

(1) GIMD (Groupe Industriel Marcel Dassault) : détention directe et indirecte.

RENSEIGNEMENTS SUR L'ACTIONNARIAT ET LES DROITS DE VOTE

Au 31 décembre 2007, 5.600 actions (soit 0,06 % du capital) étaient détenues par l'un des Fonds Commun de Placement d'Entreprise dont les membres sont des salariés ou d'anciens salariés de la Société.

Les statuts de la Société ne comportent aucune restriction à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions.

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires entre GIMD et EADS France.

Les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L 233-7 et L 233-12 du Code de Commerce sont celles mentionnées dans le tableau ci-dessus. La Société ne détient pas d'actions d'autocontrôle.

Aucun actionnaire ne bénéficie de droit de contrôle spécial. Notamment, il n'existe pas de système d'actionnariat du personnel lui permettant un contrôle particulier.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'Administration et aux modifications statutaires sont celles prévues par la législation en vigueur.

Les pouvoirs du Conseil d'Administration sont ceux prévus par la législation en vigueur. Il ne bénéficie d'aucune autorisation pour émettre des actions nouvelles ou racheter des actions de la Société.

ACCORDS CONCLUS PAR LA SOCIÉTÉ

La Société n'a pas conclu d'accord significatif qui serait modifié ou prendrait fin automatiquement en cas de changement de contrôle de la Société.

Cependant, dans un tel cas, les marchés classés défense nationale conclus avec l'Etat français feraient l'objet d'un réexamen par le Ministère français de la Défense et ce dernier pourrait exiger que tout ou partie de ces marchés soit transféré à une autre société française pour des raisons d'intérêt national.

Il n'existe pas d'accord prévoyant des indemnités :

- pour les membres du Conseil d'Administration en cas de démission ou de révocation,
- pour les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle ou sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique, au-delà de ce que prévoit la convention collective.

MODALITÉ D'EXERCICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE :

L'Assemblée Générale Mixte Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 25 avril 2002 a mis les statuts de la Société en conformité avec la Loi du 15 mai 2001 sur les Nouvelles Régulations Economiques.

Le Conseil d'Administration, réuni à l'issue de cette Assemblée, a décidé que la Direction Générale de la Société est assurée par le Président du Conseil d'Administration, Monsieur Charles EDELSTENNE.

MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX EN 2007 DANS D'AUTRES SOCIÉTÉS :

PRÉSIDENT D'HONNEUR ET ADMINISTRATEUR :

Serge DASSAULT

Début et fin de mandat : AG 2003 - AG 2009

Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Président :
 - . Groupe Industriel Marcel Dassault SAS
 - . Groupe Figaro SAS
- Président-Directeur Général :
 - . Socpresse SA
- Président du Conseil d'Administration :
 - . Société du Figaro SA
- Directeur Général :
 - . Château Dassault SAS
- Administrateur :
 - . Thales SA (1)
 - . Dassault Développement SA
 - . Société de véhicules électriques SAS
 - . Dassault Falcon Jet Corporation (USA)
 - . Dassault International Inc. (USA)
- Président :
 - . Rond-Point Immobilier SAS

- Gérant :
 - . Immobilière Argenteuil Le Parc SARL
 - . Société Immobilière du Rond-Point des Champs-Élysées SARL
 - . Société Civile Immobilière de Maison Rouge
 - . Rond-Point Investissements SARL
 - . Société Civile TVES
 - . S.C.I. des Hautes Bruyères

(1) jusqu'en février 2007

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL :

Charles EDELSTENNE

Début et fin de mandat : AG 2003 - AG 2009

Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Président du Conseil d'Administration :
 - . Dassault Systèmes SA
- Membre du Conseil de Surveillance :
 - . Groupe Industriel Marcel Dassault SAS
- Administrateur :
 - . Thales Systèmes Aéroports SA (1)
 - . Sogitec Industries SA
 - . Société Anonyme Belge de Constructions Aéronautiques (Belgique)
- Chairman :
 - . Dassault Falcon Jet Corporation (USA)
- President :
 - . Dassault International Inc. (USA)
- Gérant :
 - . Société Civile ARIE
 - . Société Civile NILI

(1) jusqu'en juin 2007

ADMINISTRATEURS :

Olivier ANDRIES

Début et fin de mandat : 29.08.2007 - AG 2010

Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Directeur de la Coordination stratégique :
 - . EADS NV (1)
- Administrateur :
 - . AÉROPORTS DE PARIS

(1) depuis juillet 2007

Olivier DASSAULT

Début et fin de mandat : AG 2003 - AG 2009

Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Président :
 - . Dassault Communications SAS
- Vice-Président :
 - . Groupe Industriel Marcel Dassault SAS
- Administrateur :
 - . Socpresse SA
 - . Société du Figaro SA
- Président du Conseil de Surveillance :
 - . Groupe Valmonde SA
 - . Journal des Finances SA
- Membre du Conseil de Surveillance :
 - . Rubis SA

Noël FORGEARD

Début et fin de mandat : 14.09.2005 - 2.2.2007

Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Administrateur :
 - . Schneider Electric

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

Louis GALLOIS

Début et fin de mandat : 14.2.2007 - AG 2010

Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Chief Executive Officer
 - . EADS N.V. (Pays-Bas)
 - . EADS PARTICIPATIONS B.V. (Pays-Bas)
- Président :
 - . EADS FRANCE SAS (France)
 - . AIRBUS SAS (France) (1)
- Administrateur :
 - . SOGEADE SA (France) (1)

(1) jusqu'en août 2007

Jean-Paul GUT

Début et fin de mandat : AG 2004 - 27.7.2007

Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Chief Operating Officer, Marketing, Strategy & Global development d'EADS N.V. (Pays-Bas) (1)
- Administrateur-Gérant :
 - . AMLI (GIE) (1)
- Administrateur :
 - . ARJIL Commanditée-ARCO SA
 - . EADS CASA SA (Espagne) (1)
 - . EADS North America, Inc (USA) (1)
- Représentant Permanent de MBDA France au Conseil de :
 - . Eurotradia International SA (1)
- Membre du Comité de Surveillance :
 - . Eurocopter SAS (1)
- Membre du Comité des actionnaires :
 - . AIRBUS SAS (1)

(1) jusqu'en juillet 2007

Philippe HUSTACHE

Début et fin de mandat : AG 2003 - AG 2009

Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 50

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Conseiller du Président
 - . Groupe Industriel Marcel Dassault SAS
- Membre du Conseil de Surveillance :
 - . Groupe Industriel Marcel Dassault SAS

Denis KESSLER

Début et fin de mandat : AG 2003 - AG 2009

Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Président-Directeur Général :
 - . SCOR SE
- Président :
 - . SCOR HOLDING (SWITZERLAND) AG (Suisse) (1)
- Administrateur :
 - . BNP Paribas SA
 - . Bolloré Investissement SA
 - . Cogedim SAS (2)
 - . INVESCO Plc (GB)
 - . DEXIA SA (Belgique)
 - . SCOR Canada Reinsurance Company (Canada)
- Censeur :
 - . FINANCIERE ACOFI SA
 - . Gimar Finance et Cie SCA
- Président :
 - . SCOR GLOBAL LIFE SE
 - . SCOR Italia Riassicurazioni S.p.a. (Italie) (3)
 - . SCOR Reinsurance Company (USA)
 - . SCOR US Corporation (USA)
 - . SCOR Global Life US Re Insurance Company (USA)
- Représentant Permanent de FERGASCOR au Conseil d'Administration de :
 - . Communication & Participation SA

- Membre du Conseil de Surveillance :
 . SCOR Deutschland (Allemagne) (3)

(1) depuis août 2007

(2) jusqu'en avril 2007

(3) jusqu'en août 2007

Yves MICHOT

Début et fin de mandat : AG 2004 - 20.4.2007

Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 27

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Président-Directeur Général :
 . Défense Conseil International (DCI) SA (1)
 . Brienne Conseil & Finance SA (1)
- Président
 . DCI/Services & Assistance SAS (1)
 . ARCADIA SAS (1)
 . Financière de Brienne SAS
 . Chabrier Investissement Conseil SAS
- Administrateur :
 . DCNS SA
 . CNES
- Membre du Conseil de Surveillance :
 . Bayard Presse SA
 . Armaris SA (1)

(1) jusqu'en avril 2007

Bruno REVELLIN-FALCOZ

Début et fin de mandat : AG 2002 - AG 2008

Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 37

Pas de mandats ni de fonctions dans d'autres sociétés.

Pierre-Henri RICAUD

Début et fin de mandat : AG 2004 - AG 2010

Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Gérant :
 . PRAGMA

RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX EN 2007 :

RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT D'HONNEUR :

- Au titre de GIMD qui contrôle DASSAULT AVIATION :
 M. Serge DASSAULT a perçu une rémunération annuelle brute au titre de ses fonctions de Président de GIMD de 150.000 Euros.

Il a bénéficié d'une voiture de fonction.

En outre, il a perçu 17.000 Euros de jetons de présence.

- Au titre de DASSAULT AVIATION :

M. Serge DASSAULT, Administrateur, a perçu :

- 22.000 Euros de jetons de présence au Conseil d'Administration et
- 9.148 Euros de rémunération annuelle brute pour sa mission de Conseiller.

Il a bénéficié de la mise à disposition d'un chauffeur pour l'accomplissement de sa mission précitée de Conseiller.

Il a également eu droit au remboursement de ses frais engagés dans l'intérêt de la Société dans le cadre de cette mission.

- Au titre des sociétés françaises et étrangères contrôlées par DASSAULT AVIATION au sens de l'article L 233-16 du Code de Commerce (i.e sociétés comprises dans le périmètre de consolidation) :

M. Serge DASSAULT a perçu 34.286 \$ (brut) de jetons de présence au Conseil d'Administration de DASSAULT FALCON JET.

RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL :

- Au titre de GIMD qui contrôle DASSAULT AVIATION :

M. Charles EDELSTENNE a perçu 17.000 Euros de jetons de présence.

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

- Au titre de DASSAULT AVIATION :

M. Charles EDELSTENNE a perçu une rémunération annuelle brute au titre de ses fonctions de Président-Directeur Général de 638.550 Euros.

Il a bénéficié d'une voiture de fonction avec chauffeur et du remboursement de ses frais réels exposés dans le cadre de ses fonctions.

En outre, il a perçu 44.000 Euros de jetons de présence au Conseil d'Administration (double jeton).

A son départ en retraite, M.EDELSTENNE dont le contrat de travail a été suspendu lorsqu'il est devenu Président-Directeur Général aura droit à une indemnité de départ et à une retraite selon les règles Société applicables aux salariés de sa catégorie.

Le Conseil d'Administration a également attribué à M. EDELSTENNE un complément annuel de pension de retraite égal à 3 % de sa rémunération annuelle brute à la date de son départ en retraite multiplié par le nombre d'années pendant lequel il aura été P-DG et plafonné de telle façon que l'ensemble de ses pensions de retraite ne dépasse pas 60 % de sa dernière rémunération annuelle brute.

- Au titre des sociétés françaises et étrangères contrôlées par DASSAULT AVIATION :

M. Charles EDELSTENNE a perçu 34.286 \$ (brut) de jetons de présence au Conseil d'Administration de DASSAULT FALCON JET.

RÉMUNÉRATION DES AUTRES ADMINISTRATEURS :

- Au titre de GIMD qui contrôle DASSAULT AVIATION :

MM. Olivier DASSAULT et Philippe HUSTACHE ont perçu chacun 17.000 Euros de jetons de présence.

- Au titre de DASSAULT AVIATION :

MM. Olivier DASSAULT, Philippe HUSTACHE, Denis KESSLER et Pierre-Henri RICAUD ont

perçu chacun 22.000 Euros de jetons de présence au Conseil d'Administration.

MM. Olivier ANDRIES, Noël FORGEARD, Yves MICHOT, Louis GALLOIS et Jean-Paul GUT ont perçu respectivement 1.955 Euros, 7.517 Euros, 12.222 Euros, 13.750 Euros et 18.150 Euros de jetons de présence au Conseil d'Administration.

M. Bruno REVELLIN-FALCOZ a perçu 22.000 Euros de jetons de présence au Conseil d'Administration et 60.000 Euros en rémunération d'une mission exceptionnelle d'expertise technique confiée par le Conseil d'Administration. Les frais liés à l'exécution de cette mission ont, en outre, été pris en charge par la société. M. Bruno REVELLIN-FALCOZ, salarié jusqu'au 31 mars 2006, a également perçu en 2007, au titre de 2006, une rémunération de 150.800 €, une participation de 5.825 € et un intéressement de 1.299 €.

- Au titre des sociétés françaises et étrangères contrôlées par DASSAULT AVIATION :

Les dix Administrateurs précités n'ont pas reçu de rémunération, jeton de présence ou bénéficié d'avantages en nature.

PERSPECTIVES D'AVENIR :

Le Chiffre d'Affaires 2008 de la Société Mère devrait être de l'ordre de 3,3 Milliards d'Euros.

OBJET DES RÉSOLUTIONS :

Les résolutions soumises à votre vote portent sur :

- l'approbation des comptes annuels,
- l'approbation des comptes consolidés,
- l'approbation des conventions visées dans le Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes,
- le quitus de gestion aux Administrateurs,
- l'affectation des résultats,
- la ratification de la nomination d'un nouvel Administrateur,
- la nomination d'un nouvel Administrateur,
- le renouvellement des Commissaires aux comptes titulaires, d'un suppléant et la nomination d'un nouveau suppléant.

CONCLUSION :

2007 restera une année paradoxale pour notre société. Nous avons enregistré un nombre record de commandes FALCON mais nous devons faire face à une dégradation continue au cours des cinq dernières années de la parité du dollar par rapport à l'euro.

La baisse du dollar érode notre compétitivité et nos capacités d'autofinancement.

Il ne nous suffit plus de réduire nos coûts et de réaliser des gains de productivité. Il nous faut changer notre société pour l'adapter aux nouvelles réalités.

Cela passe par :

- l'innovation technique au travers de la recherche/développement afin de garder de l'avance dans les domaines stratégiques,
- l'amélioration de nos process pour rester la référence en matière d'entreprise numérique collaborative,
- l'évolution de notre organisation industrielle, notamment par l'externalisation progressive d'un certain nombre d'activités non stratégiques d'étude et de fabrication vers de la sous-traitance en France ou à l'étranger, en zone dollar ou dans des pays à bas coûts.

Pour 2008, nos principaux objectifs sont :

- d'augmenter nos cadences de livraisons FALCON,
- de lancer le FALCON 900LX équipé de winglets,
- d'avancer dans le développement du FALCON SMS et d'accélérer nos recherches pour la prochaine génération de FALCON à technologies innovantes,
- de poursuivre le programme nEUROn, essentiel au maintien de nos compétences et de celles de l'Europe en matière d'aviation militaire,
- de signer un premier contrat RAFALE à l'export,
- d'améliorer la qualité de nos produits et notre activité support et service à la clientèle.

Le Conseil exprime ses remerciements à l'ensemble du Personnel pour son efficacité et sa compétence dans la réalisation de nos programmes.

Le Conseil d'Administration



Rapport du Président du Conseil d'Administration

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Je vais vous rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2007 et des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Le Conseil d'Administration se compose de 9 membres disposant de l'expérience et de l'expertise nécessaires pour remplir leur mandat.

Pour s'assurer de la présence des Administrateurs, le Conseil d'Administration arrêtant les comptes semestriels fixe le calendrier des réunions du Conseil d'Administration de l'année suivante.

Préalablement à chaque Conseil, je veille à ce que le dossier de la réunion soit communiqué à chaque Administrateur avec un délai suffisant.

Suite à la décision du Conseil d'Administration du 25 avril 2002, la Direction Générale de la Société est exercée par le Président du Conseil d'Administration.

Les pouvoirs du Président-Directeur Général ne sont pas limités par les statuts de la Société ou par le Conseil d'Administration.

En 2007, le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois, le 14 février et le 29 août. Le taux moyen de participation au Conseil a été de 94 %.

Le Conseil d'Administration a veillé à la mise en œuvre des orientations décidées et contrôlé la marche générale de la Société. Il a en particulier :

- analysé le montant des prises de commandes, du carnet de commandes et du chiffre d'affaires,
- examiné les budgets en matière d'investissements technologiques autofinancés et d'investissements industriels,
- étudié la situation du plan de charges par rapport au potentiel industriel, le déroulement des programmes civils et militaires et la mise en œuvre de la politique sociale.

Le Conseil d'Administration a, en outre :

- arrêté les comptes annuels et consolidés de l'exercice 2006, réuni les actionnaires en Assemblée Générale le 25 avril 2007 et arrêté les comptes du 1er semestre 2007,
- examiné les documents de gestion prévisionnelle en février 2007 et révisé le compte de résultat prévisionnel en août 2007,
- renouvelé l'autorisation annuelle donnée au Président-Directeur Général pour consentir des cautions, avals ou garanties,
- coopté deux nouveaux administrateurs,
- approuvé une convention réglementée,
- et arrêté les termes des communiqués financiers.



Rapport du Président du Conseil d'Administration

PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE :

OBJECTIFS DU CONTRÔLE INTERNE :

Les procédures de contrôle interne mises en place dans notre Société ont pour objet :

- de veiller à ce que la réalisation des opérations et les actes de gestion ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par la Direction Générale, les lois et règlements en vigueur, les valeurs, code de conduite et règles internes à notre Société,
- de vérifier que les informations données et les communications faites au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales d'Actionnaires sont fiables et reflètent avec sincérité l'activité de notre Société.

L'un des principaux objectifs de notre système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes et tout particulièrement dans le domaine comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques soient totalement éliminés.

ENVIRONNEMENT ET ORGANISATION GÉNÉRALE DU CONTRÔLE INTERNE :

• Documents de référence du contrôle interne :

Notre contrôle interne s'appuie sur les documents de référence suivants :

- la Charte d'Éthique qui définit nos valeurs et notre code de conduite,
- le Manuel Qualité décrivant les processus Société,

- le Manuel d'Organisation décrivant les missions et l'organisation de chaque Direction,
- pour les activités comptables et financières, le processus "Gérer les données économiques et financières" décrit dans le Manuel Qualité.

• Acteurs du contrôle interne :

Les principaux acteurs exerçant des activités de contrôle interne au sein de Dassault Aviation sont les suivants :

- le Comité de Direction :

Il comprend les responsables des différentes fonctions de la Société (voir premières pages du rapport financier annuel). Il traite de tous les sujets concernant la marche et le fonctionnement de la Société dans ses différents aspects. Il se réunit chaque semaine.

Chaque membre de ce Comité assure le contrôle interne de sa fonction.

Les actions et recommandations décidées sont confiées à un ou plusieurs de ses membres avec un responsable désigné pour la coordination. Le secrétaire du Comité suit, à chaque réunion, l'avancement de ces actions jusqu'à leur réalisation effective.

- la Direction Générale de la Qualité Totale (DGQT) :

- au travers de la Direction de la Maîtrise des Risques :

Cette Direction a pour mission de s'assurer du bon fonctionnement du processus de gestion des risques associés aux programmes avions et aux produits. Elle identifie les risques critiques et assure la fonction d'alerte auprès de la Direction Générale.

- au travers du Système de Management de la Qualité (SMQ) :

Le pilotage du SMQ est assuré par la DGQT et s'appuie sur les Responsables Qualité-Contrôle des établissements et les Correspondants Qualité des Directions fonctionnelles.

Il fait l'objet d'un référentiel documentaire structuré rassemblant les descriptions de processus, les procédures et instructions qualité.

La surveillance du SMQ s'exerce au travers d'un programme d'audits internes, de bilans qualité et des revues de Direction.

- les Directions de Programmes à travers le Management de Programme :

Le Pilotage du Management de Programme est assuré par chaque Directeur de Programme rattaché au Président-Directeur Général. Il s'appuie sur les Responsables de Programme des Directions fonctionnelles.

- la Direction des Affaires Économiques et Financières (DAEF) au travers du Contrôle de gestion :

Le contrôle de gestion tant "structure" que "programmes", piloté par la DAEF, assure en particulier la maîtrise du processus budgétaire.

Il est constitué d'un réseau de contrôleurs de gestion dans toutes les Directions de la Société. La DAEF organise des revues budgétaires trimestrielles permettant en particulier un reporting vers le Président-Directeur Général.

- **Contrôle des filiales :**

La stratégie de Dassault Aviation est de détenir, sauf à de très rares exceptions, le contrôle ma-

joritaire de ses filiales (voir annexe aux Comptes annuels de la Société Mère).

La Société assure une présence effective aux Conseils d'Administration et organes de gestion des filiales.

Notre Société est, de plus, représentée à l'Executive Committee de Dassault Falcon Jet, filiale la plus importante du Groupe.

Un reporting de gestion périodique est assuré par chaque filiale auprès de la Société Mère qui décide de lancer toute action appropriée.

- **Éléments externes de contrôle :**

Notre Société est placée dans un environnement de contrôle externe particulier du fait de nos marchés publics français et de notre activité aéronautique :

- le calcul de nos éléments de coûts de revient (taux horaires, frais d'approvisionnement et frais hors production) ainsi que les coûts de revient de nos activités liées aux marchés publics français sont contrôlés par la Délégation Générale pour l'Armement (DGA),
- la surveillance des produits, dans le domaine de l'aviation militaire, est assurée par la DGA,
- la Société, dans le domaine de l'aviation civile, détient les agréments de conception, de production et d'entretien. Ces agréments sont soumis à une surveillance continue de la Direction Générale de l'Aviation Civile .

Dans le cadre d'une démarche volontariste, la Société est certifiée EN 9100 et son Système de Management de la Qualité (SMQ) est audité chaque année par un organisme extérieur (Bureau Veritas Certification).

La Société est certifiée ISO 14001 et fait l'objet d'un audit annuel par le Bureau Veritas Certification.

PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE À FINALITÉ COMPTABLE ET FINANCIÈRE :

• **Organisation de la fonction comptable et financière :**

Cette fonction, décrite dans le manuel qualité, est assurée par la Direction des Affaires Économiques et Financières (DAEF), tant pour la Société Mère que pour la consolidation du Groupe.

Cette Direction a en outre la responsabilité de :

- la validation et du contrôle du système d'information comptable et financière centralisé de la Société, mis en œuvre par la Direction du Système d'Information,
- l'actualisation du paramétrage du logiciel de consolidation utilisé par la Société Mère, ses filiales ou Sous-Groupes de filiales.

• **Références générales :**

Les états financiers sont établis suivant :

- les normes comptables applicables aux sociétés et groupes français :
 - arrêté du 22 juin 1999 homologuant les règlements 99-03 et 02 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable et règlements ultérieurs applicables,
 - avis et recommandations ultérieurs du Conseil National de la Comptabilité,

- les normes internationales d'évaluation et de présentation de l'information financière IFRS en vigueur au 31 décembre 2007, telles qu'adoptées par l'Union Européenne,
- les procédures de fonctionnement et de contrôle décrites dans le processus "Gérer les données économiques et financières", complétées par les procédures spécifiques d'arrêtés des comptes semestriels et annuels de la Société Mère et du Groupe consolidé.

Ces procédures, ainsi que les applications informatiques utilisées par la fonction comptable et financière, font régulièrement l'objet d'audits par nos Commissaires aux Comptes.

• **Processus d'élaboration de l'information comptable et financière :**

Au sein de la DAEF, la Direction des Affaires Économiques centralise les données comptables et produit les états financiers de la Société Mère et du Groupe.

Elle communique aux différents acteurs concernés de la Société Mère et des filiales un planning comportant les tâches et contrôles à réaliser pour chaque arrêté. Ce planning prévoit le début d'intervention des Commissaires aux Comptes pour les travaux de certification environ quatre semaines avant la date des Conseils d'administration qui arrêtent les comptes.

Le Directeur des Affaires Économiques et Financières a, en parallèle, mis en place un comité de relecture des rapports et états financiers, indépendant des équipes participant à l'établissement de ceux-ci.

ACTIONS 2007 :

En 2007, la DAEF et la DGQT ont poursuivi la formalisation des dispositifs de contrôle interne pour chaque acteur concerné, en s'appuyant sur la cartographie des risques actualisée au cours de l'exercice.

Les deux Directions précitées se sont concertées pour décider de la répartition des audits.

Elles ont conduit des audits qui ont permis de vérifier la bonne application des procédures de contrôle interne.

De plus, la DAEF a été auditée en novembre 2007 dans le cadre de l'audit de certification EN 9100. Cet audit a constaté la conformité du Système de Management de la Qualité de la DAEF par rapport aux exigences de la norme.

PLAN D'ACTIONS 2008 :

J'ai confié pour 2008 à la DAEF et la DGQT la mission de poursuivre les audits visant à vérifier la bonne application des procédures de contrôle interne.

Le Président du Conseil d'Administration





COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2007

En milliers d'euros

Comptes Consolidés

BILAN ACTIF

| (en milliers d'euros) | ÉLÉMENTS DE L'ANNEXE | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--|-------------------------|------------------|------------------|
| ACTIFS NON COURANTS | | | |
| ÉCARTS D'ACQUISITION | 3 | 14 366 | 14 366 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 4 | 73 717 | 70 356 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 4 | 412 725 | 420 491 |
| TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE | 5 | 4 246 | 4 589 |
| TITRES DISPONIBLES A LA VENTE | 5 | 3 662 732 | 2 801 259 |
| AUTRES ACTIFS FINANCIERS | 5 | 31 366 | 28 911 |
| IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS | 21 | 10 002 | 6 394 |
| TOTAL ACTIFS NON COURANTS | | 4 209 154 | 3 346 366 |
| ACTIFS COURANTS | | | |
| STOCKS ET EN-COURS | 6 | 3 003 615 | 2 820 859 |
| CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES | 7 | 501 040 | 443 547 |
| AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDES | | 89 088 | 106 201 |
| INSTRUMENTS DE COUVERTURE | 24 | 512 715 | 526 530 |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE | 8 | 1 265 505 | 1 183 914 |
| TOTAL ACTIFS COURANTS | | 5 371 963 | 5 081 051 |
| TOTAL ACTIF | | 9 581 117 | 8 427 417 |

BILAN PASSIF

| (en milliers d'euros) | ÉLÉMENTS DE L'ANNEXE | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--|-------------------------|------------------|------------------|
| CAPITAL ET RÉSERVES | | | |
| CAPITAL | 9 | 81 007 | 81 007 |
| RÉSERVES | | 2 394 212 | 2 234 582 |
| RÉSERVES D'ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS | | 893 360 | 860 450 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Part du Groupe) | | 382 278 | 281 224 |
| CAPITAUX PROPRES - PART GROUPE | | 3 750 857 | 3 457 263 |
| CAPITAUX PROPRES - MINORITAIRES | | 106 | 88 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | | 3 750 963 | 3 457 351 |
| PASSIFS NON COURANTS | | | |
| EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES A PLUS D'UN AN | 11 | 197 427 | 211 853 |
| PROVISIONS NON COURANTES | 12 | 0 | 3 014 |
| IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS | 21 | 116 972 | 163 210 |
| TOTAL PASSIFS NON COURANTS | | 314 399 | 378 077 |
| PASSIFS COURANTS | | | |
| DETTE FOURNISSEURS ET DIVERSES | 13 | 904 149 | 794 276 |
| DETTE FISCALE ET SOCIALE | 13 | 274 299 | 250 656 |
| AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES | 14 | 3 589 685 | 2 902 993 |
| EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES A MOINS D'UN AN | 11 | 65 183 | 90 645 |
| PROVISIONS COURANTES | 12 | 682 439 | 553 419 |
| TOTAL PASSIFS COURANTS | | 5 515 755 | 4 591 989 |
| TOTAL PASSIF | | 9 581 117 | 8 427 417 |

Comptes Consolidés

COMPTE DE RÉSULTAT

| (en milliers d'euros) | ÉLÉMENTS DE L'ANNEXE | 2007 | 2006 |
|--|----------------------|----------------|----------------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 15 | 4 084 741 | 3 302 246 |
| AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ | 16 | 22 752 | 48 740 |
| PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES | | 4 107 493 | 3 350 986 |
| VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS EN-COURS ET DE PRODUITS FINIS | | 221 412 | 374 092 |
| ACHATS CONSOMMÉS | | -2 619 315 | -2 226 211 |
| CHARGES DE PERSONNEL (1) | | -987 506 | -928 353 |
| IMPÔTS ET TAXES | | -54 360 | -52 180 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 4 | -65 777 | -64 513 |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS | 12 | -648 568 | -586 208 |
| REPRISES DE PROVISIONS | 12 | 526 929 | 505 049 |
| AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION | 17 | -3 322 | -937 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | | 476 986 | 371 725 |
| AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS | 19 | 26 401 | 0 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | | 503 387 | 371 725 |
| RÉSULTAT FINANCIER | 20 | 61 605 | 44 873 |
| QUOTE-PART DANS LES RÉSULTATS NETS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE | 5 | 152 | 152 |
| IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS | 21 | -182 848 | -135 513 |
| RÉSULTAT NET (2) | | 382 296 | 281 237 |
| <i>Dont part du Groupe</i> | | <i>382 278</i> | <i>281 224</i> |
| <i>Dont intérêts minoritaires</i> | | <i>18</i> | <i>13</i> |
| Résultat par action en euros (de base) | 22 | 37,8 | 27,8 |
| Résultat par action en euros (dilué) | 22 | 37,8 | 27,8 |

(1) intéressement et participation inclus dans les charges de personnel

-117 807

-91 024

(2) le résultat net est intégralement attribuable au résultat des activités poursuivies (pas d'abandon d'activités).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|---|------------------|-----------------|
| RÉSULTAT NET | 382 296 | 281 237 |
| Annulation des résultats des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus | -152 | -152 |
| Annulation des résultats sur cessions d'actifs immobilisés | -25 556 | 1 003 |
| Charge d'impôt (y compris impôts différés) | 182 848 | 135 513 |
| Montant net des dotations et reprises aux comptes d'amortissements et de provisions (à l'exclusion de celles liées au besoin en fonds de roulement) | 198 175 | 118 057 |
| CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT IMPÔT (A) | 737 611 | 535 658 |
| IMPÔTS VERSÉS (B) | -208 361 | -145 047 |
| Variation des stocks et en-cours (valeur nette) | -182 756 | -336 999 |
| Variation des avances et acomptes versés | 17 113 | 14 473 |
| Variation des créances clients et autres créances (valeur nette) | -57 493 | 176 790 |
| Variation des primes sur couverture de change | -2 910 | 1 411 |
| Variation des avances et acomptes reçus | 686 692 | 220 644 |
| Variation des dettes fournisseurs et diverses | 109 873 | -11 254 |
| Variation des dettes fiscales et sociales | 23 643 | -5 438 |
| Reclassements et retraitements de consolidation (1) | -36 130 | -23 452 |
| AUGMENTATION (-) OU DIMINUTION (+) DU BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT (C) | 558 032 | 36 175 |
| FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION (D=A+B+C) | 1 087 282 | 426 786 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | -93 679 | -146 104 |
| Acquisition d'immobilisations financières | -3 334 | -1 112 |
| Cessions ou réductions d'actifs immobilisés | 91 675 | 23 264 |
| Dividendes reçus des sociétés en équivalence | 0 | 0 |
| Trésorerie nette sur acquisitions et cessions de filiales | 0 | 0 |
| FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (E) | -5 338 | -123 952 |
| Variation des valeurs mobilières de placement disponibles à la vente (au coût historique) | -830 185 | -550 985 |
| Augmentation de capital | 0 | 0 |
| Variation des autres fonds propres | 0 | 0 |
| Augmentation des dettes financières | 83 696 | 93 273 |
| Remboursement des dettes financières | -88 674 | -86 437 |
| Dividendes versés au cours de l'exercice | -74 932 | -100 246 |
| FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (F) | -910 095 | -644 395 |
| VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (D+E+F) | 171 849 | -341 561 |
| Trésorerie nette à l'ouverture (2) | 1 126 173 | 1 514 230 |
| Variation de la trésorerie nette | 171 849 | -341 561 |
| Variations de taux de change | -55 348 | -46 496 |
| Trésorerie nette à la clôture (2) | 1 242 674 | 1 126 173 |

(1) 36 130 liés au reclassement en impôt différé actif de la variation de l'impôt payé d'avance sur les plus values de valeurs mobilières de placement.

(2) la trésorerie nette est détaillée dans l'Élément 8 de l' Annexe. Les équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement) y contribuent pour leur valeur de marché.

Comptes Consolidés

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres est détaillée dans la tableau ci-après, où :

- la rubrique "capital" reprend le capital social de la société mère, DASSAULT AVIATION,
- la rubrique "réserves liées au capital" regroupe les primes d'émission, d'apport, de fusion,
- la rubrique "réserves et résultats consolidés" inclut le résultat net de l'exercice, ainsi que les réserves légales,
- la rubrique "écart de change" enregistre les écarts de change provenant de la conversion des états financiers des filiales hors zone euro,
- la rubrique "réserves d'évaluation des instruments financiers" met en évidence les résultats enregistrés directement en capitaux propres. Ces résultats sont générés pour le Groupe par les variations nettes d'impôts de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente ainsi que celles des instruments de couverture de change.

La réévaluation des instruments financiers est détaillée en annexe :

- Élément 5 pour les actifs financiers disponibles à la vente,
- Élément 24 pour les instruments de couverture de change,
- Élément 21 pour les impôts différés correspondants.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (suite)

| (en milliers d' euros) | Capital | Réserves liées au capital | Réserves et résultats consolidés | Écart de change | Réserves d'évaluation des instruments financiers | Total part Groupe | Minoritaires | Total |
|---|---------|---------------------------|----------------------------------|-----------------|--|-------------------|--------------|-----------|
| Au 31.12.2005 | 81 007 | 19 579 | 2 414 868 | -51 590 | 739 072 | 3 202 936 | 91 | 3 203 027 |
| Mouvements 2006 | | | | | | | | |
| Dividendes versés | | | -100 246 | | | -100 246 | | -100 246 |
| Résultat de l'exercice | | | 281 224 | | | 281 224 | 13 | 281 237 |
| Variation de l'écart de conversion | | | | -48 029 | | -48 029 | | -48 029 |
| <i>Écarts de réévaluation à la juste valeur</i> | | | | | | | | |
| - Actifs financiers disponibles à la vente | | | | | 85 578 | 85 578 | | 85 578 |
| - Instruments de couverture | | | | | 94 467 | 94 467 | | 94 467 |
| Impôts différés relatifs à ces écarts | | | | | -58 667 | -58 667 | | -58 667 |
| Résultat enregistré directement en capitaux propres | | | | | 121 378 | 121 378 | 0 | 121 378 |
| Autres mouvements | | | | | | 0 | -16 | -16 |
| Au 31.12.2006 | 81 007 | 19 579 | 2 595 846 | -99 619 | 860 450 | 3 457 263 | 88 | 3 457 351 |
| Mouvements 2007 | | | | | | | | |
| Dividendes versés | | | -74 932 | | | -74 932 | | -74 932 |
| Résultat de l'exercice | | | 382 278 | | | 382 278 | 18 | 382 296 |
| Variation de l'écart de conversion | | | | -46 662 | | -46 662 | | -46 662 |
| <i>Écarts de réévaluation à la juste valeur</i> | | | | | | | | |
| - Actifs financiers disponibles à la vente (1) | | | | | 75 188 | 75 188 | | 75 188 |
| - Instruments de couverture | | | | | -16 725 | -16 725 | | -16 725 |
| Impôts différés relatifs à ces écarts | | | | | -25 553 | -25 553 | | -25 553 |
| Résultat enregistré directement en capitaux propres | | | | | 32 910 | 32 910 | 0 | 32 910 |
| Autres mouvements | | | | | | 0 | 0 | 0 |
| Au 31.12.2007 | 81 007 | 19 579 | 2 903 192 | -146 281 | 893 360 | 3 750 857 | 106 | 3 750 963 |

(1) variation de juste valeur des titres disponibles à la vente : 75 188 (dont -27 227 pour Embraer relatifs à la cession partielle par le Groupe de la participation dans cette société (cf. Élément 5)).

Comptes Consolidés

DASSAULT AVIATION

9, ROND-POINT DES CHAMPS-ÉLYSÉES-MARCEL DASSAULT- 75008 PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 81.007.176 EUROS, COTÉE ET IMMATRICULÉE EN FRANCE

712 042 456 RCS PARIS

SIRET : 712 042 456 00111

En date du 20 février 2008, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés du Groupe pour l'année 2007 et en a autorisé la publication.

ANNEXE / SOMMAIRE

| Éléments N° | ANNEXE AUX ÉTATS DE SYNTHÈSE du 01.01.2007 au 31.12.2007 |
|-------------|---|
| 1 | I - PRINCIPES COMPTABLES |
| | II - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT |
| 2 | Périmètre de consolidation |
| 3 | Écarts d'acquisition |
| 4 | Immobilisations incorporelles et corporelles |
| 5 | Actifs financiers non courants |
| | Titres mis en équivalence |
| | Titres disponibles à la vente |
| | Autres actifs financiers |
| 6 | Stocks et travaux en-cours |
| 7 | Créances clients et autres créances |
| | Échéancier des créances clients et autres créances - valeur brute |
| 8 | Trésorerie et équivalents de trésorerie |
| | Trésorerie nette |
| | Trésorerie disponible |
| 9 | Capital social et gestion du capital |
| 10 | Identité de la société mère consolidant globalement les comptes du Groupe |
| 11 | Emprunts et dettes financières |
| 12 | État des provisions |
| | Détail des provisions pour risques et charges |
| 13 | Dettes d'exploitation |
| 14 | Avances et acomptes reçus sur commandes |
| 15 | Chiffre d'affaires |
| 16 | Autres produits de l'activité |
| 17 | Autres produits et charges d'exploitation |
| 18 | Frais de recherche et développement |
| 19 | Autres produits et charges non courants |
| 20 | Résultat financier |
| | III - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS |
| 21 | Situation fiscale |
| 22 | Résultat par action |
| 23 | Dividendes payés et proposés |
| 24 | Gestion des risques financiers |
| 25 | Engagements financiers |
| 26 | Transactions avec les parties liées |
| 27 | Effectif moyen |
| 28 | Informations environnementales |
| 29 | Événements postérieurs à la clôture |

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 1

PRINCIPES COMPTABLES

A/ PRINCIPES GÉNÉRAUX

Conformité aux normes comptables

Le Groupe DASSAULT AVIATION établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 31 décembre 2007 telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Le Groupe n'applique pas de façon anticipée les normes et interprétations publiées au 31 décembre 2007, mais dont la mise en œuvre n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2008. Pour celles qui le concernent, et compte tenu de ses principes comptables actuels, le Groupe ne serait pas impacté en termes de résultat et de situation financière par leur application. Seules des évolutions de présentation seraient à faire.

Choix comptables clés et estimations de la direction

L'établissement des états financiers du Groupe oblige la direction à réaliser des estimations et émettre des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants inscrits à l'actif et au passif.

Ces estimations concernent notamment les résultats sur les contrats en-cours et les passifs éventuels.

Elles sont chiffrées en prenant en considération l'expérience passée, les éléments connus à la clôture des comptes ainsi que des hypothèses raisonnables d'évolution. Les résultats réalisés ultérieurement pourraient donc présenter des différences par rapport à ces estimations.

Présentation des comptes consolidés

Le bilan consolidé est présenté sous la forme Courant / Non Courant. Sont considérés comme courants les actifs et passifs directement liés au cycle d'exploitation, à l'exception de la provision CASA et de la part à plus d'un an des dettes financières, qui sont classées en passifs non courants.

Le compte de résultat consolidé est présenté par nature.

Le résultat opérationnel regroupe l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en-cours de cession et de l'impôt.

Le résultat opérationnel est composé de deux parties distinctes : le « résultat opérationnel courant » et les « autres produits et charges non courants ». Seuls les éléments inhabituels significatifs sont inscrits en « autres produits et charges non courants ».

B/ PRINCIPES ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

• B1 Choix des sociétés et méthodes de consolidation

Participation dans les filiales

Les sociétés contrôlées directement ou indirectement de manière exclusive sont consolidées par intégration globale si leur importance relative le justifie.

Participation dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles DASSAULT AVIATION

exerce directement ou indirectement une influence notable sont consolidées par mise en équivalence si leur importance relative le justifie.

En 2006 et 2007, le Groupe n'a pas de participation significative de ce type.

Participation dans les coentreprises

Les sociétés dans lesquelles DASSAULT AVIATION partage le contrôle avec d'autres parties sont consolidées par intégration proportionnelle si leur importance relative le justifie.

En 2006 et 2007, le Groupe n'a pas de participation significative de ce type.

Seuils de consolidation pour les sociétés contrôlées ou dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable

Pour l'application du facteur d'importance relative, une société est incluse dans la consolidation si tous les critères suivants sont remplis :

- total du bilan supérieur à 2% de celui du Groupe,
- chiffre d'affaires supérieur à 2% de celui du Groupe,
- montant des capitaux propres supérieur à 3% de ceux du Groupe.

Éliminations des opérations internes au Groupe

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, ainsi que les résultats internes non réalisés, compris dans l'actif immobilisé, dans les stocks et les en-cours des sociétés consolidées.

• B2 Dates de clôture

Toutes les sociétés consolidées clôturent leur exercice social au 31 décembre.

• B3 Conversion des comptes annuels des filiales hors zone euro

Les comptes annuels des filiales hors zone euro sont convertis en euros de la manière suivante :

- actifs et passifs au cours de clôture,
- compte de résultat au taux moyen.

La différence de conversion est incluse dans les capitaux propres et n'affecte pas le résultat.

C/ PRINCIPES D'ÉVALUATION

• C1 Écarts d'acquisition (IFRS 3)

DASSAULT AVIATION a choisi de ne pas retraiter de façon rétrospective les écarts d'acquisition antérieurs au 1er janvier 2004. En conséquence, les écarts d'acquisition à cette date correspondent à la valeur nette des amortissements antérieurement pratiqués.

Depuis le 1er janvier 2004, en conformité avec la norme IFRS 3, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis. Ils font l'objet de tests de perte de valeur, selon la méthode décrite dans le paragraphe C5, à

chaque clôture annuelle ainsi qu'à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

• C2 Principes de comptabilisation et d'amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (IAS 16 et 38)

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production (hors frais financiers), diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Chacun des composants identifiés d'une immobilisation fait l'objet d'une comptabilisation et d'amortissements séparés.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sans déduction d'une valeur résiduelle, à l'exception des avions.

Les durées d'amortissement retenues sont fonction des durées d'utilité estimées des actifs. Ces dernières sont revues à chaque arrêté pour les actifs immobilisés significatifs.

La durée d'utilité initiale est prolongée ou réduite si les conditions d'utilisation du bien le justifient.

Les frais de développement sont activés s'ils satisfont à l'ensemble des trois critères déterminants pour le Groupe : faisabilité technique, faisabilité économique et fiabilité de l'information relative au coût. Ils devront dégager de façon probable des avantages économiques futurs clairement identifiables et liés à un produit spécifique. Leur amortissement est fonction du nombre d'avions livrés dans l'année, rapporté à une estimation du nombre d'avions à livrer au titre du programme (y compris ceux de l'année).

• C3 Durées d'utilité

Les durées d'utilité s'établissent comme suit :

| | |
|---|--|
| Logiciels | 3-4 ans |
| Frais de développement | fonction du nombre d'unités à produire |
| Bâtiments industriels | 25-30 ans |
| Immeubles de bureau | 25-35 ans |
| Agencements et aménagements | 7-15 ans |
| Installations techniques, matériel et outillage | 3-15 ans |
| Avions | en moyenne 10 ans |
| Matériel roulant | 4-5 ans |
| Autres immobilisations corporelles | 3-8 ans |
| Biens d'occasion | au cas par cas |

Comptes Consolidés

• C4 Décomptabilisation des immobilisations incorporelles et corporelles

Tout gain ou perte constaté lors de la décomptabilisation d'un actif (différence entre le produit net de cession et la valeur comptable) est inclus dans le compte de résultat l'année de sa sortie.

• C5 Perte de valeur et valeur recouvrable des actifs non courants

En application de l'IAS 34, le Groupe apprécie lors de chaque rapport financier s'il existe un indice de perte de valeur et effectue un test de dépréciation à chaque clôture annuelle ou dès qu'un indice de perte de valeur est détecté lors d'un rapport financier intermédiaire.

Ces indices de perte de valeur comprennent, notamment, des changements significatifs défavorables, présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique (débouchés commerciaux, sources d'approvisionnement, évolution d'indices ou de coûts,...) ou les hypothèses ou objectifs retenus par le Groupe (études de rentabilité, carnet de commandes, évolution de la réglementation).

Le Groupe déprécie les immobilisations corporelles et incorporelles (y compris les écarts d'acquisition) d'une unité génératrice de trésorerie lorsque la valeur nette comptable de ses actifs est supérieure à sa valeur recouvrable pour l'écart ainsi constaté.

Chaque société du périmètre de consolidation constitue une unité génératrice de trésorerie car c'est le plus petit ensemble ayant des entrées de trésorerie indépendantes et cernables.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie correspond, en l'absence de valeur de marché, à sa valeur d'utilité après impôts, calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec un taux d'actualisation après impôts de 8,8% (contre 8,3% au 31.12.2006) et un taux de croissance de 2% (idem 31.12.2006). Le taux d'actualisation retenu intègre les taux en vigueur dans le secteur aéronautique. Les flux après impôts sont projetés sur une période de cinq ans et la méthode tient compte d'une valeur terminale.

• C6 Contrats de location financement

Lorsque le Groupe finance l'acquisition d'une immobilisation corporelle significative par un contrat de type « crédit-bail », sa valeur est portée en immobilisation et amortie selon le mode et la durée décrits ci-dessus. L'endettement correspondant figure au passif.

• C7 Titres et autres actifs financiers non courants

Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur qui correspond au prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

Ils relèvent de deux catégories :

C7-1 Prêts et créances

Ils se composent principalement de dépôts de garantie et de prêts accordés au personnel dans le cadre du prêt logement.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti (coût historique diminué des remboursements). Les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur historique.

C7-2 Actifs disponibles à la vente

Ils correspondent essentiellement à des placements de trésorerie sous forme de valeurs mobilières de placement et à des titres de participation non consolidés que le Groupe n'a pas l'intention de céder à court terme. Ils sont inscrits dans le poste « titres disponibles à la vente ».

Ils sont comptabilisés à leur juste valeur. Les plus ou moins-values latentes nettes des impôts différés applicables sont constatées directement dans les capitaux propres (réserves d'évaluation des instruments financiers).

Pour les actifs cotés (valeurs mobilières et titres de participation), la juste valeur correspond au cours de marché à la date d'arrêté des comptes.

Pour les titres de participation non cotés, la juste valeur correspond à la quote-part de situation nette s'il n'y a pas de plus-value latente significative. Elle est calculée sur la base des états financiers les plus récents disponibles au moment de l'arrêté des comptes.

Dès que ces actifs sont vendus ou que leur valeur est définitivement altérée, la plus ou moins-value cumulée antérieurement constatée dans les capitaux propres est incluse dans les « autres produits et charges financiers » du résultat financier pour les valeurs mobilières de placement et en « autres produits et charges non courants » du résultat opérationnel dans le cas des titres de participation.

En cas de cession partielle d'une ligne de titre, la méthode du « premier titre entré, premier titre sorti » est retenue pour déterminer le résultat de cession recyclé des capitaux propres.

• C8 Stocks et travaux en-cours

Les articles entrant en stock de matières premières, produits intermédiaires ou produits finis sont évalués en coût d'acquisition pour les articles achetés et en coût de production pour les articles fabriqués. Les sorties de stocks sont valorisées au prix moyen pondéré, à l'exception des avions qui sont sortis à leur coût d'acquisition.

Les travaux en-cours sont évalués en coût de production et ne comprennent pas de frais financiers.

Les stocks et travaux en-cours sont dépréciés si leur valeur nette de réalisation est inférieure à leur valeur constatée dans les comptes. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

• C9 Créances

Les créances en devises sont converties en monnaie nationale sur la base du cours de clôture, les écarts constatés étant enregistrés en résultat opérationnel.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

La valeur recouvrable d'une créance est estimée en prenant en considération la nature du client, ainsi que l'historique des règlements.

En cas de risque de défaillance du client, la créance est dépréciée à hauteur du risque estimé pour la

part non couverte par une assurance crédit (Coface ou sûretés réelles).

Les créances non dépréciées sont des créances récentes et sans risques de crédit significatif.

• C10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie, comptabilisé à l'actif du bilan, est constitué des disponibilités, des dépôts à vue et des équivalents de trésorerie.

Les équivalents de trésorerie sont des valeurs mobilières de placement répondant aux critères de la norme IAS 7 : placements à court terme, aisément convertibles en un montant connu de liquidités et non soumis à des risques significatifs de variation de valeur.

Elles sont initialement comptabilisées au coût d'acquisition, puis évaluées à leur juste valeur, correspondant, pour ces valeurs cotées, au cours de marché à la date d'arrêté des comptes. La variation de juste valeur est inscrite dans le résultat financier, en coût de l'endettement financier net.

Les produits ou charges nets de cession sont constatés dans le résultat financier, en coût de l'endettement financier net.

• C11 Provisions pour risques et charges

Coût des départs à la retraite et médailles du travail :

Les engagements envers le personnel en matière de coût des départs à la retraite et médailles du travail sont provisionnés pour les obligations restant à courir. Ils sont estimés pour l'ensemble du personnel sur la base des droits courus et d'une projection des salaires actuels, avec la prise en compte du risque de mortalité, de la rotation des effectifs, et d'une hypothèse d'actualisation.

Les écarts actuariels ou analysés comme tels sont intégralement comptabilisés en résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

Autres provisions pour risques et charges :

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est amené à consentir à ses clients des garanties de fonctionnement sur les matériels livrés.

Comptes Consolidés

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir la quote-part de charges futures jugées probables au titre de ces engagements.

Ces provisions sont déterminées sur la base de dossiers techniques ou sur une base statistique.

• C12 Dettes

Les dettes en devises sont converties en monnaie nationale sur la base du cours de clôture, les écarts constatés étant enregistrés en résultat opérationnel.

• C13 Actualisation des créances, dettes et provisions

Le Groupe n'ayant aucune créance ou dette significative avec différé de paiement important sans intérêt, il n'y a pas lieu de procéder à une actualisation de ces postes.

La provision relative au coût des départs à la retraite et prestations assimilées est actualisée suivant la norme IAS 19.

Les autres provisions sont évaluées, de fait, en valeur actuelle.

Conformément aux prescriptions des normes IFRS, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

• C14 Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour se couvrir contre les risques de change liés à l'exploitation.

Ces risques résultent essentiellement des ventes réalisées en dollars US. Les flux de trésorerie futurs correspondants sont partiellement couverts par des opérations de change à terme fermes ou optionnelles.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments dérivés sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition. Ils sont évalués par la suite à leur juste valeur calculée sur la base du prix du marché communiqué par les organismes financiers concernés.

Le Groupe applique la comptabilisation de couverture pour ses opérations de change suivant les critères définis par la norme IAS 39 :

- les variations de juste valeur de l'instrument de couverture sont comptabilisées, nettes d'impôt, en capitaux propres, à l'exception des éventuelles variations correspondant à la part non efficace de la couverture comptabilisées en résultat opérationnel,
- lorsque le flux de trésorerie est encaissé, le profit ou la perte lié à l'instrument de couverture est constaté en résultat opérationnel.

Si un instrument dérivé, choisi pour l'efficacité de la couverture économique qu'il procure au Groupe, ne remplit pas les conditions requises par la norme pour la comptabilité de couverture, les variations de sa juste valeur sont comptabilisées dans le résultat financier.

• C15 Constatation du chiffre d'affaires et des résultats

C15-1 Reconnaissance du chiffre d'affaires et résultat opérationnel

Les produits des ventes de biens sont comptabilisés lors du transfert à l'acquéreur des risques et avantages de la propriété. En règle générale, il s'agit du transfert de propriété pour le Groupe.

Les prestations de services sont constatées à l'avancement selon les étapes convenues au contrat. Les résultats sont constatés au fur et à mesure de cet avancement s'ils peuvent être déterminés de façon fiable. Les éventuelles pertes à terminaison sont comptabilisées dès qu'elles sont connues.

C15-2 Résultat financier

Le résultat financier est principalement constitué :

- des plus ou moins values latentes sur valeurs mobilières de placement équivalents de trésorerie,
- des produits de cession de valeurs mobilières de placement,
- des dividendes perçus, comptabilisés lorsque le Groupe - actionnaire - est en droit d'en percevoir le paiement,
- des frais financiers, essentiellement ceux liés aux intérêts versés sur le compte courant de participation du personnel.

• C16 Imposition différée

Les impôts différés sont calculés par société pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur valeur fiscale.

Dans le cadre des règles définies par la norme IAS 12, les actifs d'impôts ne sont constatés, société par société, que dans la mesure où les bénéfices futurs estimés sont suffisants pour couvrir ces actifs et où leur échéance n'est pas supérieure à dix ans.

Les éventuels impôts de distribution dus au titre des dividendes proposés par les filiales sont provisionnés.

Les retraitements liés aux contrats de location de financement donnent lieu à des impôts différés.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt locaux (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés à la date de clôture.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

Les impôts différés actifs et passifs sont, pour la présentation au bilan, compensés par société.

D/ INFORMATION SECTORIELLE

DASSAULT AVIATION retient un secteur d'activité, l'aéronautique, sans distinction géographique, pour l'information sectorielle prévue par les normes IFRS.

En effet, DASSAULT AVIATION considère que ses produits militaires et civils présentent des caractéristiques comparables en matière de :

- conception, développement, fabrication et maintenance,
- vente et distribution,
- politique d'établissement des prix de vente qui conduit à des performances économiques proches,

et que leur marché ne présente pas de caractéristiques géographiques particulières.

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 2

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société DASSAULT AVIATION et des filiales suivantes :

| Nom | Pays | % intérêts des capitaux propres (identique à % contrôle) | |
|--|------------|---|--------------|
| | | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
| <u>Consolidées par intégration globale</u> | | | |
| DASSAULT AVIATION | France | Consolidante | Consolidante |
| DASSAULT FALCON JET | États-Unis | 100 | 100 |
| DASSAULT FALCON SERVICE | France | 100 | 100 |
| DASSAULT PROCUREMENT SERVICES | États-Unis | 100 | 100 |
| SOGITEC INDUSTRIES | France | 100 | 100 |
| | | | |
| <u>Consolidées par mise en équivalence</u> | | | |
| DASSAULT INTERNATIONAL INC (USA) | États-Unis | 100 | 100 |

ÉLÉMENT 3

ÉCARTS D'ACQUISITION

| (en milliers d'euros) | 31.12.2006 | AUTRES MOUVEMENTS | ACQUISITIONS | CESSIONS | 31.12.2007 |
|------------------------------------|------------|----------------------|--------------|----------|------------|
| DASSAULT FALCON SERVICE | 3 702 | 0 | 0 | 0 | 3 702 |
| DASSAULT PROCUREMENT SERVICES | 5 887 | 0 | 0 | 0 | 5 887 |
| SOGITEC INDUSTRIES | 4 777 | 0 | 0 | 0 | 4 777 |
| TOTAL DES ÉCARTS D'ACQUISITION (1) | 14 366 | 0 | 0 | 0 | 14 366 |

(1) acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises.

NOTA : les tests effectués au titre de l'IAS 36 n'indiquant aucune perte de valeur, aucune provision pour dépréciation des écarts d'acquisition n'a été constatée.

ÉLÉMENT 4

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

| (en milliers d'euros) | 31.12.2006 | AUTRES MOUVEMENTS | ACQUISITIONS DOTATIONS | CESSIONS REPRISES | 31.12.2007 |
|--|---------------|----------------------|---------------------------|----------------------|---------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | |
| Valeur brute | | | | | |
| Coûts de développement | 126 880 | 0 | 10 600 | 0 | 137 480 |
| Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires | 75 344 | -197 | 2 697 | -3 469 | 74 375 |
| Immobilisations en-cours ; avances et acomptes | 1 514 | -1 | 988 | 0 | 2 501 |
| | 203 738 | -198 | 14 285 | -3 469 | 214 356 |
| Amortissements | | | | | |
| Coûts de développement | -65 580 | 0 | -7 600 | 0 | -73 180 |
| Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires | -67 802 | 296 | -3 422 | 3 469 | -67 459 |
| | -133 382 | 296 | -11 022 | 3 469 | -140 639 |
| Valeur nette | | | | | |
| Coûts de développement | 61 300 | | | | 64 300 |
| Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires | 7 542 | | | | 6 916 |
| Immobilisations en-cours ; avances et acomptes | 1 514 | | | | 2 501 |
| TOTAL | 70 356 | 98 | 3 263 | 0 | 73 717 |

Coûts de développement :

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 38 sur les coûts de développement, le Groupe détermine la part du développement de ses programmes qui répond aux critères de capitalisation. Ces critères sont au nombre de trois : faisabilité technique, faisabilité économique et fiabilité de l'information relative au coût. Ils doivent tous être remplis pour que les dépenses d'un programme soient immobilisables. L'immobilisation devra dégager de façon probable des avantages économiques futurs clairement identifiables et attribuables à un produit spécifique.

En pratique pour le Groupe :

- le critère technique est rempli lorsque le délai de validation des résultats après le premier vol est écoulé sans que le projet n'ait été remis en cause,
- le critère économique est validé par les prises de commande ou options obtenues le jour où le critère technique est réputé satisfait,
- le critère de fiabilité de l'information financière est rempli sur les programmes importants car le système d'information permet de distinguer les phases de recherche et de développement. Si la distinction ne peut être faite, comme c'est le cas sur des petits développements (par exemple : modification, amélioration,...), les coûts ne sont pas immobilisés.

Les immobilisations sont valorisées au coût de production. Elles sont amorties sur une évaluation des unités à produire.

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 4 (suite)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

| (en milliers d'euros) | 31.12.2006 | AUTRES MOUVEMENTS | ACQUISITIONS DOTATIONS | CESSIONS REPRISES | 31.12.2007 |
|---|----------------|----------------------|---------------------------|----------------------|----------------|
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | |
| Valeur brute | | | | | |
| Terrains | 25 572 | 18 | 503 | -6 | 26 087 |
| Constructions | 321 606 | -5 824 | 12 758 | -3 075 | 325 465 |
| Location financement (constructions) | 3 150 | 0 | 0 | 0 | 3 150 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 486 530 | -2 233 | 23 421 | -28 775 | 478 943 |
| Autres immobilisations corporelles | 205 831 | -1 166 | 29 687 | -28 375 | 205 977 |
| Immobilisations en-cours ; avances et acomptes | 8 711 | -6 654 | 13 025 | -423 | 14 659 |
| | 1 051 400 | -15 859 | 79 394 | -60 654 | 1 054 281 |
| Amortissements | | | | | |
| Terrains | -3 407 | 0 | -406 | 6 | -3 807 |
| Constructions | -144 951 | 1 887 | -15 942 | 2 681 | -156 325 |
| Location financement (constructions) | -2 392 | 0 | -158 | 0 | -2 550 |
| Installations techniques, matériel et outillage | -384 970 | 2 145 | -25 906 | 28 017 | -380 714 |
| Autres immobilisations corporelles | -95 189 | 1 208 | -12 343 | 8 164 | -98 160 |
| | -630 909 | 5 240 | -54 755 | 38 868 | -641 556 |
| Valeur nette | | | | | |
| Terrains | 22 165 | | | | 22 280 |
| Constructions | 176 655 | | | | 169 140 |
| Location financement (constructions) | 758 | | | | 600 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 101 560 | | | | 98 229 |
| Autres immobilisations corporelles | 110 642 | | | | 107 817 |
| Immobilisations en-cours ; avances et acomptes | 8 711 | | | | 14 659 |
| TOTAL | 420 491 | -10 619 | 24 639 | -21 786 | 412 725 |

Tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Le Groupe apprécie lors de chaque rapport financier au sens IFRS (IAS 34) s'il existe un indice de perte de valeur et effectue un test de dépréciation à chaque clôture annuelle ou dès qu'un indice de perte de valeur est détecté lors d'un rapport financier intermédiaire. Il déprécie la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris les écarts d'acquisition) d'une unité génératrice de trésorerie lorsque la valeur nette comptable de ses actifs est supérieure à sa valeur recouvrable.

Chaque société du périmètre de consolidation constitue une unité génératrice de trésorerie car c'est le plus petit ensemble ayant des entrées de trésorerie indépendantes et cernables.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie correspond, en l'absence de valeur de marché, à sa valeur d'utilité après impôts, calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec un taux d'actualisation après impôts de 8,8% (8,3% au 31.12.2006) et un taux de croissance de 2% (idem au 31.12.2006). Le taux d'actualisation retenu intègre les taux en vigueur dans le secteur aéronautique.

Le montant de la dépréciation est égal à l'écart constaté entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable. Les tests de dépréciation réalisés n'ont mis en évidence aucune dépréciation à enregistrer au 31.12.2007.

ÉLÉMENT 5

ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

Le Groupe détient 100% de la société DASSAULT INTERNATIONAL INC. (États-Unis d'Amérique). Il s'agit d'une société holding, dont DFJ constitue la seule détention (à hauteur de 12,53%). Elle est consolidée par mise en équivalence et non par intégration globale car ses actifs et passifs, autres que les titres DFJ, ont une valeur négligeable.

Le tableau suivant résume les informations concernant l'investissement dans DASSAULT INTERNATIONAL INC. :

| (en milliers d'euros) | |
|--------------------------------------|-------|
| Évolution de la valeur d'équivalence | |
| Au 31.12.2006 | 4 589 |
| Quote-part du résultat net | 152 |
| Change | -495 |
| Au 31.12.2007 | 4 246 |

TITRES DISPONIBLES A LA VENTE

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent en particulier des placements de trésorerie du Groupe sous forme de valeurs mobilières de placement. A noter que d'autres valeurs mobilières de placement sont regroupées sous la rubrique « équivalents de trésorerie » (cf. Élément 8). L'analyse des risques relatifs à l'ensemble des titres disponibles à la vente du Groupe est décrite à l'Élément 24 de la présente annexe.

| (en milliers d'euros) | 31.12.2006 | AUTRES MOUVEMENTS | VARIATION DE JUSTE VALEUR | ACQUISITIONS DOTATIONS | CESSIONS REPRISES | 31.12.2007 |
|--|------------|----------------------|---------------------------------|---------------------------|----------------------|------------|
| Valeur brute | | | | | | |
| Actions cotées (EMBRAER) (1) | 122 925 | 0 | -27 916 | 0 | -43 455 | 51 554 |
| Valeurs mobilières de placement (cotées) | 2 622 723 | 0 | 103 104 | 1 006 135 | -175 950 | 3 556 012 |
| Titres non cotés | 55 762 | -463 | | 2 | 0 | 55 301 |
| | 2 801 410 | -463 | 75 188 | 1 006 137 | -219 405 | 3 662 867 |
| Provisions | | | | | | |
| Actions cotées (EMBRAER) | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| Valeurs mobilières de placement (cotées) | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| Titres non cotés | -151 | 16 | | 0 | 0 | -135 |
| | -151 | 16 | 0 | 0 | 0 | -135 |
| VALEUR NETTE | 2 801 259 | -447 | 75 188 | 1 006 137 | -219 405 | 3 662 732 |

(1) Le Groupe a cédé 57,5% des actions EMBRAER qu'il détenait au 31.12.2006 dans le cadre de l'offre publique de vente de titres en février 2007. Cette opération a permis de réaliser une plus-value de 26 millions d'euros - différence entre le prix de cession (69 millions d'euros) et le coût d'acquisition (43 millions d'euros) - incluse dans le bénéfice opérationnel. A l'issue de cette opération, DASSAULT AVIATION détient 0,9% du capital d'EMBRAER. Cela traduit la volonté de DASSAULT AVIATION d'y maintenir sa présence qu'elle considère comme stratégique.

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 5 (suite)

L'évolution de la valeur brute des actions cotées (EMBRAER) s'analyse comme suit :

| (en milliers d'euros) | 31.12.2006 | AUTRES MOUVEMENTS | VARIATION DE JUSTE VALEUR | ACQUISITIONS | CESSIONS | 31.12.2007 |
|-----------------------------|------------|----------------------|---------------------------------|--------------|----------|------------|
| Actions cotées (EMBRAER) | 122 925 | 0 | -27 916 | 0 | -43 455 | 51 554 |
| dont actions cédées en 2007 | 70 682 | 0 | -27 227 | 0 | -43 455 | 0 |
| dont actions conservées | 52 243 | 0 | -689 | 0 | 0 | 51 554 |

En IAS 39, pour les valeurs mobilières de placement disponibles à la vente et les titres EMBRAER, l'écart entre valeur de marché et coût historique est comptabilisé dans un poste spécifique des capitaux propres. La provision sur les titres non cotés demeure dans les réserves.

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | | | 31.12.2006 | | |
|--|------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------------|
| | Valeur au coût historique | Plus ou moins value | Valeur à l'actif consolidé | Valeur au coût historique | Plus ou moins value | Valeur à l'actif consolidé |
| Actions (EMBRAER) | 32 120 | 19 434 | 51 554 | 75 575 | 47 350 | 122 925 |
| Valeurs mobilières de placement (cotées) | 2 728 557 | 827 455 | 3 556 012 | 1 898 372 | 724 351 | 2 622 723 |
| Titres non cotés | 55 301 | -135 | 55 166 | 55 762 | -151 | 55 611 |
| Titres disponibles à la vente | 2 815 978 | 846 754 | 3 662 732 | 2 029 709 | 771 550 | 2 801 259 |

AUTRES ACTIFS FINANCIERS

| (en milliers d'euros) | 31.12.2006 | AUTRES MOUVEMENTS | ACQUISITIONS DOTATIONS | CESSIONS REPRISES | 31.12.2007 |
|---------------------------------|------------|----------------------|---------------------------|----------------------|------------|
| Valeur brute | | | | | |
| Titres détenus jusqu'à échéance | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Loyers versés d'avance | 26 860 | 0 | 2 795 | -492 | 29 163 |
| Prêts logements et autres | 2 203 | -16 | 537 | -385 | 2 339 |
| TOTAL (1) | 29 063 | -16 | 3 332 | -877 | 31 502 |
| Provisions | -152 | 16 | 0 | 0 | -136 |
| VALEUR NETTE | 28 911 | 0 | 3 332 | -877 | 31 366 |

(1) dont à plus d'un an : 30 854 au 31.12.2007 et 28 298 au 31.12.2006.

ÉLÉMENT 6

STOCKS ET TRAVAUX EN-COURS

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | | | 31.12.2006 (NET) |
|----------------------------------|------------------|-----------------|------------------|---------------------|
| | BRUT | PROVISION | NET | |
| Matières premières | 149 970 | -17 585 | 132 385 | 119 465 |
| Travaux en-cours de production | 2 450 132 | -17 344 | 2 432 788 | 2 288 433 |
| Produits intermédiaires et finis | 583 261 | -144 819 | 438 442 | 412 961 |
| TOTAL | 3 183 363 | -179 748 | 3 003 615 | 2 820 859 |

ÉLÉMENT 7

CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | | | 31.12.2006 (NET) |
|------------------------------|----------------|-----------------|----------------|---------------------|
| | BRUT | PROVISION | NET | |
| Clients et comptes rattachés | 536 672 | -167 853 | 368 819 | 321 396 |
| Autres créances | 123 519 | 0 | 123 519 | 114 991 |
| Comptes de régularisation | 8 702 | 0 | 8 702 | 7 160 |
| TOTAL | 668 893 | -167 853 | 501 040 | 443 547 |

ÉCHÉANCIER DES CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES - VALEUR BRUTE

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | | | 31.12.2006 | | |
|------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | TOTAL | Moins d'un an | Plus d'un an | TOTAL | Moins d'un an | Plus d'un an |
| Clients et comptes rattachés | 536 672 | 395 155 | 141 517 | 497 517 | 363 410 | 134 107 |
| Autres créances | 123 519 | 123 519 | 0 | 114 991 | 114 991 | 0 |
| Comptes de régularisation | 8 702 | 8 702 | 0 | 7 160 | 7 160 | 0 |
| TOTAL - VALEUR BRUTE | 668 893 | 527 376 | 141 517 | 619 668 | 485 561 | 134 107 |

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 8

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

TRÉSORERIE NETTE

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | | | 31.12.2006 (NET) |
|--|------------|--------------|-----------|---------------------|
| | BRUT | DÉPRÉCIATION | NET | |
| Valeurs mobilières de placement (1) | 1 057 168 | 0 | 1 057 168 | 1 051 662 |
| Disponibilités | 208 337 | 0 | 208 337 | 132 252 |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A L'ACTIF DU BILAN | 1 265 505 | 0 | 1 265 505 | 1 183 914 |
| - Concours bancaires et soldes créditeurs de banque | -22 831 | 0 | -22 831 | -57 741 |
| = TRÉSORERIE NETTE AU TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE | 1 242 674 | 0 | 1 242 674 | 1 126 173 |

(1) l'analyse des risques correspondante est décrite à l'Élément 24 de la présente annexe.

TRÉSORERIE DISPONIBLE

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--|------------|------------|
| Valeurs mobilières de placement disponibles à la vente (en valeur de marché) (1) | 3 556 012 | 2 622 723 |
| Valeurs mobilières de placement équivalents de trésorerie (en valeur de marché) | 1 057 168 | 1 051 662 |
| Total des valeurs mobilières de placement (en valeur de marché) (2) | 4 613 180 | 3 674 385 |
| + Disponibilités | 208 337 | 132 252 |
| - Emprunts et dettes financières (3) | -262 610 | -302 498 |
| = TRÉSORERIE DISPONIBLE | 4 558 907 | 3 504 139 |

(1) cf. Élément 5.

(2) si le Groupe le décidait, les valeurs mobilières de placement disponibles à la vente pourraient être cédées à très court terme, compte tenu de leur liquidité.

(3) cf. Élément 11.

ÉLÉMENT 9

CAPITAL SOCIAL ET GESTION DU CAPITAL

Le capital social autorisé s'élève à 81 007 milliers d'euros, composé de 10 125 897 actions ordinaires de 8 euros chacune, émises et entièrement libérées. Le nombre et la valeur nominale des actions n'ont pas varié au cours de l'exercice.

Le Groupe ne détient pas d'actions propres et n'a pas attribué à ses salariés et cadres dirigeants d'options d'achat d'actions.

Le Groupe n'ayant pas d'emprunts ni de dettes auprès des établissements de crédit, il n'a pas d'engagements contractuels de respect de ratios d'endettement. Par ailleurs le Groupe distribue régulièrement des dividendes.

ÉLÉMENT 10

IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE CONSOLIDANT GLOBALEMENT LES COMPTES DU GROUPE

| | % contrôle (identique à % intégration) |
|--|---|
| GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT 9, Rond Point des Champs Élysées - Marcel Dassault 75008 Paris | 50,55% |

ÉLÉMENT 11

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 TOTAL | Dont PART A MOINS D'UN AN | Dont PART A PLUS D'UN AN | | |
|---|---------------------|------------------------------|------------------------------|-------------------------------|-------------------|
| | | | Total part à plus d'un an | Dont > à 1 an et < à 5 ans | Dont > à 5 ans |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1) | 22 912 | 22 842 | 70 | 46 | 24 |
| Emprunts auprès des établissements de crédit-bail | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunts et dettes financières diverses (2) | 239 698 | 42 341 | 197 357 | 197 357 | 0 |
| TOTAL | 262 610 | 65 183 | 197 427 | 197 403 | 24 |

| (en milliers d'euros) | 31.12.2006 TOTAL | Dont PART A MOINS D'UN AN | Dont PART A PLUS D'UN AN | | |
|---|---------------------|------------------------------|------------------------------|-------------------------------|-------------------|
| | | | Total part à plus d'un an | Dont > à 1 an et < à 5 ans | Dont > à 5 ans |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1) | 57 841 | 57 760 | 81 | 46 | 35 |
| Emprunts auprès des établissements de crédit-bail | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunts et dettes financières diverses (2) | 244 657 | 32 885 | 211 772 | 211 271 | 501 |
| TOTAL | 302 498 | 90 645 | 211 853 | 211 317 | 536 |

(1) dont concours bancaires courants: 22 831 au 31.12.2007 et 57 741 au 31.12.2006.

(2) les emprunts et dettes financières diverses comprennent essentiellement la participation des salariés bloquée.

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 12

ÉTAT DES PROVISIONS

| Nature des provisions (en milliers d'euros) | 31.12.2006 | Autres (écarts de change, variation de périmètre, etc.) | Augmentations dotations | Diminutions reprises | 31.12.2007 |
|--|----------------|---|-------------------------|----------------------|------------------|
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | | |
| Opérationnels - non courants | 3 014 | 0 | 0 | -3 014 | 0 |
| Opérationnels - courants | 553 360 | -6 392 | 298 412 | -163 004 | 682 376 |
| Financiers | 59 | 0 | 63 | -59 | 63 |
| TOTAL I | 556 433 | -6 392 | 298 475 | -166 077 | 682 439 |
| PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION | | | | | |
| Sur immobilisations financières et valeurs mobilières de placement | 303 | -32 | 0 | 0 | 271 |
| Sur stocks et en-cours | 189 147 | -3 534 | 182 065 | -187 930 | 179 748 |
| Clients et comptes rattachés | 176 121 | -364 | 168 091 | -175 995 | 167 853 |
| TOTAL II | 365 571 | -3 930 | 350 156 | -363 925 | 347 872 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II) | 922 004 | -10 322 | 648 631 | -530 002 | 1 030 311 |

Dont dotations et reprises

| | | |
|-----------------------|----------------|-----------------|
| - opérationnelles (1) | 648 568 | -529 943 |
| - financières | 63 | -59 |
| | <u>648 631</u> | <u>-530 002</u> |

(1) Détail

| | | |
|---|----------------|-----------------|
| Dotation aux provisions | 648 568 | |
| Reprise de provisions | | -526 929 |
| Autres produits et charges non courants | 0 | -3 014 |
| | <u>648 568</u> | <u>-529 943</u> |

ÉLÉMENT 12 (suite)

DÉTAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

| Nature des provisions (en milliers d'euros) | 31.12.2006 | Autres (écarts de change, variation de périmètre, etc.) | Augmentations dotations | Diminutions reprises | 31.12.2007 |
|--|----------------|---|-------------------------|----------------------|----------------|
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | | |
| Prétraitements CASA société mère | 3 014 | 0 | 0 | -3 014 | 0 |
| Opérationnels - non courants (A) | 3 014 | 0 | 0 | -3 014 | 0 |
| TOTAL PROVISIONS NON COURANTES (A) | 3 014 | 0 | 0 | -3 014 | 0 |
| Garantie | 215 922 | -2 248 | 120 276 | -30 006 | 303 944 |
| Prestations de service et travaux restant à réaliser | 117 143 | -3 273 | 108 506 | -97 561 | 124 815 |
| Coûts des départs retraites et médailles du travail | 209 460 | -512 | 64 985 | -30 747 | 243 186 |
| Divers opérationnels | 10 835 | -359 | 4 645 | -4 690 | 10 431 |
| Opérationnels - courants (B) | 553 360 | -6 392 | 298 412 | -163 004 | 682 376 |
| Divers financiers | 59 | 0 | 63 | -59 | 63 |
| Financiers (C) | 59 | 0 | 63 | -59 | 63 |
| TOTAL PROVISIONS COURANTES (B+C) | 553 419 | -6 392 | 298 475 | -163 063 | 682 439 |
| TOTAL (A+B+C) | 556 433 | -6 392 | 298 475 | -166 077 | 682 439 |

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 12 (suite)

DÉTAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- **Provisions pour préretraites CASA :** l'essentiel de ce poste est constitué par des dépenses attendues chez la société mère pour le financement de la période d'inactivité des salariés bénéficiant du plan de préretraites CASA (signé en 2002) jusqu'à l'âge de la retraite.
- **Provisions pour garantie :** les provisions pour garantie sont ajustées pour tenir compte de l'évolution de la flotte en service et des marchés livrés.
- **Provisions pour coûts des départs retraites et médailles du travail :**

Les engagements liés aux coûts des départs retraites et médailles du travail sont calculés s'il y a lieu pour l'ensemble du personnel du Groupe suivant la méthode des unités des crédits projetés. Ils sont provisionnés en totalité pour les obligations restant à courir.

La simulation de la projection de carrière est pondérée par la table de mortalité du code des assurances et par le taux de rotation du personnel constaté (variable suivant l'âge). Le coût de départ est retenu au prorata du nombre d'années d'ancienneté du salarié à la clôture de l'exercice par rapport à son espérance totale d'années de carrière.

➤ Hypothèses retenues :

| | Sociétés françaises | | Sociétés américaines | |
|--|---------------------|-------|----------------------|-------|
| | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 |
| Taux d'inflation | 2,00% | 2,00% | 3,00% | 3,00% |
| Taux d'actualisation | 4,40% | 4,20% | 5,80% | 5,75% |
| Taux moyen pondéré d'augmentation des salaires | 4,15% | 3,60% | 4,23% | 4,25% |

➤ Sociétés françaises :

L'évolution du niveau de provision au cours de la période s'analyse comme suit :

| (en milliers d'euros) | 2007 | 2006 |
|--|---------|---------|
| A l'ouverture de l'exercice | 201 926 | 166 112 |
| Impact changement actuariel | -3 698 | 32 053 |
| Droits supplémentaires et mouvements (entrées/départs) | 42 023 | 3 761 |
| A la clôture de l'exercice | 240 251 | 201 926 |

➤ Sociétés nord américaines :

Aux États-Unis, les engagements de retraites à prestations définies font l'objet d'un financement par capitalisation externe. La part des engagements non couverte par les actifs des fonds est comptabilisée dans les comptes.

La valeur des fonds est de 147 millions de dollars au 31.12.2007, contre 127 au 31.12.2006.

ÉLÉMENT 13

DETTES D'EXPLOITATION

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | | | 31.12.2006 | | |
|---------------------------------|------------|---------------|--------------|------------|---------------|--------------|
| | TOTAL | Moins d'un an | Plus d'un an | TOTAL | Moins d'un an | Plus d'un an |
| Dettes fournisseurs | 733 086 | 733 086 | 0 | 657 556 | 657 556 | 0 |
| Autres dettes diverses | 120 719 | 120 719 | 0 | 93 577 | 93 577 | 0 |
| Comptes de régularisation | 50 344 | 29 900 | 20 444 | 43 143 | 21 865 | 21 278 |
| Dettes fournisseurs et diverses | 904 149 | 883 705 | 20 444 | 794 276 | 772 998 | 21 278 |
| Dettes fiscales et sociales | 274 299 | 272 568 | 1 731 | 250 656 | 248 059 | 2 597 |

ÉLÉMENT 14

AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | | | 31.12.2006 | | |
|---|------------|---------------|--------------|------------|---------------|--------------|
| | TOTAL | Moins d'un an | Plus d'un an | TOTAL | Moins d'un an | Plus d'un an |
| Avances et acomptes reçus sur commandes | 3 589 685 | 2 229 175 | 1 360 510 | 2 902 993 | 1 836 548 | 1 066 445 |
| TOTAL | 3 589 685 | 2 229 175 | 1 360 510 | 2 902 993 | 1 836 548 | 1 066 445 |

Il s'agit d'avances et acomptes reçus sur des biens et services non encore facturés.

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 15

CHIFFRE D'AFFAIRES

| (en milliers d'euros) | 2007 | | | 2006 | | |
|-----------------------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | France | Export | TOTAL | France | Export | TOTAL |
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 959 859 | 3 124 882 | 4 084 741 | 1 093 913 | 2 208 333 | 3 302 246 |

ÉLÉMENT 16

AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ

| (en milliers d'euros) | 2007 | 2006 |
|---|--------|--------|
| Revenus financiers de nature opérationnelle (1) | 4 593 | 3 631 |
| Production immobilisée (2) | 10 796 | 31 434 |
| Subventions d'exploitation | 118 | 271 |
| Transferts de charges | 103 | 9 |
| Autres produits d'exploitation | 7 142 | 13 395 |
| TOTAL | 22 752 | 48 740 |

(1) intérêts moratoires.

(2) dont frais de développement immobilisés : 10 600 31 200

ÉLÉMENT 17

AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

| (en milliers d'euros) | 2007 | 2006 |
|--|--------|--------|
| Résultat de cessions d'éléments d'actifs immobilisés | -884 | -1 003 |
| Pertes et gains de change relatifs à des opérations commerciales (1) | -3 455 | -601 |
| Résultat d'opérations de gestion | -64 | -29 |
| Autres charges d'exploitation | -240 | -224 |
| Quote-part de résultats sur opérations faites en commun | 1 321 | 920 |
| TOTAL | -3 322 | -937 |

(1) notamment pertes et gains de change sur comptes clients et fournisseurs ; celles relatives aux opérations de couverture sont, elles, comptabilisées en chiffre d'affaires.

ÉLÉMENT 18

FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de Recherche et Développement non activées sont enregistrées en charge dans l'exercice au cours duquel elles sont constatées et représentent :

| (en milliers d'euros) | 2007 | 2006 |
|---------------------------------------|----------|----------|
| CHARGES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT | -254 428 | -251 227 |

La stratégie et les axes d'efforts du Groupe en matière de Recherche et Développement sont décrits dans le rapport de gestion.

ÉLÉMENT 19

AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

| (en milliers d'euros) | 2007 | 2006 |
|-----------------------------|--------|--------|
| Coûts CASA constatés | -3 014 | -9 531 |
| Reprise de provision CASA | 3 014 | 9 531 |
| Résultat de cession EMBRAER | 26 401 | 0 |
| TOTAL | 26 401 | 0 |

ÉLÉMENT 20

RÉSULTAT FINANCIER

| (en milliers d'euros) | 2007 | 2006 |
|--|---------|--------|
| Intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie | 49 215 | 31 846 |
| Résultat de cession et variation de juste valeur d'équivalents de trésorerie | 18 895 | 15 775 |
| Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | 68 110 | 47 621 |
| Charges d'intérêts sur opérations de financement | -11 264 | -9 014 |
| Coût de l'endettement financier brut | -11 264 | -9 014 |
| COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET | 56 846 | 38 607 |
| Dividendes et autres produits de participation | 3 229 | 4 121 |
| Produits d'intérêts et produits de cession des autres actifs financiers (hors trésorerie et équivalents de trésorerie) | 1 410 | 2 204 |
| Gain de change | 183 | 0 |
| Produits financiers | 4 822 | 6 325 |
| Dépréciation de titres non consolidés | 0 | 0 |
| Autres charges financières | -63 | -59 |
| Charges financières | -63 | -59 |
| AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS | 4 759 | 6 266 |
| RÉSULTAT FINANCIER | 61 605 | 44 873 |

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 21

SITUATION FISCALE

(en milliers d'euros)

| EFFET NET DES IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT | 2007 | 2006 |
|--------------------------------------|----------|----------|
| Charges d'impôts courants | -208 361 | -145 047 |
| Impôts différés | 25 513 | 9 534 |
| TOTAL | -182 848 | -135 513 |

| EFFET NET DES IMPÔTS SUR LA RÉSERVE D'ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DES CAPITAUX PROPRES | 2007 | 2006 |
|--|---------|---------|
| Sur les couvertures de flux de trésorerie | 5 758 | -32 525 |
| Sur les actifs financiers disponibles à la vente | -31 311 | -26 142 |
| CHARGE D'IMPÔT IMPUTÉE SUR LES CAPITAUX PROPRES | -25 553 | -58 667 |

| RAPPROCHEMENT ENTRE LA CHARGE D'IMPÔT THÉORIQUE ET CELLE COMPTABILISÉE | 2007 | 2006 |
|--|----------|----------|
| - Impôt théorique au taux en vigueur (1) | -194 527 | -143 435 |
| - Impact des différences de taux d'impôts étrangers et impôts différés | -3 083 | -788 |
| - Incidence de la variation de charges et recettes non fiscalisées | 14 762 | 8 710 |
| - Impôt comptabilisé | -182 848 | -135 513 |

(1) 34,43% en 2007 (idem 2006).

ÉLÉMENT 21 (suite)

SITUATION FISCALE

| SOURCES D'IMPÔTS DIFFÉRÉS | Bilan consolidé | | Compte de résultat consolidé | |
|--|-----------------|-----------------|------------------------------|--------------|
| | 31.12.2007 | 31.12.2006 | 2007 | 2006 |
| Actifs d'impôt différé | | | | |
| Décalages temporaires sur provisions (participation, retraite,...) | 3 396 | 2 471 | 925 | 748 |
| Écritures de consolidation et divers (1) | 6 656 | 4 047 | 2 869 | 1 510 |
| Réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente et autres valeurs mobilières de placement | -356 | -326 | -31 | -101 |
| Réévaluation à la juste valeur des contrats de change (couvertures de flux de trésorerie) | 306 | 202 | | |
| TOTAL IMPÔT DIFFÉRÉ ACTIF (2) | 10 002 | 6 394 | | |
| Passifs d'impôt différé | | | | |
| Décalages temporaires sur provisions (participation, retraite,...) | 118 630 | 84 071 | 21 016 | 11 224 |
| Écritures de consolidation et divers (1) | -56 792 | -58 693 | 1 428 | -3 973 |
| Réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente et autres valeurs mobilières de placement | -2 915 | -7 102 | -631 | 126 |
| Réévaluation à la juste valeur des contrats de change (couvertures de flux de trésorerie) | -175 895 | -181 486 | -63 | |
| TOTAL IMPÔT DIFFÉRÉ PASSIF (2) | -116 972 | -163 210 | | |
| CHARGE D'IMPÔT DIFFÉRÉ | | | 25 513 | 9 534 |

(1) retraitement des provisions fiscales, marges internes, frais de développement immobilisés.

(2) l'échéancier des impôts différés n'est pas établi car certaines bases d'imposition différée ne peuvent être ventilées par année de façon pertinente.

| ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS | 2007 | 2006 |
|--|--------|--------|
| - Solde actif d'impôts différés non pris en compte | 62 871 | 49 509 |

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 22

RÉSULTAT PAR ACTION

| RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE | 2007 | 2006 |
|---|------------|------------|
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires (en milliers d'euros) (1) | 382 278 | 281 224 |
| Nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation | 10 125 897 | 10 125 897 |
| Bénéfice par action de base (en euros) | 37,8 | 27,8 |

(1) le résultat net est intégralement attribuable au résultat des activités poursuivies (pas d'abandon d'activités).

Cette information se calcule en divisant le résultat net distribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe et détenues comme actions propres.

Le Groupe ne détenant pas d'actions propres et n'ayant pas de plans d'options d'achat d'actions en vertu desquels des options de souscription d'actions de la société auraient été accordées à certains salariés et cadres dirigeants, le résultat par action dilué est identique au résultat de base.

ÉLÉMENT 23

DIVIDENDES PAYÉS ET PROPOSÉS

| (en milliers d'euros) | 2007 | 2006 |
|---|------------|---------|
| <u>Décidés et payés dans l'année</u> | | |
| Dividendes sur les actions ordinaires | | |
| - Dividendes définitifs pour 2006 : 7,4 euros par action (2005 : 9,9) | 74 932 | 100 246 |
| - Dividendes provisoires pour 2007 | sans objet | |
| <u>Proposé pour approbation à l'Assemblée Générale</u> | | |
| (non reconnus comme un passif au 31 décembre) : | | |
| Dividendes sur les actions ordinaires | | |
| - Dividendes proposés pour 2007 : 10,6 euros par action (2006 : 7,4) | 107 335 | |

ÉLÉMENT 24

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

NATURES, ÉTENDUE ET GESTION DES RISQUES

RISQUES DE LIQUIDITÉ ET TRÉSORERIE

Le Groupe n'a pas de risque significatif sur ses dettes financières et sur ses valeurs mobilières de placement (disponibles à la vente ou équivalents de trésorerie). Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est en effet constitué essentiellement de placements monétaires à court terme :

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | | | |
|---|---------------------------|------------|----------------------------|------|
| | Valeur au coût historique | Plus value | Valeur à l'actif consolidé | En % |
| Disponibilités, placements monétaires, dépôts à terme | 3 892 537 | 830 465 | 4 723 002 | 98% |
| Placements diversifiés (référence AMF, majoritairement monétaires) | 90 851 | 7 664 | 98 515 | 2% |
| Total valeurs mobilières de placement (disponibles à la vente et équivalents de trésorerie) et disponibilités | 3 983 388 | 838 129 | 4 821 517 | 100% |

La trésorerie ainsi que le portefeuille de valeurs mobilières de placement disponibles à la vente permettent au Groupe de faire face à ses engagements sans risque de liquidité.

RISQUES DE CRÉDIT

Le Groupe réalise ses opérations de trésorerie et de change avec des organismes financiers reconnus.

Le Groupe limite les risques liés au défaut des contreparties clients en réalisant la majorité de ses ventes au comptant et en faisant garantir par la COFACE ou par des sûretés réelles les crédits accordés. Le montant des garanties COFACE et des sûretés réelles obtenues et non exercées à la clôture figurent dans le tableau des engagements financiers hors bilan (cf. Élément 25). Le risque de fabrication est aussi garanti auprès de la COFACE pour les contrats militaires exports significatifs.

Compte tenu de la méthode de dépréciation des créances clients décrite au paragraphe C9 des principes comptables, la part à risque des créances échues non dépréciées à la clôture est non significative.

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 24 (suite)

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

RISQUES DE MARCHÉ

- RISQUES DE CHANGE

- ✓ PORTEFEUILLE DE COUVERTURES

Le Groupe a un risque de change sur la vente des FALCON qui sont pour la quasi-totalité libellés en dollars US. Le Groupe, au travers de la Société Mère, est exposé à un risque de change, une part des dépenses de la Société Mère étant encourue en euros.

La Société Mère couvre partiellement ce risque en utilisant des contrats de vente à terme et le cas échéant des options de change.

Elle ne couvre ses flux nets de trésorerie futurs que s'ils sont reconnus hautement probables et de manière partielle. Elle s'assure ainsi que les premières rentrées de trésorerie futures seront suffisantes pour exercer les couvertures de change mises en place. Le montant de la couverture peut être ajusté en fonction de l'évolution dans le temps des flux nets attendus.

Une analyse de sensibilité a été réalisée afin de déterminer l'impact d'une variation du cours du dollar US par rapport à l'euro de plus ou moins 10 centimes.

| VALEUR DE MARCHÉ DU PORTEFEUILLE (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | | 31.12.2006 | |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| Position nette au bilan | 512 715 | | 526 530 | |
| Cours du dollar à la clôture | 1 euro = 1,4721 dollar | | 1 euro = 1,3170 dollar | |
| Variation du cours du dollar à la clôture | 1 euro = 1,5721 dollar | 1 euro = 1,3721 dollar | 1 euro = 1,4170 dollar | 1 euro = 1,2170 dollar |
| Variation de la position nette au bilan | +110 100 | -114 230 | +106 010 | -124 240 |

- ✓ TITRES EMBRAER

La Société Mère du Groupe détient des titres de la société EMBRAER. Cette dernière est cotée sur le marché brésilien. Elle est valorisée en euros dans les comptes du Groupe sur la base de sa valeur de marché à la clôture, en réal brésilien, convertie en euro. La valeur des titres peut donc, en particulier, fluctuer en fonction de la parité de ces deux devises.

Une analyse de sensibilité a été réalisée afin de déterminer l'impact sur la réserve spéciale d'évaluation des instruments financiers d'une variation du cours du réal brésilien par rapport à l'euro de plus ou moins 10 centimes.

| VALEUR DE MARCHÉ DES TITRES EMBRAER DETENUS PAR LE GROUPE (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | | 31.12.2006 | |
|---|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Position nette au bilan | 51 554 | | 122 925 | |
| Cours du réal à la clôture | 1 euro = 2,6075 réals | | 1 euro = 2,8157 réals | |
| Variation du cours du réal à la clôture | 1 euro = 2,7075 réals | 1 euro = 2,5075 dollar | 1 euro = 2,9157 réals | 1 euro = 2,7157 réals |
| Variation de la position nette au bilan | -1 904 | + 2 056 | -4 216 | + 4 526 |

ÉLÉMENT 24 (suite)

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

• AUTRES RISQUES

Le Groupe est soumis à un risque de prix lié à la fluctuation du cours des titres EMBRAER. Une analyse de sensibilité a été réalisée afin de déterminer l'impact sur la réserve spéciale d'évaluation des instruments financiers d'une variation de plus ou moins 10% du cours des titres EMBRAER.

| VALEUR DE MARCHÉ DES TITRES EMBRAER DETENUS PAR LE GROUPE (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | | 31.12.2006 | |
|---|-------------|---------|-------------|----------|
| Position nette au bilan | 51 554 | | 122 925 | |
| Cours d'une action EMBRAER en réals | 20,15 réals | | 22,05 réals | |
| Variation du cours de l'action EMBRAER | + 10% | - 10% | + 10% | - 10% |
| Variation de la position nette au bilan | + 5 155 | - 5 155 | + 12 293 | - 12 293 |

VALEUR, IMPACT RÉSULTAT ET CAPITAUX PROPRES DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les différents types d'instruments financiers utilisés par le Groupe (instruments de couverture de change) sont décrits au paragraphe C14 des principes comptables ainsi que leur comptabilisation en application de la comptabilité de couverture telle que définie par la norme IAS 39.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant :

| VALEUR DE MARCHÉ | 31.12.2007 | | 31.12.2006 | |
|--------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Milliers de dollars | Milliers d'euros | Milliers de dollars | Milliers d'euros |
| Options de change | 24 633 | 16 733 | 7 645 | 5 805 |
| Opérations à terme | 730 135 | 495 982 | 685 796 | 520 725 |
| TOTAL | 754 768 | 512 715 | 693 441 | 526 530 |

L'état des comptabilisations au bilan des instruments financiers dérivés, ainsi que l'impact sur le résultat et les capitaux propres, sont les suivants :

| (en milliers d'euros) | Valeur de marché au 31.12.2007 | Valeur de marché au 31.12.2006 | Comptabilisation de la variation de la juste valeur | | |
|---|-----------------------------------|-----------------------------------|---|----------------------------------|-------------------------------|
| | | | Dans les capitaux propres (1) | Au compte de résultat | |
| | | | | Dans le résultat opérationnel | Dans le résultat financier |
| Instruments à l'actif du bilan | 512 715 | 526 530 | -16 725 | 0 | 183 |
| dont primes sur instruments financiers | 2 727 | 0 | | | |
| Plus values sur instruments financiers | 509 988 | 526 530 | | | |
| Instruments au passif du bilan | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| dont primes | 0 | 0 | | | |
| Moins values sur instruments financiers | 0 | 0 | | | |

(1) comptabilisation dans la rubrique spécifique "Réserves d'évaluation des instruments financiers".

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 25

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(en milliers d'euros)

| ENGAGEMENTS DONNÉS | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--------------------|------------|------------|
| Avals et cautions | 142 232 | 56 133 |
| TOTAL | 142 232 | 56 133 |

| ENGAGEMENTS RECUS | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|-------------------|------------|------------|
| Garanties Coface | 190 989 | 36 785 |
| Sûretés Réelles | 0 | 0 |
| TOTAL | 190 989 | 36 785 |

| ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|---|------------|------------|
| Marchés à livrer à terme - Solde à facturer | 14 992 000 | 12 811 400 |
| Marchés à recevoir à terme - Solde à payer | 2 495 329 | 2 299 200 |
| Commandes d'immobilisations | 28 000 | 20 000 |
| TOTAL | 17 515 329 | 15 130 600 |

| DETTES ET CREANCES GARANTIES PAR DES CAUTIONS BANCAIRES | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|---|------------|------------|
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 557 272 | 985 271 |
| Avances et acomptes versés sur commandes en cours | 1 877 | 2 142 |
| TOTAL | 559 149 | 987 413 |

| CONTRATS DE LOCATION SIMPLE | | | |
|---|---------|---------------|--------------|
| Les principaux contrats de location simple du Groupe concernent des ensembles immobiliers de bureaux à usage industriels. | | | |
| | TOTAL | Moins d'un an | Plus d'un an |
| Montant des paiements minimaux futurs non résiliables (non actualisés) | 102 137 | 29 723 | 72 414 |

ÉLÉMENT 26

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les parties liées avec le Groupe sont :

- le Groupe Industriel Marcel Dassault, et ses filiales,
- le Président-Directeur Général de DASSAULT AVIATION,
- les administrateurs de DASSAULT AVIATION.

| (en milliers d'euros) | | Ventes aux parties liées | Achats auprès des parties liées | Créances sur les parties liées | Dettes envers les parties liées |
|-----------------------|---------------|--------------------------|---------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| <u>GIMD</u> | Exercice 2007 | 34 793 | 63 382 | 20 508 | 4 172 |
| | Exercice 2006 | 1 068 | 59 026 | 14 593 | 2 170 |

Personnel clé du Groupe

Emprunt des dirigeants Exercice 2007 Néant

Exercice 2006 Néant

Autres intérêts des dirigeants Exercice 2007 Néant

Exercice 2006 Néant

Rémunération et autres engagements

Le montant global des rémunérations perçues par les mandataires sociaux, dont le détail est communiqué dans le rapport de gestion, s'élève au titre de 2007 à 1 095 216 euros pour la Société Mère, 68 572 dollars pour les filiales et 218 000 euros pour GIMD.

Autres engagements :

A son départ en retraite, M. EDELSTENNE dont le contrat de travail a été suspendu lorsqu'il est devenu Président-Directeur Général aura droit à une indemnité de départ et à une retraite selon les règles Société applicables aux salariés de sa catégorie.

Le Conseil d'Administration a également attribué à M. EDELSTENNE un complément annuel de pension de retraite égal à 3 % de sa rémunération annuelle brute à la date de son départ en retraite multiplié par le nombre d'années pendant lequel il aura été Président-Directeur Général et plafonné de telle façon que l'ensemble de ses pensions de retraite ne dépasse pas 60 % de sa dernière rémunération annuelle brute.

Termes et conditions des transactions avec les parties liées

Les ventes et achats sont réalisés aux prix de marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont pas garantis et les règlements se font en trésorerie. Il n'y pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances sur les parties liées. Pour l'exercice 2007, le Groupe n'a pas enregistré de provisions pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées. Cette évaluation est effectuée lors de chaque exercice en examinant la situation financière des parties liées ainsi que le marché dans lequel elles opèrent.



Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 27

EFFECTIF MOYEN

| | 2007 | 2006 |
|-----------------------------------|--------|--------|
| Ingénieurs et cadres | 5 203 | 5 274 |
| Agents de maîtrise et techniciens | 2 495 | 2 677 |
| Employés | 1 387 | 1 376 |
| Ouvriers | 3 051 | 2 730 |
| TOTAL | 12 136 | 12 057 |

ÉLÉMENT 28

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Groupe DASSAULT AVIATION a comptabilisé à l'actif du bilan au titre des investissements environnementaux un montant de 1 010 milliers d'euros et a porté en charges environ 2 450 milliers d'euros dans l'exercice 2007, consacrés à des études de risques, d'impacts et de conformité réglementaire.

ÉLÉMENT 29

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Aucun événement n'a eu lieu après le 31 décembre 2007 pouvant avoir un impact significatif sur les comptes.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société DASSAULT AVIATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Ces comptes ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance en particulier les éléments suivants :

Les résultats de votre Groupe sont constatés selon la méthode à l'avancement pour les contrats de longue durée.

Conformément à la norme professionnelle applicable aux estimations comptables, et sur la base des informations disponibles à ce jour, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses établies par la Direction sur lesquelles se fondent les estimations des résultats à terminaison de ces contrats et leur évolution, revoir les calculs effectués, comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Les appréciations ainsi portées sur ces éléments s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de l'opinion sans réserve exprimée dans la première partie du rapport.

VERIFICATION SPECIFIQUE

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 21 février 2008

Les Commissaires aux Comptes

Mazars & Guérard

Deloitte & Associés

Serge Castillon

Philippe Mouraret

Dominique Jumaucourt







COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2007

En milliers d'euros

Comptes Annuels

BILAN ACTIF

| (en milliers d'euros) | ÉLÉMENTS DE L'ANNEXE | 31.12.2007 | | | 31.12.2006 |
|---|----------------------------|------------------|---------------------------------|------------------|------------------|
| | | Brut | Amortissements et Provisions | Net | Net |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 2 | 64 739 | -56 416 | 8 323 | 7 434 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 2 | 857 305 | -555 429 | 301 876 | 315 056 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 3 | 225 816 | 0 | 225 816 | 266 739 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ | | 1 147 860 | -611 845 | 536 015 | 589 229 |
| STOCKS ET EN-COURS | 4 | 2 645 641 | -121 529 | 2 524 112 | 2 431 000 |
| AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDES | | 183 335 | 0 | 183 335 | 208 156 |
| CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS | 6 | 515 791 | -156 203 | 359 588 | 303 971 |
| AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION | 7 | 411 539 | 0 | 411 539 | 350 380 |
| VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT ET INSTRUMENTS DE TRESORERIE | 10 | 3 079 215 | 0 | 3 079 215 | 2 242 914 |
| DISPONIBILITÉS | | 75 354 | 0 | 75 354 | 113 305 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | | 6 910 875 | -277 732 | 6 633 143 | 5 649 726 |
| TOTAL ACTIF | | 8 058 735 | -889 577 | 7 169 158 | 6 238 955 |

BILAN PASSIF

| (en milliers d'euros) | ÉLÉMENTS DE L'ANNEXE | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--|----------------------------|------------------|------------------|
| CAPITAL | 11 | 81 007 | 81 007 |
| PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION, D'APPORT | | 19 579 | 19 579 |
| RÉSERVES | 13 | 1 755 252 | 1 605 241 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | | 323 496 | 224 943 |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | 15 | 267 450 | 258 914 |
| CAPITAUX PROPRES | | 2 446 784 | 2 189 684 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 15 | 608 100 | 477 217 |
| EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES (1) | 16 | 261 020 | 301 061 |
| AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES | | 2 792 243 | 2 370 136 |
| DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS | 17 | 682 746 | 575 666 |
| AUTRES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION | 18 | 378 265 | 325 191 |
| TOTAL DETTES | | 4 114 274 | 3 572 054 |
| TOTAL PASSIF | | 7 169 158 | 6 238 955 |

(1) Dont soldes créditeurs de banque :

22 831

57 741



Comptes Annuels

COMPTE DE RÉSULTAT

| (en milliers d'euros) | ÉLÉMENTS DE L'ANNEXE | 2007 | 2006 |
|--|----------------------------|-------------------|-------------------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES NET | 21 | 3 605 350 | 2 853 461 |
| PRODUCTION IMMOBILISÉE | | 196 | 234 |
| VARIATION DES EN-COURS DE PRODUCTION | | 83 450 | 307 307 |
| REPRISES PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS, TRANSFERTS DE CHARGES | | 385 368 | 359 329 |
| AUTRES PRODUITS | | 7 244 | 8 225 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | 4 081 608 | 3 528 556 |
| ACHATS CONSOMMÉS | | -1 939 564 | -1 668 833 |
| CHARGES DE PERSONNEL | | -627 347 | -606 694 |
| AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION | | -317 997 | -281 896 |
| IMPÔTS ET TAXES | | -48 918 | -45 841 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | 2 | -44 206 | -41 955 |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUTRES AMORTISSEMENTS | 15 | -514 039 | -431 459 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | -3 492 071 | -3 076 678 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | | 589 537 | 451 878 |
| RÉSULTAT FINANCIER | 23 | 17 121 | 16 339 |
| RÉSULTAT COURANT | | 606 658 | 468 217 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL | 24 | 17 371 | -34 208 |
| PARTICIPATION ET INTÉRESSEMENT DES SALARIÉS | | -114 747 | -88 981 |
| IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS | 25 | -185 786 | -120 085 |
| RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | | 323 496 | 224 943 |



TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

| (en milliers d'euros) | | |
|---|------------------|------------------|
| Libellé | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
| FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION | | |
| Résultat net | 323 496 | 224 943 |
| Annulation du résultat sur cessions d'actifs immobilisés | -25 875 | 997 |
| Annulation subventions d'investissements rapportées au résultat | 0 | 0 |
| Net des dotations et reprises aux comptes d'amortissements et de provisions | 183 625 | 130 043 |
| CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (A) | 481 246 | 355 983 |
| Impact de la : | | |
| Variation des stocks et en-cours | -93 112 | -316 424 |
| Variation des avances et acomptes versés | 24 821 | 11 643 |
| Variation des créances clients et comptes rattachés | -55 617 | 149 533 |
| Variation des autres créances et comptes de régularisation | -61 159 | -42 199 |
| Variation des avances et acomptes reçus | 422 107 | 55 215 |
| Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés | 107 080 | -14 797 |
| Variation des autres dettes et comptes de régularisation | 53 074 | -4 598 |
| AUGMENTATION (-) OU DIMINUTION (+) DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (B) | 397 194 | -161 627 |
| (A+B) | 878 440 | 194 356 |
| FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | -51 357 | -74 731 |
| Cession et reprises d'avances d'immobilisations corporelles et incorporelles | 18 876 | 4 654 |
| Acquisition d'immobilisations financières | -3 043 | -1 115 |
| Cessions d'immobilisations financières | 70 406 | 1 263 |
| | 34 882 | -69 929 |
| FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | | |
| Augmentation de capital | 0 | 0 |
| Augmentation des autres fonds propres | 0 | 0 |
| Diminution des autres fonds propres | 0 | 0 |
| Augmentation des dettes financières | 83 217 | 93 273 |
| Remboursement des dettes financières | -88 347 | -86 051 |
| Dividendes versés au cours de l'exercice | -74 932 | -100 246 |
| | -80 062 | -93 024 |
| VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE | 833 260 | 31 403 |
| TRÉSORERIE AU 1er JANVIER (1) | 2 298 478 | 2 267 075 |
| VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE | 833 260 | 31 403 |
| TRÉSORERIE A FIN DE PÉRIODE (1) | 3 131 738 | 2 298 478 |

(1) La trésorerie ainsi définie correspond aux postes du bilan suivants :

[Disponibilité] + [valeurs mobilières de placement au coût historique] - [concours bancaires et soldes créditeurs de banque]

Comptes Annuels

DASSAULT AVIATION

9, ROND-POINT DES CHAMPS-ÉLYSÉES-MARCEL DASSAULT- 75008 PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 81.007.176 EUROS

712 042 456 RCS PARIS

SIRET : 712 042 456 00111

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le **31 décembre 2007**, dont le total est de **7 169 158 milliers d'euros** et au compte de résultat de l'exercice, dont le total est de **4 248 924 milliers d'euros** et dégageant un bénéfice de **323 496 milliers d'euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du **1er janvier 2007** au **31 décembre 2007**.

Les notes (ou tableaux) n° 1 à 35, font partie intégrante des comptes annuels.

ANNEXE : SOMMAIRE

| Élément N° | Annexe au bilan et au compte de résultat du 01.01.2007 au 31.12.2007 |
|------------|--|
| 1 | I - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES |
| 2 | II - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT |
| 3 | Immobilisations incorporelles et corporelles |
| | Immobilisations financières |
| | État des échéances des immobilisations financières |
| | Liste des filiales et participations dont la valeur brute excède 1% du capital de la société et dont la société détient au moins 10% des actions |
| | Autres filiales et participations |
| | Renseignements globaux sur les titres |
| 4 | Stocks et travaux en-cours |
| 5 | Intérêts sur éléments de l'actif circulant |
| 6 | État des échéances de l'actif circulant |
| 7 | Autres créances et comptes de régularisation |
| 8 | Produits à recevoir |
| 9 | Charges et produits constatés d'avance |
| 10 | Différences d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant |
| 11 | Composition du capital social |
| 12 | Identité de la société mère consolidant globalement les comptes de la société |
| 13 | Réserves |
| | Réserve d'écarts de réévaluation |
| 14 | Variation des capitaux propres au cours de l'exercice |
| 15 | État des provisions |
| | Détail des provisions pour risques et charges |
| 16 | Emprunts et dettes financières |
| 17 | État des échéances des dettes |
| 18 | Autres dettes et comptes de régularisation |
| 19 | Charges à payer |
| 20 | Éléments relevant de plusieurs postes du Bilan |
| 21 | Ventilation du chiffre d'affaires |
| 22 | Frais de recherche et de développement |
| 23 | Résultat financier |
| 24 | Résultat exceptionnel |
| | III - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS |
| 25 | Ventilation de la charge d'impôt sur les bénéfices |
| 26 | Engagements financiers |
| 27 | Dettes et créances garanties par des cautions bancaires |
| 28 | Instruments financiers : portefeuille d'opérations de change en dollars |
| 29 | Incidence des évaluations fiscales dérogatoires |
| 30 | Accroissements et allègements de la dette future d'impôts |
| 31 | Rémunérations des mandataires sociaux |
| 32 | Effectif moyen |
| 33 | Informations environnementales |
| 34 | Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices |
| 35 | Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31.12.2007 |

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 1

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes individuels sont établis conformément au règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs du Conseil National de la Comptabilité.

Les méthodes qui ont présidé à la présentation des comptes annuels sont comparables d'un exercice à l'autre.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Par exception, les immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation. Les frais financiers ne sont pas immobilisés. Chacun des composants identifiés d'une immobilisation fait l'objet d'une comptabilisation et d'amortissements séparés.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sans déduction d'une valeur résiduelle, à l'exception des avions.

Les durées d'amortissement retenues sont fonction des durées d'utilité estimées des actifs. Ces

dernières sont revues à chaque clôture pour les actifs immobilisés significatifs.

La durée d'utilité initiale est prolongée ou réduite si les conditions d'utilisation du bien le justifient.

Les durées d'utilité s'établissent comme suit :

| | |
|---|-------------------|
| Logiciels | 3-4 ans |
| Bâtiments industriels | 25-30 ans |
| Immeubles de bureau | 25-35 ans |
| Agencements et aménagements | 7-15 ans |
| Installations techniques, matériel et outillage | 3-15 ans |
| Avions | en moyenne 10 ans |
| Matériel roulant | 4-5 ans |
| Autres immobilisations corporelles | 3-8 ans |
| Biens d'occasion | au cas par cas |

B) PERTE DE VALEUR DES ACTIFS

La société effectue des tests de dépréciation à chaque clôture et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

Elle déprécie la valeur d'un actif lorsque sa valeur vénale ou sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable.

C) PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS ET VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires, à l'exception de celles qui ont fait l'objet de la réévaluation légale 1976. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire (déterminée par l'entreprise) est inférieure à la valeur brute.

D) STOCKS ET TRAVAUX EN-COURS

Les articles entrant en stock de matières premières, produits intermédiaires ou produits finis sont évalués en coût d'acquisition pour les articles achetés et en coût de production pour les articles fabriqués. Les sorties de stocks sont valorisées au prix moyen pondéré, à l'exception des avions qui sont sortis à leur coût d'acquisition.



Les travaux en-cours sont évalués en coût de production et ne comprennent pas de frais financiers.

Les stocks et travaux en-cours sont dépréciés si leur valeur nette de réalisation est inférieure à leur valeur constatée dans les comptes. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

E) CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

F) PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent :

- les provisions pour investissements,
- les provisions pour hausse des prix,
- les provisions pour risques crédits moyen terme export,
- les amortissements dérogatoires.

G) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Coût des départs à la retraite et médailles du travail :

Les engagements envers le personnel en matière de coût des départs à la retraite et des médailles du travail sont provisionnés pour les obligations restant à courir. Ils sont estimés pour l'ensemble du

personnel sur la base des droits courus et d'une projection des salaires actuels, avec la prise en compte du risque de mortalité, de la rotation des effectifs et d'une hypothèse d'actualisation.

Les écarts actuariels ou analysés comme tels sont intégralement comptabilisés en résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

Autres provisions pour risques et charges :

Dans le cadre de ses activités, la Société est amenée à consentir à ses clients des garanties de fonctionnement sur les matériels livrés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir la quote-part de charges futures jugées probables au titre de ces engagements.

Ces provisions sont déterminées sur la base de dossiers techniques ou sur une base statistique.

H) COUVERTURE DE CHANGE

La Société utilise des instruments financiers dérivés pour se couvrir contre les risques de change liés à l'exploitation.

Ces risques résultent essentiellement des ventes réalisées en dollars US. Les flux de trésorerie futurs correspondants sont partiellement couverts par des opérations de change à terme fermes ou optionnelles.

Les primes payées ou encaissées sur les achats ou ventes éventuelles d'options ne sont portées en résultat qu'à l'échéance de ces options, à l'exception des primes concernant les stratégies « à prime zéro » qui sont portées immédiatement en résultat, afin de ne pas créer de décalages temporaires.

Comptes Annuels

I) OPÉRATIONS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Les charges et produits en devises étrangères sont enregistrés pour leur contrevaletur en euro à la date de l'opération de paiement ou d'encaissement, à l'exception des flux nets associés à la couverture de change globale, qui sont comptabilisés au cours de cette couverture pour l'année.

Les créances et les dettes en devises étrangères non soldées sont converties en euro sur la base du cours de clôture. Lorsque l'application du taux de conversion à la date d'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants en euro précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires :

- à l'actif du bilan, écart de conversion actif lorsque la différence correspond à une perte latente,
- au passif du bilan, écart de conversion passif lorsque la différence correspond à un gain latent.

Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

Les écarts de conversion sur les disponibilités au 31 décembre sont portés au compte de résultat.

J) CONSTATATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RÉSULTATS

Les produits des ventes de biens sont comptabilisés lors du transfert à l'acquéreur des risques et avantages de la propriété. En règle générale, il s'agit du transfert de propriété pour la Société.

Les prestations de services sont constatées à l'avancement selon les étapes convenues au contrat.

Les résultats sont constatés au fur et à mesure de cet avancement s'ils peuvent être déterminés de façon fiable. Les éventuelles pertes à terminaison sont comptabilisées dès qu'elles sont connues.

K) PLUS VALUES LATENTES SUR VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les plus values latentes sur valeurs mobilières de placement ne sont enregistrées que lors de leur réalisation effective.

Suivant le code de commerce (article 8), les charges d'impôts ne sont comptabilisées qu'avec les produits constatés. L'impôt sur les dites plus values latentes est donc enregistré en charges payées d'avance jusqu'à prise en compte de la plus value en résultat financier.

Cette méthode qui déroge au principe de non constatation partielle d'impôts différés a été adoptée pour donner une image plus fidèle du résultat de la Société.

L) INTÉGRATION FISCALE

Depuis le 1er janvier 1999, la Société DASSAULT AVIATION fait partie du groupe fiscal constitué par la Société DASSAULT AVIATION, 9 Rond-Point des Champs-Élysées Marcel Dassault 75008 PARIS, en application des articles 223 A et suivants du CGI.

Cette intégration fiscale a été prolongée jusqu'à l'exercice 2008.

Par convention, l'incidence de cette intégration fiscale est neutre sur les résultats des sociétés intégrées : les charges d'impôt sont prises en compte par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale.

ÉLÉMENT 2**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**

| (en milliers d'euros) | 31.12.2006 | AUTRES MOUVEMENTS | ACQUISITIONS DOTATIONS | CESSIONS REPRISES | 31.12.2007 | VALEURS ORIGINE HORS REEVALUATION LEGALE |
|--|----------------|----------------------|---------------------------|----------------------|----------------|---|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | | |
| Valeur brute | | | | | | |
| Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires | 62 877 | | 2 612 | -3 247 | 62 242 | 62 242 |
| Immobilisations en-cours ; avances et acomptes | 1 513 | | 984 | | 2 497 | |
| TOTAL | 64 390 | 0 | 3 596 | -3 247 | 64 739 | 62 242 |
| Amortissements | | | | | | |
| Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires | -56 956 | | -2 707 | 3 247 | -56 416 | |
| TOTAL | -56 956 | 0 | -2 707 | 3 247 | -56 416 | |
| Valeur nette | | | | | | |
| Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires | 5 921 | | | | 5 826 | |
| Immobilisations en-cours ; avances et acomptes | 1 513 | | | | 2 497 | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 7 434 | 0 | 889 | 0 | 8 323 | |

| | | | | | | |
|---|-----------------|----------|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | | |
| Valeur brute | | | | | | |
| Terrains | 25 312 | 18 | 503 | -6 | 25 827 | 22 043 |
| Constructions | 223 544 | 1 543 | 4 894 | -1 990 | 227 991 | 218 189 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 442 413 | 155 | 18 756 | -23 254 | 438 070 | 437 206 |
| Autres immobilisations corporelles | 167 011 | 1 | 21 607 | -25 283 | 163 336 | 163 043 |
| Immobilisations en-cours ; avances et acomptes | 2 220 | -1 717 | 2 001 | -423 | 2 081 | |
| TOTAL | 860 500 | 0 | 47 761 | -50 956 | 857 305 | 840 481 |
| Amortissements | | | | | | |
| Terrains | -3 407 | | -406 | 6 | -3 807 | |
| Constructions | -114 145 | 0 | -11 481 | 1 878 | -123 748 | |
| Installations techniques, matériel et outillage | -351 069 | 0 | -22 199 | 22 528 | -350 740 | |
| Autres immobilisations corporelles | -76 823 | | -7 413 | 7 102 | -77 134 | |
| TOTAL | -545 444 | 0 | -41 499 | 31 514 | -555 429 | |
| Valeur nette | | | | | | |
| Terrains | 21 905 | | | | 22 020 | |
| Constructions | 109 399 | | | | 104 243 | |
| Installations techniques, matériel et outillage | 91 344 | | | | 87 330 | |
| Autres immobilisations corporelles | 90 188 | | | | 86 202 | |
| Immobilisations en-cours ; avances et acomptes | 2 220 | | | | 2 081 | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 315 056 | 0 | 6 262 | -19 442 | 301 876 | |

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 3

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

| (en milliers d'euros) | 31.12.2006 | AUTRES MOUVEMENTS | ACQUISITIONS DOTATIONS | CESSIONS REPRISES | 31.12.2007 | VALEURS ORIGINE HORS REEVALUATION LEGALE |
|------------------------------------|----------------|----------------------|---------------------------|----------------------|----------------|---|
| Participations | 234 908 | | 0 | -43 456 | 191 452 | 191 083 |
| Autres titres immobilisés | 4 092 | | 2 | 0 | 4 094 | 3 942 |
| Prêts | 2 050 | | 537 | -384 | 2 203 | 2 203 |
| Autres immobilisations financières | 25 689 | | 2 504 | -126 | 28 067 | 28 067 |
| TOTAL | 266 739 | 0 | 3 043 | -43 966 | 225 816 | 225 295 |
| Provisions | 0 | | | | 0 | |
| VALEUR NETTE | 266 739 | 0 | 3 043 | -43 966 | 225 816 | 225 295 |

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

| (en milliers d'euros) | Montant brut | Dont à un an au plus | Dont à plus d'un an |
|------------------------------------|---------------|-------------------------|---------------------|
| Prêts | 2 203 | 357 | 1 846 |
| Autres immobilisations financières | 28 067 | 0 | 28 067 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 30 270 | 357 | 29 913 |

ÉLÉMENT 3 - (suite)**A. LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS dont la valeur brute excède 1% du capital de la société et dont la société détient au moins 10% des actions**

| (en milliers d'euros) | | | | | | | | | | |
|--|---------|--|---------------------------------|-------------------------------------|---------|---|--|--|---|--|
| Sociétés ou groupes de sociétés | Capital | Capitaux propres autres que le capital | Quote-part capital détenue en % | Valeur comptable des titres détenus | | Prêts et avances consentis par la société | Montant des cautions et avals fournis par la société | Chiffre d'affaires du dernier exercice | Bénéfice net ou perte (-) du dernier exercice | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
| | | | | Brute | Nette | | | | | |
| 1. FILIALES (détenues à + de 50%) | | | | | | | | | | |
| a. Filiales françaises | | | | | | | | | | |
| DASSAULT FALCON SERVICE | 3 680 | 52 088 | 99,99% | 59 453 | 59 453 | 0 | 0 | 139 271 | 3 352 | 0 |
| DASSAULT INTERNATIONAL | 1 529 | 15 500 | 99,63% | 19 236 | 19 236 | 0 | 0 | 2 733 | 869 | 0 |
| DASSAULT-REASSURANCE | 10 459 | 6 882 | 99,99% | 10 132 | 10 132 | 0 | 0 | 3 274 | 20 937 | 0 |
| SOGITEC INDUSTRIES | 4 578 | 34 847 | 99,74% | 25 348 | 25 348 | 0 | 0 | 120 812 | 9 691 | 0 |
| Total des filiales françaises | | | | 114 169 | 114 169 | 0 | 0 | | | 0 |
| b. Filiales étrangères | | | | | | | | | | |
| DASSAULT FALCON JET (1) | 9 546 | 377 218 | 87,47% | 7 767 | 7 767 | 0 | 142 232 | 1 206 537 | 11 046 | 0 |
| DASSAULT INTERNATIONAL INC (USA) | 3 430 | 32 498 | 100,00% | 3 727 | 3 727 | 0 | 0 | 718 | 1 063 | 0 |
| DASSAULT PROCUREMENT SERVICES INC (USA) | 68 | 27 996 | 100,00% | 28 965 | 28 965 | 0 | 0 | 365 059 | 4 760 | 0 |
| Total des filiales étrangères | | | | 40 459 | 40 459 | 0 | 142 232 | | | 0 |
| Total FILIALES | | | | 154 628 | 154 628 | 0 | 142 232 | | | 0 |
| 2. PARTICIPATIONS (détenues entre 10 et 50%) | | | | | | | | | | |
| a. Participations françaises | | | | | | | | | | |
| CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUES (2) | 1 707 | 4 722 | 24,81% | 996 | 996 | 0 | 0 | 24 885 | 890 | 0 |
| EUROTRADIA INTERNATIONAL (2) | 3 000 | 33 616 | 16,20% | 3 099 | 3 099 | 0 | 0 | 45 706 | 2 465 | 400 |
| Total participations françaises | | | | 4 095 | 4 095 | 0 | 0 | | | 400 |
| b. Participations étrangères | | | | | | | | | | |
| Total participations étrangères | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 |
| Total PARTICIPATIONS | | | | 4 095 | 4 095 | 0 | 0 | | | 400 |

(1) Détention directe, les autres actions, soit 12,53% du capital, sont détenues par Dassault International Inc (USA), elle-même filiale à 100% de Dassault Aviation

(2) Informations exercice 2006

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 3 - (suite)

B. AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS

| (en milliers d'euros) | | | | | |
|------------------------------|-------------------------------------|--------|---|--|--|
| Renseignements globaux | Valeur comptable des titres détenus | | Prêts et avances consentis par la société | Montant des cautions et avals fournis par la société | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
| | Brute | Nette | | | |
| 1. FILIALES | | | | | |
| a. Filiales françaises | 563 | 563 | 0 | 0 | 0 |
| b. Filiales étrangères | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total filiales | 563 | 563 | 0 | 0 | 0 |
| 2. PARTICIPATIONS | | | | | |
| a. Participations françaises | 4 103 | 4 103 | 0 | 0 | 155 |
| b. Participations étrangères | 32 157 | 32 157 | 0 | 0 | 1 488 |
| Total participations | 36 260 | 36 260 | 0 | 0 | 1 643 |

C. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES TITRES (A+B)

| (en milliers d'euros) | | | | | |
|------------------------------|-------------------------------------|---------|---|--|--|
| Renseignements globaux | Valeur comptable des titres détenus | | Prêts et avances consentis par la société | Montant des cautions et avals fournis par la société | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
| | Brute | Nette | | | |
| 1. FILIALES | | | | | |
| a. Filiales françaises | 114 732 | 114 732 | 0 | 0 | 0 |
| b. Filiales étrangères | 40 459 | 40 459 | 0 | 142 232 | 0 |
| Total | 155 191 | 155 191 | 0 | 142 232 | 0 |
| 2. PARTICIPATIONS | | | | | |
| a. Participations françaises | 8 198 | 8 198 | 0 | 0 | 555 |
| b. Participations étrangères | 32 157 | 32 157 | 0 | 0 | 1 488 |
| Total | 40 355 | 40 355 | 0 | 0 | 2 043 |
| TOTAL GENERAL | 195 546 | 195 546 | 0 | 142 232 | 2 043 |

ÉLÉMENT 4**STOCKS ET TRAVAUX EN-COURS**

| (en milliers d'euros) | Brut | Dépréciation | 31.12.2007 Net | 31.12.2006 Net |
|----------------------------------|------------------|-----------------|-------------------|-------------------|
| Matières premières | 146 383 | -16 876 | 129 507 | 118 112 |
| Travaux en-cours de production | 2 097 948 | 0 | 2 097 948 | 2 014 498 |
| Produits intermédiaires et finis | 401 310 | -104 653 | 296 657 | 298 390 |
| TOTAL | 2 645 641 | -121 529 | 2 524 112 | 2 431 000 |

ÉLÉMENT 5**INTÉRÊTS SUR ÉLÉMENTS DE L'ACTIF CIRCULANT**

Il n'y a pas d'intérêts inclus dans la valeur des stocks et travaux en cours

ÉLÉMENT 6**ÉTAT DES ÉCHÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT**

| (en milliers d'euros) | Montant brut | Dont à un an au plus | Dont à plus d'un an |
|---------------------------------------|----------------|----------------------|---------------------|
| Créances clients et comptes rattachés | 515 791 | 374 274 | 141 517 |
| Autres créances | 106 779 | 106 779 | 0 |
| Charges constatées d'avance | 301 430 | 301 430 | 0 |
| TOTAL | 924 000 | 782 483 | 141 517 |

ÉLÉMENT 7**AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION**

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--------------------------------|----------------|----------------|
| Autres créances | 106 779 | 85 696 |
| Charges constatées d'avance | 301 430 | 263 734 |
| Compte de régularisation actif | 3 330 | 950 |
| TOTAL | 411 539 | 350 380 |

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 8

PRODUITS À RECEVOIR

| Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--|------------|------------|
| Créances clients et comptes rattachés | 106 665 | 187 048 |
| Autres créances et comptes de régularisation | 88 | 50 |
| Valeurs mobilières | 0 | 940 |
| Disponibilités | 727 | 187 |
| TOTAL | 107 480 | 188 225 |

ÉLÉMENT 9

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

| (en milliers d'euros) | Charges | Produits |
|--|-------------|----------|
| Charges/produits d'exploitation 31.12.2007 | 301 430 (1) | 14 151 |
| Charges/produits d'exploitation 31.12.2006 | 263 734 (2) | 10 183 |

(1) IS sur plus values latentes au 31.12.2007 297 343

(2) IS sur plus values latentes au 31.12.2006 261 213

ÉLÉMENT 10

DIFFÉRENCE D'ÉVALUATION SUR ÉLÉMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

| (en milliers d'euros) | | |
|--|------------------|------------------|
| VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT ET INSTRUMENTS DE TRÉSORERIE | | |
| Nature des éléments d'actif circulant | Montant au bilan | Valeur de marché |
| Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie au 31.12.2007 | 3 076 488 (1) | 3 913 584 |
| Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie au 31.12.2006 | 2 242 914 | 2 974 435 |

(1) Compris dans les valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie à l'actif du bilan, l'écart (2 727 milliers d'euros) correspond aux primes payées sur les options de change qui ne sont portées en résultat qu'à l'échéance desdites options (cf. Élément 1, § H)



ÉLÉMENT 11**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

| | Nombre | Valeur nominale |
|--|------------|-----------------|
| 1. Actions/parts sociales composant le capital social au début de l'exercice | 10 125 897 | 8 Euros |
| 2. Actions/parts sociales composant le capital social en fin d'exercice | 10 125 897 | 8 Euros |

ÉLÉMENT 12**IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE CONSOLIDANT GLOBALEMENT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ**

| | % intégration |
|--|---------------|
| GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT 9, Rond Point des Champs Élysées - Marcel Dassault 75008 PARIS | 50,55 % |

ÉLÉMENT 13**RÉSERVES**

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|-----------------------|------------------|------------------|
| Ecart de réévaluation | 4 305 | 4 305 |
| Réserve légale | 8 101 | 8 101 |
| Autres réserves | 71 332 | 71 332 |
| Report à nouveau | 1 671 514 | 1 521 503 |
| TOTAL | 1 755 252 | 1 605 241 |

RÉSERVE D'ÉCARTS DE RÉÉVALUATION

| (en milliers d'euros) | Variation de la réserve de réévaluation | | | |
|--------------------------------|---|----------------------------------|-------------------|-----------------------------------|
| | Montant au début de l'exercice | MOUVEMENTS 2007 | | Montant à la fin de l'exercice |
| | | Diminutions dues aux cessions | Autres variations | |
| Terrains | 3 784 | 0 | 0 | 3 784 |
| Participations | 521 | 0 | 0 | 521 |
| TOTAL | 4 305 | 0 | 0 | 4 305 |
| Réserve de réévaluation (1976) | 4 305 | 0 | 0 | 4 305 |

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 14

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE

1/ RÉSULTAT DE L'EXERCICE

| (en milliers d'euros ou en euros par actions) | | |
|---|-------------|---------|
| Libellés | 2007 | 2006 |
| RÉSULTAT COMPTABLE | | |
| Milliers d'Euros | 323 496 | 224 943 |
| Euros par action | 31,95 | 22,21 |
| VARIATION DES CAPITAUX PROPRES HORS RÉSULTAT DE L'EXERCICE | | |
| Milliers d'Euros | 8 536 | 33 204 |
| Euros par action | 0,84 | 3,28 |
| DIVIDENDES | | |
| Milliers d'Euros | 107 335 (1) | 74 932 |
| Euros par action | 10,60 (1) | 7,40 |

(1) proposés à l'A.G.O.

2/ TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES HORS RÉSULTAT DE L'EXERCICE (en milliers d'euros)

| Libellés | Avant affectation résultat 2006 31.12.2007 | Après affectation résultat 2006 31.12.2007 |
|---|--|--|
| A - | | |
| 1. Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2006 hors résultat de l'exercice | 1 964 741 | 1 964 741 |
| 2. Résultat 2006 avant affectation | 224 943 | |
| 3. Affectation du résultat 2006 à la situation nette par l'A.G.O | | 150 011 |
| 4. Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2007 | 2 189 684 | 2 114 752 |
| B - Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice 2007 | | 0 |
| 1. Variation du capital | | 0 |
| 2. Variation des autres postes | | 0 |
| C - (= A4 + B) Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2007 | | 2 114 752 |
| D - Variation en cours d'exercice hors résultat 2007 | | 8 536 |
| 1. Variation du capital | | 0 |
| 2. Variation des primes, réserves | | 0 |
| 3. Variation des provisions relevant des capitaux propres | | 0 |
| 4. Contreparties de réévaluation - Réserve | | 0 |
| 5. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement | 8 536 | |
| 6. Autres variations | | 0 |
| E - CAPITAUX PROPRES AU BILAN DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 12 / 2007 HORS RÉSULTAT 2007 AVANT A.G.O. (= C + D) | | 2 123 288 |
| F - VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE 2007 HORS RÉSULTAT 2007 (= E - C) | | 8 536 |

3/ IMPÔT LATENT (en milliers d'euros)

Provisions réglementées hors provisions pour investissements : 132 677 x 34,43 % 45 681



ÉLÉMENT 15**ÉTAT DES PROVISIONS**

| (en milliers d'euros) | | | | | |
|---|--------------------------------|-------------------|---------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|
| Nature des provisions | Montant au début de l'exercice | Autres mouvements | Augmentations dotations de l'exercice | Diminutions reprises de l'exercice | Montant en fin d'exercice |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | | | | | |
| Pour investissements | 127 753 | 0 | 22 699 (3) | -15 679 (3) | 134 773 |
| Pour hausse des prix | 54 751 | 0 | 9 554 (3) | -8 649 (3) | 55 656 |
| Amortissements dérogatoires | 76 393 | 0 | 18 231 (3) | -19 153 (3) | 75 471 |
| Pour crédit à moyen terme export | 0 | 0 | 1 533 (3) | 0 (3) | 1 533 |
| Plus-values réinvesties | 17 | 0 | 0 (3) | 0 (3) | 17 |
| TOTAL I | 258 914 | 0 | 52 017 | -43 481 | 267 450 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | | |
| D'exploitation | 473 254 | 0 | 236 307 (1) | -104 791 (1) | 604 770 |
| Financiers | 950 | 0 | 3 330 (2) | -950 (2) | 3 330 |
| Exceptionnels | 3 013 | 0 | 0 (3) | -3 013 (3) | 0 |
| TOTAL II | 477 217 | 0 | 239 637 | -108 754 | 608 100 |
| PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION | | | | | |
| { - incorporelles | 0 | 0 | 0 (1) | 0 (1) | 0 |
| Sur immobilisations { - corporelles | 0 | 0 | 0 (1) | 0 (1) | 0 |
| { - financières | 0 | 0 | 0 (2) | 0 (2) | 0 |
| Sur stocks et en-cours | 117 527 | 0 | 121 529 (1) | -117 527 (1) | 121 529 |
| Clients et comptes rattachés | 163 050 | 0 | 156 203 (1) | -163 050 (1) | 156 203 |
| TOTAL III | 280 577 | 0 | 277 732 | -280 577 | 277 732 |
| TOTAL GÉNÉRAL DES PROVISIONS | 1 016 708 | 0 | 569 386 | -432 812 | 1 153 282 |

| | | | |
|--|---------------------|----------------|-----------------|
| | { - d'exploitation | 514 039 (1) | -385 368 (1) |
| dotations, reprises et transferts de charges | { - financières | 3 330 (2) | -950 (2) |
| | { - exceptionnelles | 52 017 (3) | -46 494 (3) |
| | | 569 386 | -432 812 |

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 15 (suite)

DÉTAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

| (en milliers d'euros) | | | | | |
|---|--------------------------------|-------------------|--------------------------------------|------------------------|---------------------------|
| Rubriques | Montant au début de l'exercice | Autres mouvements | Augmentation dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Montant en fin d'exercice |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | | |
| Pour coûts des départs retraites et médailles du travail | 195 000 | | 55 200 | -18 200 | 232 000 |
| Pour garantie | 191 340 | | 108 170 | -20 470 | 279 040 |
| Prestations de services et travaux restant à réaliser | 86 914 | | 72 937 | -66 121 | 93 730 |
| D'exploitation | 473 254 | 0 | 236 307 | -104 791 | 604 770 |
| Pour perte de change | 950 | | 3 330 | -950 | 3 330 |
| Financiers | 950 | 0 | 3 330 | -950 | 3 330 |
| Programme préretraites CASA et divers | 3 013 | | | -3 013 | |
| Exceptionnels | 3 013 | 0 | 0 | -3 013 | 0 |
| TOTAL GENERAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 477 217 | 0 | 239 637 | -108 754 | 608 100 |

- Provisions pour coûts des départs retraites et médailles du travail :

Les engagements sont provisionnés en totalité pour les obligations restant à courir et calculés pour l'ensemble du personnel suivant la méthode des unités des crédits projetés :

- la simulation de la carrière est pondérée par la table de mortalité du code des assurances et par le taux de rotation du personnel constaté (variable suivant l'âge),
- le coût de départ est retenu au prorata du nombre d'années d'ancienneté du salarié à la clôture de l'exercice par rapport à son espérance totale d'années de carrière,
- le calcul prend en compte les hypothèses annuelles suivantes : augmentation des salaires : 4,2%, taux d'actualisation : 4,4% et taux d'inflation : 2%.

- Provisions pour garantie : les provisions pour garantie tiennent compte de l'évolution de la flotte en service et des marchés livrés.

- Préretraites CASA et divers : l'essentiel de ce poste concerne le financement de la période d'inactivité des salariés bénéficiant du plan de préretraites CASA (signé en 2002) jusqu'à leur retraite.

ÉLÉMENT 16**EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES**

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--|----------------|----------------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) | 22 912 | 57 841 |
| Emprunts et dettes financières divers (2) | 238 108 | 243 220 |
| TOTAL | 261 020 | 301 061 |
| (1) Dont soldes créditeurs de banque | 22 831 | 57 741 |
| (2) Dont emprunts participatifs | 0 | 0 |

ÉLÉMENT 17**ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES**

| (en milliers d'euros) | Montant brut | Dont à un an au plus | Dont à plus d'un an et 5 ans au plus | Dont à plus de 5 ans |
|--|------------------|----------------------|--------------------------------------|----------------------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) | 22 912 | 22 842 | 46 | 24 |
| Emprunts et dettes financières divers (2) | 238 108 | 42 310 | 195 798 | 0 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 682 746 | 682 746 | 0 | 0 |
| Dettes fiscales et sociales | 241 215 | 239 484 | 1 731 | 0 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 7 265 | 7 265 | 0 | 0 |
| Autres dettes | 115 078 | 115 078 | 0 | 0 |
| TOTAL | 1 307 324 | 1 109 725 | 197 575 | 24 |
| (1) Dont soldes créditeurs de banque | 22 831 | 22 831 | 0 | 0 |
| (2) Dont emprunts participatifs | 0 | 0 | 0 | 0 |

ÉLÉMENT 18**AUTRES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION**

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|---|----------------|----------------|
| Dettes fiscales et sociales | 241 215 | 218 471 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 7 265 | 5 879 |
| Autres dettes | 115 078 | 89 273 |
| Produits constatés d'avance | 14 151 | 10 183 |
| Compte de régularisation passif | 556 | 1 385 |
| TOTAL | 378 265 | 325 191 |

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 19

CHARGES À PAYER

| (en milliers d'euros) | | |
|--|----------------|----------------|
| Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
| Emprunts et dettes financières | 7 073 | 6 430 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 435 059 | 422 148 |
| Autres dettes et comptes de régularisation | 225 299 | 195 857 |
| TOTAL | 667 431 | 624 435 |

ÉLÉMENT 20

ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

| (en milliers d'euros) | Montant concernant les entreprises | | Montant des dettes ou créances représentées par des effets de commerce |
|--|------------------------------------|---|--|
| | liées | avec lesquelles la Société a un lien de participation | |
| Participations | 155 191 | 36 261 | 0 |
| Prêts | 0 | 0 | 0 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 113 778 | 0 | 0 |
| Créances clients et comptes rattachés | 39 583 | 0 | 386 |
| Créances diverses | 0 | 0 | 0 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 287 761 | 0 | 0 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 125 743 | 0 | 0 |
| Autres dettes diverses | 0 | 0 | 0 |

ÉLÉMENT 21

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

| (en milliers d'euros) | MONTANT 31.12.2007 | MONTANT 31.12.2006 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| A) RÉPARTITION PAR PRODUITS : | | |
| Produits finis | 3 123 939 | 2 426 292 |
| Prestations de services | 481 411 | 427 169 |
| TOTAL | 3 605 350 | 2 853 461 |
| B) RÉPARTITION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE : | | |
| France | 920 218 | 1 041 852 |
| Étranger | 2 685 132 | 1 811 609 |
| TOTAL | 3 605 350 | 2 853 461 |



ÉLÉMENT 22**FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT**

Les dépenses de Recherche et de Développement sont enregistrées en charge dans l'exercice au cours duquel elles sont constatées et représentent :

| (en milliers d'euros) | 2007 | 2006 |
|---------------------------------------|----------|----------|
| CHARGES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT | -229 882 | -256 884 |

La stratégie et les axes d'efforts de la société en matière de Recherche et de Développement sont décrits dans le rapport de gestion

ÉLÉMENT 23**RÉSULTAT FINANCIER**

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--|----------------|---------------|
| Produits de participation | 2 043 | 2 801 |
| Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | 56 | 59 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 12 649 | 9 201 |
| Reprises sur provisions | | |
| - Perte de change | 950 | 0 |
| - Titres de participation | 0 | 0 |
| | 950 | 0 |
| Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement | 14 682 | 13 905 |
| Total produits financiers | 30 380 | 25 966 |
| Dotations et provisions | | |
| - Perte de change | -3 330 | -950 |
| - Titres de participation | 0 | 0 |
| | -3 330 | -950 |
| Intérêts et charges assimilés | -9 929 | -8 677 |
| Total charges financières | -13 259 | -9 627 |
| Résultat financier | 17 121 | 16 339 |

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 24

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--|------------|------------|
| Produits des cessions d'éléments d'actif | | |
| - Immobilisations corporelles | 18 453 | 2 520 |
| - Immobilisations financières | 69 896 | 45 |
| | 88 349 | 2 565 |
| Autres produits exceptionnels | 198 | 240 |
| Reprises sur provisions | | |
| - Investissement | 15 679 | 11 654 |
| - Hausse des prix | 8 649 | 7 682 |
| - Crédit moyen terme export | 0 | 0 |
| - Amortissements dérogatoires | 19 153 | 5 165 |
| - Plus-values réinvesties | 0 | 0 |
| - CASA | 3 013 | 9 531 |
| | 46 494 | 34 032 |
| | 135 041 | 36 837 |
| Charges exceptionnelles opération de gestion | 0 | 0 |
| Valeur comptable des éléments cédés | | |
| - Immobilisations incorporelles | 0 | 0 |
| - Immobilisations corporelles | -19 018 | -3 484 |
| - Immobilisations financières | -43 456 | -78 |
| | -62 474 | -3 562 |
| Autres charges exceptionnelles (1) | -3 179 | -9 778 |
| Dotations aux provisions réglementées | | |
| - Investissement | -22 699 | -30 297 |
| - Hausse des prix | -9 554 | -7 999 |
| - Crédit moyen terme export | -1 533 | 0 |
| - Amortissements dérogatoires | -18 231 | -19 409 |
| | -52 017 | -57 705 |
| Autres provisions exceptionnelles | 0 | 0 |
| | -117 670 | -71 045 |
| Résultat exceptionnel | 17 371 | -34 208 |

(1) Dont charges CASA : 3 013 en 2007
9 531 en 2006



ÉLÉMENT 25**VENTILATION DE LA CHARGE D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES**

| (en milliers d'euros) | Résultat avant impôts | Impôts (IS) | Impôts(PVLT) | Résultat après impôts |
|--|-----------------------|-------------|--------------|-----------------------|
| Résultat courant | 606 658 | -216 881 | 0 | 389 777 |
| Résultat exceptionnel (y compris participation et intéressement) | -97 376 | 31 095 | 0 | -66 281 |
| Résultat comptable | 509 282 | -185 786 | 0 | 323 496 |
| | | -185 786 | | |

ÉLÉMENT 26**ENGAGEMENTS FINANCIERS**

| ENGAGEMENTS DONNES (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--|------------|------------|
| - Aval et cautions concernant : | | |
| . les filiales | 142 232 | 56 133 |
| . les participations | 0 | 0 |
| . autres | 0 | 0 |
| TOTAL | 142 232 | 56 133 |

| ENGAGEMENTS REÇUS (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--|------------|------------|
| Garanties Coface | 190 989 | 36 785 |
| Sûretés réelles (hypothèques, nantissements) | 0 | 0 |
| TOTAL | 190 989 | 36 785 |

| ENGAGEMENTS RECIPROQUES (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|---|------------|------------|
| Marchés à livrer à terme - solde à facturer | 13 513 300 | 11 583 200 |
| Marchés à recevoir à terme - solde à payer | 1 992 746 | 1 835 783 |
| Commandes d'immobilisations | 13 943 | 11 371 |
| TOTAL | 15 519 989 | 13 430 354 |

ÉLÉMENT 27**DETTES ET CREANCES GARANTIES PAR DES CAUTIONS BANCAIRES**

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|---|------------|------------|
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 557 272 | 985 271 |
| Avances et acomptes versés sur commandes en cours | 1 877 | 2 142 |
| TOTAL | 559 149 | 987 413 |

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 28

INSTRUMENTS FINANCIERS : PORTEFEUILLE D'OPÉRATIONS DE CHANGE EN DOLLARS

DASSAULT AVIATION a un risque de change sur les produits de vente des avions FALCON qui sont pour la quasi-totalité libellés en dollars US. Seule une part de ses dépenses est encourue dans la même devise (achats notamment). DASSAULT AVIATION est donc exposé à un risque de change, que la société couvre partiellement en utilisant des contrats de vente à terme et le cas échéant des options de change.

Les instruments financiers détenus par DASSAULT AVIATION sont valorisés ci-dessous à leur valeur de marché.

La valeur de marché correspond aux montants reçus ou payés en cas de résiliation totale du portefeuille, dont la contre-valeur en euros est calculée sur la base du cours du dollar à la clôture. Ce mode de valorisation ne permet pas d'évaluer les résultats réels qui seront réalisés à la date d'échéance des opérations, dans la mesure où il n'est pas tenu compte des variations futures du cours.

La valeur de marché du portefeuille n'est donnée qu'à titre indicatif.

Au cours de valorisation du portefeuille, le taux de couverture prévu ne génère pas de pertes sur les opérations commerciales couvertes.

| VALEUR DE MARCHÉ | Milliers de \$ | Milliers d' Euros |
|--------------------|----------------|-------------------|
| AU 31.12.2007 | | |
| Options de change | 24 633 | 16 733 |
| Opérations à terme | 731 442 | 496 870 |
| TOTAL | 756 075 | 513 603 |
| AU 31.12.2006 | | |
| Options de change | 7 645 | 5 805 |
| Opérations à terme | 686 567 | 521 311 |
| TOTAL | 694 212 | 527 116 |

ÉLÉMENT 29

INCIDENCE DES ÉVALUATIONS FISCALES DÉROGATOIRES

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|---|------------|------------|
| Résultat de l'exercice | 323 496 | 224 943 |
| Impôts sur les bénéfices | 185 786 | 120 085 |
| RÉSULTAT AVANT IMPÔTS | 509 282 | 345 028 |
| VARIATION DES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | 1 516 | 14 561 |
| dont : | | |
| - Amortissements dérogatoires | -922 | 14 244 |
| - Provision pour hausse des prix | 905 | 317 |
| - Provision pour plus-values réinvesties | 0 | 0 |
| - Provision pour crédit moyen terme export | 1 533 | 0 |
| RÉSULTAT HORS ÉVALUATIONS FISCALES DÉROGATOIRES (AVANT IMPÔTS) | 510 798 | 359 589 |



ÉLÉMENT 30**ACCROISSEMENTS ET ALLÈGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS**

| (en milliers d'euros) | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|---|----------------|----------------|
| ACCROISSEMENTS | | |
| Provisions réglementées : | | |
| - Hausse des prix | 55 656 | 54 751 |
| - Crédit moyen terme export | 1 533 | 0 |
| - Amortissements dérogatoires | 75 471 | 76 393 |
| TOTAL | 132 660 | 131 144 |
| ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS | 45 675 | 45 153 |
| ALLÈGEMENTS | | |
| Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation : | | |
| - Participation des salariés | 100 747 | 74 981 |
| - Coûts des départs retraites et médailles du travail | 232 000 | 195 000 |
| Autres provisions partiellement non déductibles (organic, clients, stocks, garantie, divers,...): | 159 443 | 129 700 |
| TOTAL | 492 190 | 399 681 |
| ALLÈGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS | 169 461 | 137 610 |
| Moins-values à long terme | 0 | 31 |

ÉLÉMENT 31**RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX**

Le montant global des rémunérations perçues par les mandataires sociaux, dont le détail est communiqué dans le rapport de gestion, s'élève à 1 095 216 euros pour 2007.

ÉLÉMENT 32**EFFECTIF MOYEN**

| | Personnel salarié | Personnel intérimaire mis à disposition de l'entreprise |
|-----------------------------------|-------------------|---|
| Cadres | 4 289 | |
| Agents de maîtrise et techniciens | 2 239 | |
| Employés | 629 | 46 |
| Ouvriers | 1 273 | 225 |
| TOTAL | 8 430 | 271 |
| Effectif moyen 2006 | 8 614 | 286 |



Comptes Annuels

ÉLÉMENT 33

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

La société Dassault Aviation a comptabilisé à l'actif du bilan au titre des investissements environnementaux un montant de 1 010 milliers d'euros et a porté en charges environ 2 280 milliers d'euros dans l'exercice, consacrés à des études de risques, d'impacts et de conformité réglementaire.

Dassault Aviation n'a pas eu à comptabiliser de passifs environnementaux.

ÉLÉMENT 34

RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

| (en milliers d'euros à l'exception du 3 en euros / action) | | | | | |
|---|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Nature des indications | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
| 1/ SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE | | | | | |
| a. Capital social | 81 007 | 81 007 | 81 007 | 81 007 | 81 007 |
| b. Nombre des actions émises | 10 125 897 | 10 125 897 | 10 125 897 | 10 125 897 | 10 125 897 |
| 2/ RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTIVES | | | | | |
| a. Chiffre d'affaires hors taxes | 2 801 410 | 2 810 343 | 2 969 785 | 2 853 461 | 3 605 350 |
| b. Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions | 445 677 | 375 732 | 434 310 | 483 736 | 690 062 |
| c. Impôts sur les bénéfices | 74 046 | 101 710 | 117 009 | 120 085 | 185 786 |
| d. Bénéfice après impôts, amortissements et provisions | 233 348 | 226 640 | 260 901 | 224 943 | 323 496 |
| e. Montant des bénéfices distribués | 77 969 | 77 969 | 100 246 | 74 932 | 107 335 (1) |
| 3/ RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION EN EURO | | | | | |
| a. Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions | 36,7 | 27,1 | 31,3 | 35,9 | 49,8 |
| b. Bénéfice après impôts, amortissements et provisions | 23,0 | 22,4 | 25,8 | 22,2 | 31,9 |
| c. Dividende versé à chaque action | 7,7 | 7,7 | 9,9 | 7,4 | 10,6 (1) |
| 4/ PERSONNEL | | | | | |
| a. Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice | 8 857 | 8 800 | 8 774 | 8 614 | 8 430 |
| b. Salaires et traitements | 382 500 | 385 616 | 393 883 | 407 858 | 418 125 |
| c. Charges sociales | 186 826 | 188 100 | 194 380 | 198 836 | 209 222 |
| 5/ MONTANT DE LA PARTICIPATION DU PERSONNEL | 70 971 | 75 547 | 86 967 | 74 981 | 100 747 |
| 6/ MONTANT DE L'INTÉRÊSSEMENT | 14 000 | 14 000 | 14 000 | 14 000 | 14 000 |

(1) proposé à l'A.G.O



ÉLÉMENT 35**INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES DÉTENUES EN PORTEFEUILLE AU 31.12.2007**

| (en milliers d'euros) | Nombre de parts ou d'actions | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette |
|---|---------------------------------|------------------|--------------|------------------|
| VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT | | | | |
| BONS DE CAISSE/TRÉSOR/CAPITALISATION | | 10 976 | 0 | 10 976 |
| FONDS COMMUN DE PLACEMENT | | 2 433 472 | 0 | 2 433 472 |
| SICAV DE TRÉSORERIE ET DIVERS | | 632 040 | 0 | 632 040 |
| TOTAL I | | 3 076 488 | 0 | 3 076 488 |
| TITRES DE PARTICIPATION | | | | |
| SECTEUR AÉRONAUTIQUE - SPATIAL | | | | |
| CORSE COMPOSITES AÉRONAUTIQUES | 184 139 | 996 | 0 | 996 |
| DASSAULT AÉRO SERVICE | 5 000 | 106 | 0 | 106 |
| DASSAULT FALCON SERVICE | 229 990 | 59 453 | 0 | 59 453 |
| DASSAULT INTERNATIONAL | 10 960 | 19 236 | 0 | 19 236 |
| DASSAULT INTERNATIONAL(USA) Inc | 5 050 | 3 727 | 0 | 3 727 |
| DASSAULT FALCON JET - Actions ordinaires | 88 612 | 3 068 | 0 | 3 068 |
| DASSAULT FALCON JET - Actions préférentielles | 69 877 | 4 699 | 0 | 4 699 |
| DASSAULT PROCUREMENT SERVICES | 1 000 | 28 965 | 0 | 28 965 |
| EMBRAER | 6 671 360 | 32 119 | 0 | 32 119 |
| EUROTRADIA INTERNATIONAL | 21 625 | 3 099 | 0 | 3 099 |
| SECBAT | 717 | 11 | 0 | 11 |
| SOGITEC INDUSTRIES | 12 478 | 25 348 | 0 | 25 348 |
| DIVERS | | 36 | 0 | 36 |
| SECTEUR DIVERS | | | | |
| DASSAULT ASSURANCES COURTAGE | 9 983 | 457 | 0 | 457 |
| DASSAULT - RÉASSURANCE | 261 469 | 10 132 | 0 | 10 132 |
| TOTAL II | | 191 452 | 0 | 191 452 |
| AUTRES TITRES IMMOBILISÉS | | | | |
| DIVERS | | 9 | 0 | 9 |
| SOFEMA | 4 998 | 161 | | 161 |
| SOFRESA | 6 000 | 3 924 | 0 | 3 924 |
| TOTAL III | | 4 094 | 0 | 4 094 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III) | | 3 272 034 | 0 | 3 272 034 |

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société DASSAULT AVIATION, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance en particulier les éléments suivants :

Les résultats de votre société sont constatés selon la méthode à l'avancement pour les contrats de longue durée.

Conformément à la norme professionnelle applicable aux estimations comptables, et sur la base des informations disponibles à ce jour, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses établies par la Direction sur lesquelles se fondent les estimations des résultats à terminaison de ces contrats et leur évolution, revoir les calculs effectués, comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 21 février 2008

Les Commissaires aux Comptes

Mazars & Guérard

Deloitte & Associés

Serge Castillon

Philippe Mouraret

Dominique Jumaucourt

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, POUR CE QUI CONCERNE LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société DASSAULT AVIATION et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France.

Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 21 février 2008

Les Commissaires aux Comptes

Mazars & Guérard

Deloitte & Associés

Serge Castillon

Philippe Mouraret

Dominique Jumaucourt



RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

AVEC L'UN DE SES ADMINISTRATEURS :

Au cours de sa séance du 14 février 2007, votre Conseil d'Administration a confié à M. Bruno REVELLIN-FALCOZ, dans l'intérêt social de DASSAULT AVIATION, une mission exceptionnelle d'expertise technique dans le cadre des procédures de première instance en cours relatives à l'accident du FALCON 900 du Gouvernement grec intervenu en 1999.

En rémunération de son expertise technique, M. Bruno REVELLIN-FALCOZ a perçu 60.000 Euros. La société a, en outre, pris en charge les frais liés à cette mission.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

AVEC LA SOCIÉTÉ GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT (GIMD) ET DEUX DE SES FILIALES IMMOBILIÈRES :

DASSAULT AVIATION a continué de prendre en location auprès de la société GIMD et de deux de ses filiales immobilières un certain nombre de locaux, terrains et installations industrielles, dans le cadre de baux conformes à la réglementation sur les baux commerciaux.

Les loyers payés en 2007 aux sociétés précitées se sont élevés à un montant total de 29.722.861,04 euros HT.

AVEC LA SOCIÉTÉ DASSAULT FALCON JET :

DASSAULT AVIATION a accepté, à la demande de DASSAULT FALCON JET, de fournir à des clients de cette dernière des garanties de restitution d'acomptes en cas de non exécution par DASSAULT FALCON JET de ses obligations contractuelles, lesdites garanties demeurant en vigueur jusqu'à la livraison des avions commandés.

Au 31 décembre 2007, les montants garantis s'élevaient à 142.231.342,98 euros.

AVEC L'ENSEMBLE DES DIRIGEANTS ET DES MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ ET SES FILIALES :

Une police d'assurance « Responsabilité civile des Dirigeants et Mandataires Sociaux » a été souscrite à effet du 1^{er} juillet 1999 auprès de la Compagnie AXA GLOBAL RISKS aujourd'hui dénommée AXA

Comptes Annuels

CORPORATE SOLUTIONS. Elle a permis de couvrir l'ensemble des Dirigeants et Mandataires sociaux de la société et de ses filiales dans la limite d'un montant de garantie annuelle de base de 20.000.000 euros pour une prime annuelle 2007 de 63.644,10 euros (frais d'émission et taxe d'assurance inclus).

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 21 février 2008

Les Commissaires aux Comptes

Mazars & Guérard

Deloitte & Associés

Serge Castillon

Philippe Mouraret

Dominique Jumaucourt



ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ANNUELLE DU 23 AVRIL 2008



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 23 AVRIL 2008 / PROJET DE RESOLUTIONS

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Président visé à l'article L 225-37 al. 6 du Code de Commerce, du rapport général des Commissaires aux Comptes et de leur rapport visé à l'article L 225-235 al. 5 du Code de Commerce, approuve dans toutes leurs parties et sans réserve, les comptes annuels de l'Exercice 2007 tels qu'ils ont été présentés et qui se soldent par un bénéfice net de 323.495.737,49 Euros ainsi que toutes les opérations traduites par lesdits comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir constaté que le rapport sur la gestion du Groupe est inclus dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et pris connaissance du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve dans toutes leurs parties et sans réserve, les comptes consolidés de l'Exercice 2007 tels qu'ils ont été présentés et qui se soldent par un bénéfice net de l'ensemble consolidé de 382.296 Milliers d'Euros (dont 382.278 Milliers d'Euros revenant au Groupe) ainsi que toutes les opérations traduites par lesdits comptes ou résumées dans ces rapports.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve les conventions visées dans ce rapport.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus entier, définitif et sans réserve aux Administrateurs en fonction au cours de l'exercice 2007 de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide, sur la proposition du Conseil d'Administration, d'affecter le bénéfice net ressortant des comptes annuels de l'exercice 2007 et

s'élevant à 323.495.737,49 Euros

lequel, augmenté du report

à nouveau des exercices

antérieurs, soit..... 1.671.514.039,43 Euros

constitue un total de 1.995.009.776,92 Euros

de la manière suivante :

- à la distribution au titre des dividendes de 107.334.508,20 Euros
- au report à nouveau 1.887.675.268,72 Euros

Comme conséquence des affectations ci-dessus, il est distribué un dividende de 10,6 Euros par action.

Ce dividende sera soumis, pour les personnes physiques imposables sur le revenu en France, au barème progressif après l'abattement de 40 % ou, sur option, au prélèvement libératoire. Quelle que soit l'option retenue, ce dividende donnera lieu aux prélèvements sociaux qui seront effectués à la source.

Ce dividende sera mis en paiement en Euros le 5 mai 2008 directement aux titulaires d'actions "nominatives pures" et par l'entremise des intermédiaires habilités pour les titulaires d'actions "nominatives administrées" ou "au porteur".

Il est rappelé que les dividendes nets distribués au titre des trois exercices précédents et les avoirs fiscaux ou abattements correspondants ont été de :

| Exercice | Dividendes nets distribués (en Euros) | Abattement (1) |
|----------|---------------------------------------|----------------|
| 2004 | 7,70 | 50 % |
| 2005 | 9,90 | 40 % |
| 2006 | 7,40 | 40 % |

(1) pour les personnes physiques



SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale ratifie la cooptation de M. Olivier ANDRIES comme Administrateur, en remplacement de M. Jean-Paul GUT, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Bruno REVELLIN-FALCOZ arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de nommer en remplacement de ce dernier, M. Henri PROGLIO pour six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2013.

HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée constatant que les mandats :

- de Commissaires aux comptes titulaires :
 - de la Société DELOITTE & ASSOCIES S.A.
 - de la Société MAZARS & GUERARD S.A.
- de Commissaires aux comptes suppléants
 - de M. Alain PONS
 - de M. Michel ROSSE

arrivent à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide :

- de renouveler la Société DELOITTE & ASSOCIES S.A. comme Commissaire aux Comptes titulaire pour six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2013,

- de renouveler la Société MAZARS & GUERARD S.A. comme Commissaire aux Comptes titulaire également pour six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2013,
- de renouveler M. Alain PONS, associé de la Société DELOITTE & ASSOCIES S.A., comme Commissaire aux Comptes suppléant de la société DELOITTE & ASSOCIES S.A. pour la durée du mandat de cette dernière,
- de nommer M. Philippe CASTAGNAC, associé de la Société MAZARS & GUERARD S.A., comme Commissaire aux Comptes suppléant de la société MAZARS & GUERARD S.A. pour la durée du mandat de cette dernière.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs aux porteurs d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ses délibérations afin d'accomplir toutes formalités légales de dépôt ou de publicité.

